

RAPPORT 2025

## Des vies à la croisée des identités

Risques, accès à l'aide et lacunes des interventions humanitaires dans les contextes EWIPA – Vers un Programme d'action.



# Table des matières

|                                                                                                                                                                                                                |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Remerciements.....                                                                                                                                                                                             | 3         |
| Sigles et acronymes .....                                                                                                                                                                                      | 4         |
| Résumé .....                                                                                                                                                                                                   | 6         |
| Introduction .....                                                                                                                                                                                             | 17        |
| 1.1. Tendances mondiales dans l'utilisation des EWIPA.....                                                                                                                                                     | 17        |
| 1.2. Pourquoi une approche intersectionnelle est-elle importante ?.....                                                                                                                                        | 17        |
| 1.3. À propos de ce rapport .....                                                                                                                                                                              | 18        |
| 1.4. Favoriser la mise en œuvre de la Déclaration politique sur les EWIPA .....                                                                                                                                | 19        |
| <b>Section 1: Comment les identités intersectionnelles influencent-elles l'exposition des civils aux préjudices liés aux EWIPA? .....</b>                                                                      | <b>20</b> |
| <b>1. Les effets uniques des EWIPA sur la santé des civils.....</b>                                                                                                                                            | <b>21</b> |
| <b>2. Impacts indirects des EWIPA et approche intersectionnelle : préjudices en cascade pour les femmes et les filles, dans toute leur diversité .....</b>                                                     | <b>24</b> |
| 2.1. Les femmes et les filles : principales victimes indirectes de l'emploi des EWIPA .....                                                                                                                    | 24        |
| 2.2. Étude de cas : les répercussions des EWIPA sur l'éducation.....                                                                                                                                           | 26        |
| <b>3. Identités intersectionnelles et profils de risques dans les contextes EWIPA .....</b>                                                                                                                    | <b>28</b> |
| 3.1. Profils de risques liés aux obstacles structurels et systémiques.....                                                                                                                                     | 29        |
| 3.2. Profils de risques découlant des déplacements quotidiens, des stratégies de survie et des comportements des civils .....                                                                                  | 42        |
| <b>Section 2: Quels sont les principaux obstacles qui empêchent les personnes les plus exposées et les plus touchées par les dommages liés aux EWIPA d'accéder aux services et à l'aide humanitaire? .....</b> | <b>47</b> |
| 1. Obstacles comportementaux .....                                                                                                                                                                             | 47        |
| 2. Obstacles environnementaux.....                                                                                                                                                                             | 49        |
| 3. Obstacles liés à la communication .....                                                                                                                                                                     | 53        |
| 4. Obstacles institutionnels.....                                                                                                                                                                              | 55        |
| <b>Section 3: Lacunes de l'action humanitaire intersectionnelle et inclusive dans les contextes EWIPA. ....</b>                                                                                                | <b>57</b> |
| <b>1. Le manque de données empêche une compréhension complète des préjudices liés aux EWIPA .....</b>                                                                                                          | <b>57</b> |
| 1.1. La fragmentation des données relatives aux préjudices civils causés par les EWIPA empêche de mesurer pleinement leurs effets multiples sur la vie des populations.....                                    | 57        |
| 1.2. Les données humanitaires et la planification négligent les identités intersectionnelles et les impacts uniques des EWIPA sur les populations civiles .....                                                | 59        |
| <b>2. Lacunes organisationnelles et systémiques.....</b>                                                                                                                                                       | <b>63</b> |
| 2.1. La sensibilisation des organisations et leur adhésion aux approches intersectionnelles restent limitées.....                                                                                              | 63        |

|                                                                                                                                                                                                                                               |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 2.2. Le manque de coordination et les méthodes de travail cloisonnées laissent de côté les civils ayant des identités intersectionnelles .....                                                                                                | 66        |
| 2.3. Les priorités des bailleurs, leur positionnement ambigu et leurs approches en matière de financement freinent les efforts d'inclusion et d'intersectionnalité, affectant de manière disproportionnée les acteurs les plus inclusifs..... | 69        |
| 2.4. Les communautés touchées ayant des identités intersectionnelles, ainsi que leurs représentantes et représentants, ne sont pas impliquées dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'action humanitaire .....               | 70        |
| 2.5. Les civils ayant des identités intersectionnelles restent largement négligés et marginalisés .....                                                                                                                                       | 71        |
| 2.6. Les engagements en matière d'ancrage local ne progressent que lentement .....                                                                                                                                                            | 72        |
| <b>Section 4: Programme d'action .....</b>                                                                                                                                                                                                    | <b>76</b> |

# Remerciements

Le présent rapport résulte de longues conversations, de réflexions approfondies et du partage d'expériences dans des contextes humanitaires variés et souvent particulièrement difficiles. Les recherches sur lesquelles il s'appuie ont été orientées par les témoignages et l'expertise de celles et ceux qui œuvrent sans relâche pour protéger et soutenir les civils vivant sous la menace constante des armes explosives.

Nous exprimons notre sincère gratitude aux représentantes et représentants des organisations locales de Gaza, d'Ukraine et du Yémen, qui ont généreusement consacré leur temps et partagé leurs connaissances ainsi que leurs expériences de terrain.

Nous remercions également nos collègues, nos partenaires et les spécialistes techniques de la communauté humanitaire, dont les analyses éclairées et l'expertise ont contribué à enrichir et à renforcer cette étude.

L'étude a été menée, et le rapport rédigé, par Delphine Valette, consultante indépendante spécialisée dans les politiques humanitaires et le plaidoyer. Handicap International – Humanity & Inclusion (HI) a apporté son expertise technique et son accompagnement constant tout au long du processus de recherche. Cette étude et sa publication ont été rendues possibles grâce au soutien financier de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) et de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD).

Les opinions, constats et conclusions exprimés dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les positions de la Commission européenne ou du ministère norvégien des Affaires étrangères.

# Sigles et acronymes

|              |                                                                                                           |                |                                                                                               |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>AAP</b>   | Responsabilité à l'égard des populations touchées ( <i>Accountability to Affected Populations</i> )       | <b>EWIPA</b>   | Armes explosives dans les zones peuplées ( <i>Explosive Weapons in Populated Areas</i> )      |
| <b>AHM</b>   | Action humanitaire contre les mines                                                                       | <b>FCF</b>     | Femmes cheffes de famille                                                                     |
| <b>AOAV</b>  | Action on Armed Violence                                                                                  | <b>GHF</b>     | Fondation humanitaire de Gaza ( <i>Gaza Humanitarian Foundation</i> )                         |
| <b>AoR</b>   | Domaine de responsabilité ( <i>Area of Responsibility</i> )                                               | <b>GW</b>      | Groupe de Washington sur les statistiques du handicap                                         |
| <b>BHCDH</b> | Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme                                                         | <b>HAI</b>     | HelpAge International                                                                         |
| <b>CAP</b>   | Connaissances, attitudes et pratiques                                                                     | <b>HCR</b>     | Agence des Nations Unies pour les réfugiés ( <i>High Commissioner for Refugees</i> )          |
| <b>CICR</b>  | Comité international de la Croix-Rouge                                                                    | <b>HCT</b>     | Équipe de pays pour l'action humanitaire ( <i>Humanitarian Country Team</i> )                 |
| <b>CPI</b>   | Comité permanent interorganisations                                                                       | <b>HI</b>      | Handicap International – Humanity & Inclusion                                                 |
| <b>DIWG</b>  | Groupe de travail sur l'inclusion des personnes handicapées ( <i>Disability Inclusion Working Group</i> ) | <b>HNRP</b>    | Plan de réponse aux besoins humanitaires ( <i>Humanitarian Needs and Response Plan</i> )      |
| <b>DRC</b>   | Danish Refugee Council                                                                                    | <b>HRW</b>     | Human Rights Watch                                                                            |
| <b>EAH</b>   | Eau, assainissement et hygiène                                                                            | <b>IC</b>      | Informateur clé                                                                               |
| <b>EE</b>    | Engin explosif                                                                                            | <b>ICCG</b>    | Groupe de coordination inter-clusters ( <i>Inter-Cluster Coordination Group</i> )             |
| <b>EEI</b>   | Engin explosif improvisé                                                                                  | <b>LGBTQI+</b> | Lesbienne, gay, bisexuel(le), transgenre, queer, intersexe, asexuel(le)                       |
| <b>EREE</b>  | Éducation aux risques des engins explosifs                                                                | <b>MA AoR</b>  | Domaine de responsabilité de la lutte antimines ( <i>Mine Action Area of Responsibility</i> ) |

|                   |                                                                                                                                                         |                |                                                                                                                              |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>MNT</b>        | Maladie non transmissible                                                                                                                               | <b>OSIEGCS</b> | Orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles                                   |
| <b>NRC</b>        | Norwegian Refugee Council                                                                                                                               | <b>PDI</b>     | Personne déplacée interne                                                                                                    |
| <b>OCHA</b>       | Bureau de la coordination des affaires humanitaires ( <i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i> )                                      | <b>PNUD</b>    | Programme des Nations Unies pour le développement                                                                            |
| <b>ODF</b>        | Organisation dirigée par des femmes                                                                                                                     | <b>PPC</b>     | Préparation et protection en cas de conflit                                                                                  |
| <b>ODFH</b>       | Organisation dirigée par des femmes en situation de handicap                                                                                            | <b>REACH</b>   | Santé communautaire africaine résiliente et autonome ( <i>Resilient and Empowered African Community Health</i> )             |
| <b>ODI HPG</b>    | Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer ( <i>Overseas Development Institute, Humanitarian Policy Group</i> ) | <b>TPO</b>     | Territoire palestinien occupé                                                                                                |
| <b>OIM</b>        | Organisation internationale pour les migrations                                                                                                         | <b>TSPT</b>    | Trouble de stress post-traumatique                                                                                           |
| <b>OMS</b>        | Organisation mondiale de la Santé                                                                                                                       | <b>UNFPA</b>   | Fonds des Nations Unies pour la population ( <i>United Nations Population Fund</i> )                                         |
| <b>ONGI</b>       | Organisation non gouvernementale internationale                                                                                                         | <b>UNICEF</b>  | Fonds des Nations Unies pour l'enfance ( <i>United Nations Children's Fund</i> )                                             |
| <b>ONU</b>        | Organisation des Nations Unies                                                                                                                          | <b>UNIDIR</b>  | Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement ( <i>United Nations Institute for Disarmament Research</i> ) |
| <b>ONU Femmes</b> | Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes                                                                        | <b>UXO</b>     | Engin non explosé ( <i>Unexploded Ordnance</i> )                                                                             |
| <b>OPH</b>        | Organisation de personnes handicapées                                                                                                                   | <b>VBG</b>     | Violences basées sur le genre                                                                                                |

# Résumé

Dans les contextes où des armes explosives sont utilisées dans des zones peuplées (EWIPA), la survie des civils dépend non seulement de leur proximité avec l'explosion, mais aussi d'un ensemble de facteurs liés à leur identité, à leurs vulnérabilités, ainsi qu'aux dynamiques sociales et aux rapports de pouvoir qui conditionnent leur accès à la protection, aux services et à l'aide humanitaire.

Alors que le nombre de civils tués ou blessés par des armes explosives ne cesse d'augmenter, les engagements des États et des acteurs humanitaires en faveur de l'inclusion doivent constituer la pierre angulaire de l'action humanitaire, d'autant plus que les conséquences des attaques et des explosions sont non seulement immédiates et dévastatrices, mais aussi durables et systémiques. L'effondrement des infrastructures, la perturbation des services et la contamination à long terme exacerbent les inégalités existantes et génèrent des besoins complexes et interdépendants. Dans de tels contextes, adopter une approche inclusive et intersectionnelle n'est pas un choix, mais une nécessité absolue pour atteindre les personnes les plus exposées et les plus touchées.

Ce rapport de Handicap International – Humanity & Inclusion (HI) examine comment les identités intersectionnelles — en particulier le handicap, le genre et l'âge — influencent l'exposition des civils aux préjudices liés aux EWIPA et leur accès à l'aide humanitaire. Il met également en lumière les lacunes structurelles de l'action humanitaire qui entravent la planification et la mise en œuvre d'interventions véritablement inclusives et intersectionnelles. Le présent rapport s'appuie sur une revue documentaire approfondie, des entretiens avec des informateurs clés, ainsi qu'un atelier multipartite ayant rassemblé des acteurs de l'humanitaire et du désarmement, parmi lesquels des organisations non gouvernementales (ONG) locales, nationales et internationales, des organismes des Nations Unies, des représentants d'États et des bailleurs de fonds. Cette étude s'est penchée sur trois contextes (Gaza, l'Ukraine et le Yémen), afin de mettre en lumière les dynamiques communes et les particularités propres à chaque situation.

En enrichissant le corpus encore limité de données disponibles sur l'intersectionnalité et la vulnérabilité dans les contextes EWIPA, le présent rapport cherche à soutenir les efforts collectifs en matière de recherche, de programmation et de plaidoyer, afin de mieux comprendre les risques encourus par les civils, leurs vulnérabilités et les obstacles auxquels ils sont confrontés pour accéder à l'aide. La Déclaration politique sur les EWIPA appelle à une assistance inclusive, sensible au genre et non discriminatoire. Le présent rapport s'inscrit dans cette dynamique en proposant un Programme d'action visant à favoriser l'engagement multipartite et intersectoriel autour de ces enjeux.

## Principales conclusions

1. Une approche intersectionnelle met en lumière des formes de préjudices souvent invisibles. **Les inégalités structurelles et les systèmes d'oppression interconnectés (tels que le sexisme, l'âgisme et le capacitisme) déterminent à la fois les risques encourus par les civils face aux armes explosives**, les obstacles à l'accès aux services et à l'aide, ainsi que la conception et la mise en œuvre des interventions humanitaires dans les contextes touchés par les EWIPA.
2. **Des configurations de risques multiples et cumulées révèlent la complexité et l'influence des identités intersectionnelles**, conjuguées à d'autres facteurs de vulnérabilité, sur la capacité des civils à se protéger.
  - Les obstacles à la mobilité — qu'ils résultent de limitations individuelles (handicap, âge) ou de facteurs externes (manque de moyens de transport, insécurité, normes

sociales) — apparaissent comme un risque majeur. Ils sont profondément influencés par le handicap, le genre, l'âge et la situation socio-économique, et déterminent la capacité des personnes à évacuer ou à se mettre en sécurité.

- Le genre interagit avec l'âge et le handicap, générant des défis spécifiques et interconnectés en matière de mobilité, notamment pour les femmes âgées, les femmes en situation de handicap et les femmes cheffes de famille (FCF). Ces difficultés sont exacerbées par les normes sociales restrictives observées à Gaza et au Yémen.
- Les risques liés aux EWIPA évoluent avec le temps, à mesure que les personnes handicapées perdent leurs aides techniques, que les réseaux familiaux et communautaires s'effritent, que les difficultés économiques s'aggravent, que la composition des ménages change et que plusieurs systèmes essentiels s'effondrent.
- L'âge constitue un facteur de risque majeur, déterminant souvent les obstacles à la mobilité rencontrés par les jeunes enfants (de la naissance à environ huit ans) et les personnes âgées.

**3. Les risques de préjudices liés aux EWIPA et les obstacles à l'accès à l'aide sont étroitement interconnectés.**

- Ces deux éléments sont influencés par les identités intersectionnelles (principalement le handicap, le genre et l'âge), ainsi que par d'autres facteurs de vulnérabilité, tels que la situation économique, la composition du ménage, la situation matrimoniale, et les normes sociales et culturelles.
- Le genre demeure un facteur déterminant tant pour le risque que pour l'accès. Les femmes et les filles — notamment les femmes âgées, les adolescentes handicapées et les femmes cheffes de famille (y compris les veuves et les femmes divorcées) — sont exposées à des risques accrus en raison des contraintes de mobilité liées à leur rôle d'aidantes, du manque d'abris sûrs et adaptés, de la pauvreté genrée et des normes sociales restrictives. La stigmatisation croisée liée au handicap et au genre se traduit souvent par une discrimination aggravée.
- De même, le manque d'accès à une information et à une communication inclusives constitue un facteur de risque majeur et renforce les obstacles à l'accès aux services et à l'aide. Le handicap et le genre, combinés à l'emplacement géographique (par exemple, vivre dans une zone rurale ou isolée) et au déplacement, accentuent les obstacles à l'accès aux informations vitales sur l'évacuation, les abris et l'aide disponible.

**4. Le handicap entraîne des conséquences à la fois directes et indirectes, constituant un facteur identitaire qui amplifie les risques et les obstacles.**

- L'utilisation d'EWIPA augmente considérablement le nombre de personnes handicapées, tout en aggravant les déficiences existantes, créant ainsi des besoins de réadaptation et d'accompagnement à long terme uniques, rarement observés dans d'autres contextes de conflit.
- Le handicap est souvent perçu de manière trop restrictive, limité aux dimensions physiques ou associé au vieillissement, alors que la vulnérabilité peut toucher tous les âges et tous les types de déficience.
- Il s'agit d'une réalité complexe, où chaque type de déficience entraîne des formes de risque particulières face aux EWIPA et génère des obstacles spécifiques à la

mobilité, à l'accès aux abris, à l'information, aux communications et aux services essentiels.

- Le handicap n'affecte pas uniquement les individus, mais transforme la vie de ménages entiers, en particulier ceux dirigés par des femmes ou comptant des enfants ou des proches en situation de handicap. Ces foyers sont plus exposés aux obstacles de mobilité et rencontrent davantage de difficultés pour accéder aux services et à l'aide.

**5. Les barrières à l'accès à l'aide illustrent la persistance des inégalités systémiques, enracinées dans l'âgisme, le capacitisme et le sexisme.**

- Les systèmes et processus restent largement conçus et mis en œuvre sans réelle prise en compte de l'inclusion et de l'intersectionnalité, ce qui perpétue l'exclusion. Par exemple, les points de distribution de l'aide sont souvent conçus avec un biais implicite en faveur des personnes valides.
- Les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées à mobilité réduite en sont systématiquement exclues, les femmes et les filles étant davantage pénalisées par les normes culturelles et sexistes qui restreignent leur accès aux services et à l'aide.

**6. Les chevauchements et lacunes structurelles de l'action humanitaire entravent la planification et la mise en œuvre de programmes véritablement intersectionnels et inclusifs dans les contextes EWIPA.**

- L'absence d'une définition commune de l'inclusion dans le secteur humanitaire alimente la fragmentation des approches. Trop souvent, l'inclusion est réduite à une programmation axée sur le handicap ou segmentée en catégories isolées (handicap, sexe, genre, âge), ce qui expose les personnes ayant des identités intersectionnelles à un risque d'invisibilisation dans les données, les politiques et les programmes.
- L'action humanitaire peine encore à reconnaître et à rendre visibles les identités intersectionnelles. Les données concernant les victimes directes des EWIPA, la surmortalité, ainsi que les impacts et les obstacles à l'accès restent fragmentaires, incohérentes et lacunaires, négligeant souvent les populations les plus exposées et les plus vulnérables. La collecte de données reste trop réductrice, guidée par une logique quantitative et une approche binaire de la vulnérabilité.
- Les définitions des interventions « vitales » formulées par les bailleurs et les organisations internationales sont souvent déconnectées des réalités vécues, des besoins et des expériences contextuelles.

**7. Les acteurs les plus inclusifs sont paradoxalement les moins financés, les moins soutenus, les moins dotés en ressources et les moins visibles dans les structures de coordination humanitaire.**

- Les organisations locales, notamment les groupes dirigés par des femmes ou des personnes handicapées, souffrent d'un sous-financement chronique, peinent à accéder aux financements et éprouvent des difficultés à répondre aux exigences administratives des bailleurs.
- Les communautés touchées présentant des identités intersectionnelles, ainsi que leurs représentantes et représentants, demeurent largement exclues des processus de planification, de mise en œuvre et de suivi de l'action humanitaire — y compris au sein des structures de coordination dominées par les acteurs internationaux.

- Les bailleurs de fonds ne prennent pas suffisamment en compte les conséquences spécifiques de l'usage d'EWIPA sur les acteurs humanitaires, notamment la destruction de bureaux et d'équipements, le déplacement du personnel et les risques sécuritaires accrus. Ces impacts sont particulièrement dévastateurs pour les organisations locales, y compris les partenaires des organismes internationaux, qui continuent de fournir des services essentiels sous les bombardements, tout en étant disproportionnellement exposées aux dangers et aux pertes.
- 8. Les pratiques actuelles des bailleurs contribuent à perpétuer les lacunes systémiques de la programmation humanitaire inclusive et intersectionnelle dans les contextes EWIPA. Elles influencent également les pratiques des acteurs internationaux vis-à-vis de leurs partenaires locaux.**
- L'ampleur, la brutalité et la soudaineté des coupes budgétaires intervenues début 2025, parfois accompagnées d'un recul manifeste des efforts en matière de diversité, d'inclusion et d'accessibilité, ont eu des conséquences critiques pour l'ensemble des acteurs humanitaires, les organisations locales et nationales étant les plus durement touchées.
  - Les modèles de financement dominants demeurent verticaux et normatifs, privilégiant les projets à court terme et thématiques au détriment de financements flexibles et pluriannuels.
  - Des dynamiques de pouvoir inégales persistent au sein des structures de coordination humanitaire, où les acteurs internationaux dominent la prise de décision et où la participation locale reste souvent symbolique.
  - Les ONG internationales (ONGI) peuvent toutefois jouer un rôle clé dans la promotion d'une action humanitaire inclusive et fondée sur des principes, en favorisant des partenariats équitables et en valorisant la proximité, l'expertise et la confiance des acteurs locaux au sein des communautés touchées.

## **Programme d'action**

Le présent Programme d'action définit six domaines prioritaires visant à renforcer l'inclusion et l'intersectionnalité dans l'action humanitaire dans les contextes EWIPA. Il a pour objectif de stimuler une attention accrue et une action collective en faveur de la mise en œuvre de programmes intersectionnels et inclusifs, afin que les interventions humanitaires répondent efficacement aux vulnérabilités croisées et atteignent les personnes les plus exposées. Il vise également à orienter et encourager les États ainsi que les acteurs humanitaires dans la mise en œuvre des engagements relatifs à l'inclusion énoncés dans la Déclaration politique.

Les principales recommandations sont les suivantes :

### **Domaine prioritaire 1 : Renforcer la compréhension, la sensibilisation et les capacités**

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA doivent :*

- Organiser des réunions multipartites dans les principaux forums nationaux, régionaux et mondiaux, afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques, de valoriser les expériences des acteurs locaux (en particulier celles des organisations autonomes et des communautés affectées) et de co-élaborer une définition et un cadre politique clairs et cohérents de

l'inclusion et de l'intersectionnalité dans les contextes EWIPA. Les principales opportunités à cet égard incluent les conférences annuelles de suivi sur les EWIPA.

- Mettre à profit leur engagement dans les programmes liés aux EWIPA pour intégrer de manière systématique l'inclusion et l'intersectionnalité, et organiser des dialogues (tels que des tables rondes) visant à établir une compréhension commune.

*Les Nations Unies, les ONGI et les bailleurs de fonds doivent :*

Reconnaître l'existence de biais, de préjugés, de la « hiérarchie des besoins » et des dynamiques de pouvoir qui perpétuent l'exclusion au sein des systèmes humanitaires et de financement, et prendre des mesures concrètes pour y remédier, y compris au sein de leurs propres organisations.

Réexaminer les présupposés internationaux concernant ce qui est considéré comme « vital » Les interprétations actuelles reflètent souvent davantage les priorités des bailleurs ou des institutions que les réalités vécues par les civils dans les contextes EWIPA, où l'accès à certains services, tels que la réadaptation, peut littéralement faire la différence entre la vie et la mort.

*Les Nations Unies et les ONGI doivent :*

- Renforcer les capacités techniques et assurer la formation sur les approches intersectionnelles et inclusives de la prise en charge du handicap dans tous les secteurs, y compris les groupes sectoriels, les équipes de pays pour l'action humanitaire et les coordonnateurs résidents, ainsi que les équipes et fonctions au niveau du siège (par exemple : partenariats, collecte de fonds, programmes et plaidoyer).
- Créer une communauté de pratique dédiée à l'inclusion et à l'intersectionnalité dans le cadre des EWIPA, afin de favoriser l'apprentissage mutuel, l'échange de données probantes et l'innovation opérationnelle.
- Recourir à des études de cas réels et à des témoignages pour garantir que les apprentissages soient contextualisés, pertinents et directement exploitables.

*L'OCHA doit :*

- Intégrer systématiquement, dans ses messages et déclarations de plaidoyer, les considérations relatives aux risques, aux préjudices et aux impacts de l'utilisation des EWIPA sur les civils ayant des identités intersectionnelles, tout en veillant à leur alignement avec les engagements humanitaires de la Déclaration politique en matière d'inclusion et en y faisant explicitement référence.

*Les groupes sectoriels de la protection doivent :*

- Inclure de manière systématique des indicateurs d'intersectionnalité et d'inclusion dans leurs outils de coordination et de reporting (par exemple, les matrices « Qui – Quoi – Où – Quand – Pour qui », les analyses de protection mises à jour, ou encore les évaluations des besoins), afin de garantir que le handicap, le genre, l'âge et d'autres

facteurs identitaires soient pris en compte et analysés conjointement avec les autres groupes sectoriels.

## **Domaine prioritaire 2 : Renforcer les ressources et l'expertise technique**

*Les ONGI et les Nations Unies doivent :*

- Promouvoir et mettre en œuvre une double approche intégrant le handicap, le genre et l'âge — y compris les jeunes et les personnes âgées — dans l'ensemble de leurs programmes, tout en développant des interventions ciblées à destination des civils ayant des identités intersectionnelles (par exemple, les minorités ethniques en Ukraine et au Yémen) ou des groupes ayant des identités de genre diverses (en Ukraine), en tenant compte des risques, besoins et obstacles spécifiques auxquels ces populations sont confrontées.
- Créer des postes techniques de haut niveau spécialisés dans l'inclusion et l'intersectionnalité, afin de prioriser le renforcement des capacités tant au niveau organisationnel que sectoriel, et de développer l'expertise technique en matière d'intersectionnalité et d'inclusion dans l'action humanitaire.
- Intégrer l'inclusion et l'intersectionnalité dès le début des interventions humanitaires, afin que les configurations récurrentes de risques, de préjudices et d'impacts liés aux EWIPA éclairent tant la planification que la mise en œuvre.

*L'OCHA doit :*

- Veiller à ce que les efforts de simplification et de rationalisation des structures ne compromettent pas les normes essentielles ni l'expertise technique, notamment dans les domaines de la réadaptation, de l'EREE, de la protection et de l'inclusion des personnes handicapées.
- Intégrer sans délai l'inclusion intersectionnelle dans la coordination humanitaire, en créant (ou, le cas échéant, en renforçant) des groupes de travail dédiés à l'inclusion, afin d'institutionnaliser l'analyse intersectionnelle (y compris le handicap, le genre, l'âge et d'autres facteurs identitaires) dans la planification, la hiérarchisation des priorités et le suivi des interventions. Ces efforts devraient être alignés sur les réformes humanitaires en cours, afin de garantir que le mécanisme soit reconnu et activé au sein de l'architecture du Groupe mondial.

*Les bailleurs de fonds doivent :*

- Participer activement au cycle de planification humanitaire, aux niveaux mondial et national, et mobiliser leur influence pour soutenir la conception d'interventions intersectionnelles et inclusives, notamment en précisant leurs exigences en matière de financement afin qu'il réponde aux besoins spécifiques et lève les obstacles à l'accès aux services pour les civils dans les contextes EWIPA (par exemple, en exigeant une analyse intersectionnelle des risques ou des données désagrégées).

### **Domaine prioritaire 3 : Transformer le pouvoir, le leadership et la participation**

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA doivent :*

- Soutenir, représenter et défendre les survivantes, survivants et victimes des EWIPA dans toute leur diversité, afin de leur permettre de participer pleinement aux discussions et aux processus décisionnels concernant les EWIPA, à tous les niveaux. Cela implique d'assurer leur représentation dans les agendas officiels et de faciliter leur participation effective (directement ou par l'intermédiaire de leurs représentantes et représentants) aux réunions pertinentes, notamment à la conférence annuelle de suivi de la Déclaration politique sur les EWIPA, aux consultations nationales et aux événements organisés par les États.

*Les Nations Unies, les ONGI et les bailleurs de fonds doivent :*

- S'assurer que les partenariats, y compris les consortiums, soient véritablement co-crésés, co-budgétés et co-gérés avec les acteurs locaux, sur la base d'une analyse intersectionnelle des risques, vulnérabilités, besoins et obstacles affectant les civils dans toute leur diversité.
- Reconnaître la complexité des identités intersectionnelles. Par exemple, le handicap n'est pas une réalité binaire : les risques et obstacles varient selon le type de déficience, mais aussi selon l'environnement et les systèmes dans lesquels vivent les personnes concernées.
- Investir dans des partenariats équitables et de qualité avec les organisations locales, ce qui implique :
  - la co-crédation à toutes les étapes du projet (de la planification à la mise en œuvre, jusqu'à l'évaluation), y compris l'élaboration conjointe des budgets ;
  - la prise en compte des besoins et priorités identifiés par les communautés elles-mêmes ;
  - l'allocation de lignes budgétaires spécifiques dédiées à la sécurité, à la réinstallation, au bien-être du personnel et à la continuité opérationnelle des acteurs locaux dans les contextes EWIPA.

*Les HCT et les groupes sectoriels doivent :*

- Soutenir et promouvoir le rôle des acteurs locaux comme co-leaders au sein des structures de coordination.
- Assurer l'inclusion active des ODF, des OPH et des organisations locales au service des personnes âgées, des enfants et des jeunes, en particulier celles travaillant avec des civils ayant des identités intersectionnelles (par exemple, les ODFH), dans tous les groupes sectoriels humanitaires.

*Les bailleurs de fonds doivent :*

- Exiger que les équipes de pays pour l'action humanitaire et les structures de coordination humanitaire, aux niveaux national et local, incluent des représentantes et représentants d'ODF et d'OPH, comme point de départ vers une participation plus significative.

- Fournir un appui financier concret pour favoriser la participation des acteurs locaux aux mécanismes de coordination, notamment pour couvrir les frais liés à la garde d'enfants, au transport, à l'interprétation et à d'autres besoins logistiques essentiels.

#### **Domaine prioritaire 4 : Renforcer la collaboration et la coordination**

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA doivent :*

- Tirer parti des réunions internationales d'examen de la Déclaration politique pour organiser des dialogues thématiques, transnationaux et multipartites axés sur l'inclusion dans les contextes EWIPA.

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA, les organismes des Nations Unies, les acteurs humanitaires et de la lutte antimines, le CICR et les organisations de la société civile doivent :*

- Mettre en place une série de dialogues et de tables rondes virtuelles pour examiner les principales lacunes en matière de données dans les contextes EWIPA, notamment : le manque de données désagrégées sur les victimes directes et les blessés causés par ces armes, ainsi que sur les civils affectés directement ou indirectement par leur utilisation ; la fragmentation et l'incohérence des systèmes de collecte de données ; le déficit de participation et d'engagement des communautés et des acteurs locaux.
- Identifier et définir des mesures concrètes pour améliorer la collecte de données essentielles, en particulier concernant les tendances des préjudices subis par les civils et les impacts directs et indirects de l'usage d'EWIPA sur différentes populations.

*Les bailleurs de fonds doivent :*

- Mobiliser les mécanismes et initiatives de coordination existants, tels que le Protection Donor Group, pour harmoniser les exigences et priorités de financement dans les contextes EWIPA, partager les bonnes pratiques et explorer les moyens d'augmenter le financement direct aux acteurs locaux. Ils doivent également renforcer leur engagement en faveur de la participation et du leadership des organisations locales, ainsi que de l'inclusion dans tous les mécanismes de coordination et de financement.

*Les réseaux internationaux et les organisations de la société civile actives dans le désarmement humanitaire doivent :*

- Intégrer les principes d'inclusion et d'intersectionnalité dans les initiatives existantes liées aux EWIPA, dans les mécanismes de mise en œuvre de la Déclaration politique, ainsi que dans les initiatives de désarmement humanitaire plus larges. Cela implique de collaborer avec des organisations spécialisées et de renforcer la recherche et le plaidoyer collectifs pour soutenir les engagements humanitaires énoncés dans la Déclaration politique. Cela pourrait inclure :

- le soutien à des projets de recherche transnationaux menés dans le cadre des mécanismes existants de désarmement et de coordination humanitaire, afin d'examiner les enjeux et lacunes identifiés, notamment à travers les travaux de HI ;
- la promotion de l'élaboration d'un « pacte programmatique » sur l'inclusion et l'intersectionnalité dans l'action humanitaire en contexte EWIPA — sous la co-direction des ONGI et de leurs partenaires locaux — afin de traduire les engagements de la Déclaration politique en pratiques opérationnelles, en s'appuyant sur les structures et partenariats existants.

*Les organisations spécialisées doivent :*

- Collaborer avec les principales ONGI et participer activement aux forums et réseaux qu'elles dirigent, afin de s'assurer que les déclarations et initiatives collectives de plaidoyer sur les contextes EWIPA mettent clairement en lumière les impacts de ces armes sur les civils, dans toute leur diversité.
- Explorer de nouvelles opportunités de partenariats de financement nationaux, par exemple sous forme de consortiums associant des acteurs locaux.

### **Domaine prioritaire 5 : Investir dans des systèmes de données inclusifs et interconnectés**

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA doivent :*

- Piloter l'élaboration de normes communes de reporting et de cadres d'indicateurs harmonisés, incluant au minimum la désagrégation des données par handicap, genre et âge.

*Les Nations Unies, les ONGI, les acteurs locaux et les systèmes statistiques nationaux, avec le soutien des bailleurs de fonds, doivent :*

- Renforcer les connaissances sur les profils de risques et de préjudices dans les contextes EWIPA en développant des systèmes de données coordonnés et inclusifs.

*Les Nations Unies, les ONGI et les bailleurs de fonds doivent :*

Faire de la collecte de données communautaires une priorité stratégique et renforcer la capacité des groupes autonomes — en partenariat avec les communautés affectées, y compris les enfants et adolescents en situation de handicap — à collecter, analyser et partager des données pertinentes.

Financer des recherches participatives à l'échelle transnationale pour produire des données contextuelles précises sur la manière dont les civils vivent et réagissent aux risques et impacts liés à l'utilisation d'EWIPA, ainsi que sur l'influence des identités intersectionnelles et des facteurs de vulnérabilité.

Mettre en place des plateformes ou cadres conjoints au niveau national réunissant les acteurs de la lutte antimines et les acteurs humanitaires de tous les secteurs (santé, logement, sécurité alimentaire, éducation, protection), afin de renforcer la collecte et l'analyse de données sur l'intersectionnalité, d'identifier les lacunes et d'y remédier.

Les bailleurs de fonds doivent :

- Financer le développement d'outils et d'approches robustes pour la collecte et l'analyse de données intersectorielles et intersectionnelles, au sein des organisations spécialisées et généralistes et entre elles, afin de mieux comprendre les risques, impacts et obstacles à l'accès aux services.

Les organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile qui collectent des données sur les attaques et les victimes d'EWIPA (par exemple, *Insecurity Insight*, *Airwars* et *AOAV*) doivent :

- Développer des outils communs, tels que des codes de référence et des normes partagées, pour améliorer la cohérence des méthodes de collecte et des pratiques de reporting sur les EWIPA.
- Établir des partenariats solides et s'engager activement dans des initiatives pertinentes, telles que la protection des soins de santé dans les contextes EWIPA ou la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.
- Co-concevoir des modèles pilotes nationaux de systèmes de collecte de données sur les EWIPA (couvrant à la fois les impacts directs et les effets dominos), en collaboration avec les autorités nationales, les ONG, les établissements de santé et autres acteurs concernés.

## **Domaine prioritaire 6 : Réformer les modèles de financement et investir dans l'intersectionnalité**

Les bailleurs de fonds doivent :

- S'assurer que leurs systèmes et plateformes de financement soient inclusifs et accessibles à une diversité d'organisations (notamment les petites OPH, les ODFH, les ODF, les réseaux dirigés par des survivantes et survivants ou par des femmes, ainsi que les organisations de jeunes), et prendre des mesures pour rendre les appels à propositions aussi inclusifs que possible.
- Mettre en place des plateformes inclusives et accessibles, favorisant le dialogue avec les organisations locales, notamment les OPH, les ODF, les ODFH, les groupes de jeunes et les réseaux dirigés par des survivantes et survivants.
- Adopter des cadres et approches de financement qui :
  - soient adaptés aux besoins des petites organisations locales autonomes travaillant avec des groupes ayant des identités intersectionnelles, et qui permettent un financement direct, flexible et pluriannuel ;
  - dépassent les projets à thématique unique, afin de soutenir des approches intégrées et intersectionnelles ;
  - intègrent l'inclusion et l'intersectionnalité comme exigences centrales des programmes, en prévoyant des indicateurs de suivi, des mesures quantitatives et qualitatives de réussite, ainsi que des critères de référence, notamment en matière de participation et de leadership des communautés touchées.

Le Programme d'action complet est disponible à la fin du rapport.



Qamar est une fillette de 7 ans originaire du nord de la bande de Gaza. Elle a été blessée lorsque des éclats d'obus tirés par un char ont frappé sa maison. Elle vit avec ses parents dans un camp pour personnes déplacées à l'intérieur du pays.  
© Y. Nateel / HI

# Introduction

## 1.1. Tendances mondiales dans l'utilisation des EWIPA

L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA) s'est intensifiée à un rythme alarmant au cours des dernières années, atteignant un niveau sans précédent en 2024. Les populations civiles demeurent les principales victimes de la violence explosive, avec une hausse spectaculaire du nombre de femmes et d'enfants touchés. Parmi les victimes civiles, on dénombre au moins 2 932 femmes et 3 089 enfants, soit une augmentation frappante de 25 % et 13 % respectivement par rapport à 2023<sup>1</sup>. L'année 2024 s'impose ainsi comme la plus meurtrière jamais enregistrée pour les femmes et les enfants.

L'impact humanitaire dévastateur des EWIPA est exacerbé par l'utilisation généralisée d'armes à large rayon d'impact, des munitions initialement conçues pour les champs de bataille ouverts, mais désormais fréquemment déployées dans des zones urbaines densément peuplées. Leur puissance de destruction, leur manque de précision et la dispersion de multiples munitions les rendent particulièrement dangereuses dans les zones densément habitées, notamment les villes, villages et camps de personnes déplacées. Au-delà des morts et des blessés immédiats causés par les armes explosives, les engins non explosés (UXO) maintiennent les communautés dans la peur, freinent le relèvement et provoquent de nouvelles victimes pendant des années, voire des décennies<sup>2</sup>.

### **Aperçu de l'utilisation des EWIPA en 2024<sup>3</sup>**

- On observe une hausse de 67 % du nombre de victimes civiles dues aux armes explosives, avec 61 353 morts et blessés recensés, contre 36 640 en 2023. À l'échelle mondiale, le nombre total de victimes de la violence explosive a progressé de 39 % en 2024.
- Près de 90 % des incidents se sont concentrés dans seulement quatre pays : le Liban, le Myanmar, la Palestine et l'Ukraine.
- Le nombre d'attaques explosives visant des établissements et du personnel éducatifs a plus que doublé en un an ; les niveaux les plus élevés ont été enregistrés au Myanmar, en Palestine et en Ukraine.
- On note également une augmentation de 64 % des attaques à l'arme explosive contre les services de santé.
- Des armes explosives ont été impliquées dans 1 631 attaques contre l'aide humanitaire, soit près de cinq fois plus que les 357 incidents signalés en 2023. La Palestine représentait à elle seule 90 % de ces attaques.

## 1.2. Pourquoi une approche intersectionnelle est-elle importante ?

Les dommages causés par les EWIPA n'affectent pas tous les civils de la même manière. L'exposition aux impacts directs et indirects dépend de l'intersection de plusieurs aspects

<sup>1</sup> Observatoire des armes explosives, [Explosive Weapons Monitor 2024](#), mai 2025.

<sup>2</sup> Comité international de la Croix-Rouge, [Cinq choses à savoir sur l'héritage meurtrier des restes explosifs de guerre](#), avril 2023.

<sup>3</sup> Observatoire des armes explosives, *supra*, 1.

identitaires, notamment le handicap, le sexe, le genre et l'âge<sup>4</sup>, auxquels s'ajoutent d'autres facteurs tels que l'origine ethnique (par exemple, en Ukraine et au Yémen), qui exacerbent souvent ces impacts.

Les systèmes d'oppression (tels que l'âgisme, le capacitisme, le sexisme et le racisme) influencent la répartition des avantages et désavantages socio-économiques, culturels et politiques, ainsi que les rapports de pouvoir et les privilèges. Ces dynamiques perpétuent les inégalités systémiques<sup>5</sup> et, dans les contextes marqués par l'utilisation d'EWIPA, amplifient considérablement les conséquences humanitaires de la violence explosive. D'autres facteurs, tels que le déplacement, la pauvreté, la composition du ménage ou la situation matrimoniale, accentuent la vulnérabilité face aux effets des EWIPA et restreignent l'accès aux services essentiels et à l'aide humanitaire. Adopter une approche intersectionnelle permet de révéler ces risques croisés, de mettre en lumière des expériences souvent invisibles et de garantir que les interventions humanitaires atteignent les personnes les plus exposées et les plus touchées.

### 1.3. [À propos de ce rapport](#)

Le présent rapport explore comment l'intersection des identités et des facteurs de vulnérabilité influence l'exposition des civils aux dommages causés par l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, ainsi que leur accès aux services et à l'aide humanitaire. Il analyse également dans quelle mesure les principales lacunes de l'action humanitaire actuelle entravent la planification et la mise en œuvre d'interventions véritablement inclusives et intersectionnelles.

Gaza, l'Ukraine et le Yémen ont été retenus comme principaux contextes d'étude, car ils illustrent chacun les conséquences humanitaires dévastatrices de l'utilisation des EWIPA, tout en présentant des environnements politiques, sociaux et opérationnels contrastés. L'examen de ces contextes variés apporte une profondeur analytique essentielle, permettant une compréhension plus nuancée et une perspective comparative indispensables pour identifier tant les tendances communes que les différences clés issues de dynamiques propres à chaque contexte.

Le présent rapport s'appuie sur des données et conclusions issues d'une revue documentaire approfondie, d'entretiens avec des informateurs clés (IC) et d'un atelier en ligne ayant réuni plusieurs parties prenantes. Cette étude a donné la priorité à la diversité des expériences et des points de vue, en mettant tout particulièrement l'accent sur les réalités vécues par les personnes touchées par les EWIPA. Au total, 38 informateurs internes et externes à HI ont été interrogés. Trois autres contributeurs basés à Gaza ont fourni des témoignages écrits, en raison des difficultés d'accès à Internet. Parmi les informateurs clés figuraient des représentants d'organisations nationales et locales actives à Gaza, en Ukraine et au Yémen, notamment des organisations dirigées par des femmes (ODF), des organisations de personnes handicapées (OPH) et des organisations dirigées par des femmes en situation de handicap (ODFH). Les participants comprenaient également des représentants d'organismes des Nations Unies et d'ONGI, avec une attention particulière portée aux parties prenantes et acteurs présents sur le terrain. Les personnes interrogées incluaient des spécialistes techniques de l'inclusion, des conseillers en programmes et en plaidoyer, ainsi que des personnes ayant subi des préjudices liés aux EWIPA, parmi lesquelles

<sup>4</sup> Aux fins du présent rapport, l'âge est compris comme l'ensemble des étapes du cycle de vie d'une personne. Les enfants sont définis comme les personnes âgées de moins de 18 ans, les jeunes enfants désignant plus précisément ceux âgés de 0 à 8 ans. Les personnes âgées sont définies comme les civils de plus de 60 ans, bien que ce seuil puisse varier en fonction du contexte local et de l'espérance de vie. Étant donné la sensibilité de certains contextes étudiés, le terme « genre » est employé de manière inclusive, englobant les personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre, une expression de genre ou des caractéristiques sexuelles (OSIEGCS) diverses. Le handicap renvoie à des déficiences physiques, intellectuelles, psychosociales ou sensorielles durables, en interaction avec divers obstacles.

<sup>5</sup> Handicap International – Humanity & Inclusion, [Intersectionality in Gender-Based Violence Programming – A Toolkit for Humanitarian and Development Practitioners](#), 2022.

des survivantes et survivants. Afin de préserver la confidentialité des informateurs, toutes les contributions individuelles ont été anonymisées. Les informations susceptibles d'identifier les personnes (telles que leurs fonctions, affiliations ou le nom de leur organisation) ont été supprimées lorsqu'elles pouvaient permettre une attribution.

Pour compléter ces données, le rapport s'appuie également sur les apports d'un atelier en ligne multipartite, organisé le 24 septembre 2025, ayant réuni plus de 40 participants, dont des représentants d'États, d'organisations locales de Gaza, d'Ukraine et du Yémen, ainsi que d'ONG internationales et d'organismes des Nations Unies. Cet atelier a servi de plateforme collaborative pour valider les conclusions préliminaires, échanger des perspectives de terrain et identifier des priorités communes en faveur d'une action humanitaire plus inclusive et intersectionnelle dans les contextes EWIPA.

#### Paramètres de recherche

Cette étude ne visait pas à documenter de manière exhaustive l'ensemble des effets directs et indirects des EWIPA, déjà largement décrits dans des rapports antérieurs. L'objectif est d'identifier les schémas de risques et de faire ressortir les tendances majeures concernant les obstacles qui empêchent les civils ayant des identités intersectionnelles d'accéder aux services et à l'aide humanitaire. L'analyse a principalement pris en compte l'intersection du handicap, du sexe, du genre et de l'âge — considérés comme les dimensions minimales pour la collecte de données désagrégées — tout en intégrant d'autres facteurs identitaires, tels que l'origine ethnique dans certains contextes spécifiques comme l'Ukraine et le Yémen. Une approche holistique de l'inclusion a été adoptée, avec un accent particulier sur le handicap, compte tenu de la forte corrélation entre les EWIPA et la survenue ou l'aggravation de déficiences physiques et psychologiques. Bien que cette étude n'ait pas pu couvrir l'ensemble des identités croisées, elle s'est concentrée sur celles qui apparaissent de manière récurrente à Gaza, en Ukraine et au Yémen, notamment le handicap, le genre et l'âge.

Les conclusions du rapport apportent des informations précieuses et soulignent l'urgence d'améliorer la disponibilité de données intersectionnelles et désagrégées dans les contextes touchés par les EWIPA. Elles offrent également une base solide pour de futures recherches et collaborations, fondées sur des priorités partagées et un engagement commun en faveur d'une action humanitaire inclusive.

#### 1.4. Favoriser la mise en œuvre de la Déclaration politique sur les EWIPA

Le présent rapport a été élaboré dans le cadre d'une initiative de deux ans destinée à renforcer la protection des civils dans les contextes touchés par l'utilisation d'EWIPA. Le projet vise à élaborer des lignes directrices et des recommandations multipartites destinées à soutenir la mise en œuvre des engagements humanitaires énoncés dans la *Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées*<sup>6</sup>.

En octobre 2025, 88 États avaient approuvé la Déclaration politique sur les EWIPA, s'engageant ainsi à fournir, faciliter ou soutenir l'assistance aux victimes — y compris aux survivantes et survivants, à leurs familles et aux communautés touchées — en adoptant une approche « holistique, intégrée, sexospécifique et non discriminatoire » qui tient explicitement compte des droits et des besoins diversifiés des populations affectées. La Déclaration reconnaît la vulnérabilité accrue des enfants face aux conséquences indirectes de l'utilisation des EWIPA. Elle soutient également les

<sup>6</sup> *Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées*, 2022.

initiatives visant à « émanciper, amplifier et intégrer les voix de toutes les personnes touchées, y compris les femmes et les filles », et encourage la collecte de données sur « les impacts sexospécifiques de l'utilisation d'armes explosives ». Ce faisant, la Déclaration politique appelle à une réponse inclusive, qui tienne pleinement compte des effets différenciés de l'utilisation des EWIPA sur les civils.

Le présent rapport, ainsi que les recherches qui le sous-tendent, s'inscrivent dans le prolongement des actions de sensibilisation plus larges menées dans le cadre du projet, centrées sur trois axes principaux : garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave, y compris la protection des travailleurs humanitaires et des professionnels de santé<sup>7</sup> ; améliorer l'accès aux soins de santé<sup>8</sup> ; et diffuser des informations vitales sur les risques liés aux armes et engins explosifs, à travers l'éducation aux risques des engins explosifs et les activités de préparation et de protection en cas de conflit<sup>9</sup>.

## Section 1: Comment les identités intersectionnelles influencent-elles l'exposition des civils aux préjudices liés aux EWIPA?

Les armes explosives à large rayon d'impact provoquent d'importantes pertes humaines dans les zones densément peuplées, touchant indistinctement toutes les personnes présentes dans leur champ d'action. Les civils sont tués ou blessés lors de frappes aveugles, d'attaques délibérées contre des habitations, des écoles, des hôpitaux et d'autres infrastructures essentielles, ou encore lorsqu'ils se déplacent depuis ou vers des lieux très fréquentés tels que les marchés ou les lieux de culte. L'effondrement des bâtiments provoqué par les frappes entraîne souvent des blessures supplémentaires dues à l'écrasement et aux débris, piégeant de nombreuses victimes sous les décombres.

Au-delà de leurs effets immédiats et dévastateurs, l'utilisation des EWIPA engendre une série d'effets dominos qui affectent profondément presque tous les aspects de la vie civile. Les systèmes vitaux (notamment ceux liés à l'eau, à l'énergie, à la santé, à l'éducation et aux transports) sont souvent endommagés ou détruits. Ces systèmes étant étroitement interconnectés, la destruction de l'un d'entre eux peut entraîner une série de défaillances en cascade dans d'autres secteurs, aggravant les préjudices et ralentissant les efforts de relèvement. Les fragilités préexistantes des services publics et des infrastructures accentuent encore ces perturbations, aggravant leurs conséquences sur les civils, tant à court qu'à long terme.

<sup>7</sup> Handicap International – Humanity & Inclusion, [Vers la mise en œuvre de la Déclaration politique : RAPPORT – Atelier en ligne – 30 mai 2024 : Comment la Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées peut-elle favoriser un accès humanitaire sûr et fondé sur des principes ?](#), juillet 2024.

<sup>8</sup> Handicap International – Humanity & Inclusion, [RAPPORT 2025 – Comment renforcer l'accès aux soins de santé dans les contextes affectés par l'utilisation d'armes explosives ? – Comprendre les difficultés et les lacunes, et étudier différentes mesures, approches et opportunités concrètes, janvier 2025.](#)

<sup>9</sup> Handicap International – Humanity & Inclusion, [RAPPORT 2025 – Sauver des vies dans les zones de conflit : éducation aux risques et préparation aux conflits pour mieux protéger les civils dans les contextes EWIPA – Des défis aux solutions : renforcer l'éducation aux risques des engins explosifs \(EREE\) ainsi que la préparation et la protection en cas de conflit \(PPC\), grâce à des recommandations pratiques fondées sur des données probantes.](#) août 2025.

## 1. Les effets uniques des EWIPA sur la santé des civils

L'utilisation des EWIPA provoque un nombre exceptionnellement élevé de victimes civiles, bien supérieur à celui observé dans la plupart des autres contextes de conflit. Ces victimes subissent non seulement des blessures mortelles, mais également des séquelles invalidantes à long terme, ainsi que des traumatismes psychologiques profonds et durables. Les puissants effets de souffle et de fragmentation n'affectent pas uniquement les individus directement exposés, mais détruisent également les infrastructures civiles essentielles, notamment les établissements de santé ainsi que les réseaux d'énergie et d'approvisionnement en eau. Les effets dominos qui en découlent prolongent les impacts sur la santé bien au-delà du moment et du lieu de l'attaque initiale, affectant durablement une large part de la population.

Contrairement à la plupart des autres types d'armes, les armes explosives provoquent « des lésions multi-systémiques mortelles chez de nombreuses personnes simultanément<sup>10</sup> ». Pour les survivantes et survivants, l'utilisation des EWIPA entraîne souvent des handicaps permanents nécessitant des soins et des traitements complexes, immédiats et de longue durée, incluant notamment des séances de réadaptation. Au-delà des traumatismes physiques, l'usage des EWIPA porte gravement atteinte à la santé mentale et au bien-être psychologique des civils, dépassant largement les facteurs de stress habituellement associés aux situations de conflit et de violence<sup>11</sup>. Les populations touchées font face à une détresse émotionnelle intense, à des troubles de stress post-traumatique (TSPT), à la dépression, à l'anxiété et à d'autres affections psychologiques<sup>12</sup>. Une exposition prolongée et continue aux armes explosives, comme observé au Yémen<sup>13</sup>, peut également déclencher de profondes crises de santé mentale dont les effets se répercutent sur plusieurs générations.

| Type d'impact    | Processus                                                                                    | Principales lésions                                                                                                      | Causes de décès                                                                |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Effet de souffle | L'onde de choc à haute pression endommage les organes creux et projette violemment les corps | Lésions organiques, hémorragies internes, traumatismes crâniens, atteintes de la moelle épinière, perte auditive, cécité | Embolie pulmonaire systémique, asphyxie, rupture d'organes, lésions cérébrales |
| Fragmentation    | Les éclats d'obus et les débris provoquent des lésions pénétrantes                           | Plaies profondes, hémorragies massives, amputations traumatiques, lacérations                                            | Hémorragies massives, atteintes d'organes vitaux                               |
| Chaleur          | La chaleur extrême brûle la peau et peut déclencher des incendies                            | Brûlures graves, atteintes des voies respiratoires, inhalation de fumée                                                  | Brûlures étendues, choc, suffocation                                           |

Tableau 1. Résumé des principales lésions physiques causées par les EWIPA.

Les armes explosives peuvent également provoquer des lésions spécifiques liées au sexe et au genre. Ainsi, l'effet de souffle peut, par exemple, entraîner des fausses couches (comme l'indique

<sup>10</sup> Centers for Disease Control and Prevention, [Explosions and blast injuries: a primer for clinicians](#), mars 2003.

<sup>11</sup> HI, *supra*, 8.

<sup>12</sup> Article36, [The impact of explosive violence on mental health and psycho-social well-being](#), septembre 2013 ; CICR, [Explosive Weapons With Wide Area Effects: A Deadly Choice in Populated Areas](#), janvier 2022.

<sup>13</sup> Handicap International – Humanity & Inclusion, [Des civils condamnés à mort – Impact durable des armes explosives dans les zones peuplées au Yémen](#), mai 2020.

une augmentation de 300 % signalée à Gaza entre octobre 2023 et juillet 2024<sup>14</sup>). Des études montrent également que les femmes et les filles, en particulier lorsqu'elles sont déplacées, subissent des conséquences psychologiques plus sévères que les hommes et les garçons face à l'usage d'armes explosives<sup>15</sup>. Cette différence s'explique par une combinaison de facteurs<sup>16</sup>, notamment les inégalités de genre préexistantes, les besoins spécifiques des femmes en matière de santé menstruelle, reproductive et maternelle<sup>17</sup>, le risque accru de violences basées sur le genre (VBG), ainsi que les rôles sociaux et culturels<sup>18</sup> qui leur attribuent souvent des responsabilités domestiques et de soins accrues<sup>19</sup> — autant d'aspects amplifiés dans les contextes d'emploi d'EWIPA et de déplacement<sup>20</sup>.

*« Nous nous concentrons uniquement sur les personnes directement blessées. Mais c'est tout le foyer qui souffre, tant sur le plan émotionnel qu'économique. Ces victimes indirectes restent invisibles dans les interventions. » (Entretien avec un IC, ODF, Yémen<sup>21</sup>)*

Les effets des EWIPA sur la santé physique et mentale<sup>22</sup> sont souvent accentués par l'interaction entre le vieillissement, le genre et d'autres facteurs de vulnérabilité, tels que la situation économique ou l'appartenance à une minorité ethnique ou religieuse. Par exemple, les femmes âgées ont généralement des besoins en soins de santé plus importants et sont plus exposées au risque de développer des maladies non transmissibles (MNT) que les hommes<sup>23</sup>.

### **Corps plus petits, dommages et souffrances plus importants : lésions de blast et impacts psychologiques des EWIPA sur les enfants**

Entre 2018 et 2022, au moins 23 420 enfants ont été tués ou gravement blessés par des armes explosives. Parmi ces incidents, 30,6 % étaient causés par des engins explosifs ; 26,2 % par des frappes aériennes ; 22,2 % par des engins explosifs improvisés (EEI) ; 15,9 % par des tirs d'artillerie ou d'obus ; et 5,1 % par d'autres armes explosives non spécifiées<sup>24</sup>.

Les enfants sont sept fois plus exposés que les adultes au risque de décès à la suite d'un traumatisme lié à une explosion<sup>25</sup>. Les blessures multiples, notamment les traumatismes crâniens et les brûlures, sont très fréquentes chez eux, les brûlures constituant une cause majeure de mortalité infantile. Les jeunes enfants présentent également une morbidité et une mortalité accrues par rapport aux enfants plus âgés, dont les profils lésionnels sont plus proches de ceux des adultes<sup>26</sup>. Les armes explosives, en particulier celles conçues pour maximiser les dommages par fragmentation, provoquent fréquemment des amputations traumatiques chez les enfants. À Gaza, par exemple, Save the Children a rapporté que ces armes provoquaient chaque jour des handicaps potentiellement

<sup>14</sup> Fédération internationale pour la planification familiale, [Gaza nine months on, pregnant women carry the burden of conflict](#), juillet 2024.

<sup>15</sup> Frontiers, [Six months into the war: a first-wave study of stress, anxiety, and depression among in Ukraine](#), mai 2023.

<sup>16</sup> ONU Femmes, [Gender Alert: Gaza: A War on Women's Health](#) septembre 2024 ; The Guardian, [Russia is targeting us deliberately': how attacks on maternity hospitals fuelled a birth-rate crisis in Ukraine](#), août 2025 ; Direct Relief, [Yemen's war has devastated the health of women and girls. Midwives and doctors are building a "new normal"](#), mars 2025.

<sup>17</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, [UNFPA warns of catastrophic birth outcomes in Gaza amid starvation, psychological trauma and collapsing healthcare](#), juillet 2025.

<sup>18</sup> Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, [From Casualties to Care: Implementing Age- and Gender-Sensitive Victim Assistance](#), 2025.

<sup>19</sup> ONU Femmes, [Scarcity and fear: A Gender Analysis of the Impact of the War in Gaza on Vital Services Essential to Women's and Girls' Health, Safety, and Dignity – Water, Sanitation and Hygiene \(WASH\)](#), avril 2024.

<sup>20</sup> CARE et ONU Femmes, [Rapid Gender Analysis of Ukraine](#), mai 2022.

<sup>21</sup> Juillet 2025.

<sup>22</sup> Organisation mondiale de la Santé – Région Méditerranée orientale, [Prevalence and associated factors of mental health disorders among internally displaced persons in Gaza](#), 2025 ; HelpAge International, [Rapid needs assessment of older people – Yemen](#), septembre 2019.

<sup>23</sup> NCD Alliance, [Les femmes et les MNT](#), 2023. Si les hommes sont susceptibles de mourir plus tôt des suites de MNT, les femmes sont davantage affectées par les problèmes de santé et les handicaps liés aux MNT, et présentent un risque plus élevé de comorbidité ou de multimorbidité tout au long de leur vie. Voir : ONU Femmes, *supra*, 17 ; Direct Relief, [Gender, Health, and the War in Ukraine](#), mars 2022.

<sup>24</sup> UNICEF, [Le recours aux armes explosives dans les zones peuplées : Une menace mortelle pour les enfants](#), 2024

<sup>25</sup> Action on Armed Violence, [The impact of explosive weapons on children's physical health](#), janvier 2021 ; Save the Children, [Les blessures par explosion : conséquences des armes explosives sur les enfants durant les conflits](#), 2019.

<sup>26</sup> AOA, *supra*, 25.

permanents chez 15 enfants<sup>27</sup>. Aujourd'hui, Gaza compte plus d'enfants amputés que n'importe quelle autre région du monde<sup>28</sup>.

Les enfants sont aussi plus vulnérables aux effets psychologiques des EWIPA<sup>29</sup>. Une exposition prolongée et répétée aux bombardements et aux tirs d'obus — associée à de multiples facteurs de stress, tels que la perte des parents, frères et sœurs, autres membres de la famille, du logement, de l'accès à l'éducation ou des amis, ainsi qu'à divers traumatismes physiques — peut avoir de graves répercussions sur la santé mentale, perturber le développement cognitif et émotionnel, et compromettre durablement les capacités d'apprentissage et l'intégration sociale<sup>30</sup>.

Outre les dommages directs des EWIPA, les enfants ont besoin d'un accès aux soins de santé préventifs, notamment aux vaccins, aux traitements des maladies infantiles et aux soins pour diverses infections et affections auxquelles ils sont plus vulnérables que les adultes, telles que la malnutrition et les maladies transmises par l'eau. Cependant, l'augmentation des blessures liées aux EWIPA, les dommages importants subis par les établissements de santé — en particulier les hôpitaux et services pédiatriques — ainsi que les perturbations des infrastructures essentielles, telles que l'eau et l'électricité, combinés à la pénurie de professionnels de santé qualifiés, limitent considérablement l'accès des enfants à des soins rapides et de qualité. Cela accroît leur risque d'infections et de décès évitables<sup>31</sup>.

Les personnes présentant un handicap récent subissent également souvent des conséquences physiques et psychologiques beaucoup plus graves lorsqu'elles sont exposées à des armes explosives<sup>32</sup>. Les traumatismes physiques causés par les EWIPA (amputations, atteintes de la moelle épinière, perte de membres, etc.) entraînent fréquemment une détresse psychologique sévère<sup>33</sup>. L'utilisation des EWIPA aggrave les handicaps préexistants et en crée de nouveaux, compromettant davantage les résultats en matière de santé en raison de l'accès limité aux services et de leur disponibilité<sup>34</sup>.

### **Quand les armes explosives entraînent des handicaps : impacts sur les individus et les ménages**

Dans les contextes EWIPA, le pourcentage de la population présentant un handicap et ayant des besoins associés tend souvent à augmenter de manière significative. En Ukraine, par exemple, on estime que 300 000 personnes ont été blessées dans le cadre du conflit, ce qui a fait passer le taux national de handicap de 6,7 % à environ 7,4 %<sup>35</sup>. À Gaza, le nombre de personnes handicapées a fortement augmenté depuis octobre 2023. Environ 25 % des lésions signalées risquent de laisser des séquelles durables ou de bouleverser la vie des personnes touchées. Actuellement, près de 41 800 personnes (soit 1,9 % de la population de Gaza) ont besoin d'une réadaptation continue. Un blessé sur quatre est un enfant<sup>36</sup>. Par conséquent, le nombre total de personnes handicapées dans la bande de Gaza serait désormais supérieur à 80 000<sup>37</sup>, le taux de handicap ayant doublé, passant

<sup>27</sup> Save the Children, [Gaza: explosive weapons left 15 children a day with potentially lifelong disabilities in 2024](#), janvier 2025 ; UNICEF, [UNICEF delivers wheelchairs for Gaza's children](#), janvier 2025.

<sup>28</sup> Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, [UN experts warn Gaza city offensive will be 'apocalyptic' for persons with disabilities](#), septembre 2025.

<sup>29</sup> Save the Children, [Ukraine: Mental health toll of war leaves children with speech defects, twitching, and sleep disorders](#), décembre 2024 ; War Child, [New study: Gaza's children face severe psychological toll amid catastrophic war](#), décembre 2024.

<sup>30</sup> Australian Institute of International Affairs, [Children at Risk: The Dangerous Impacts of Explosive Weapons in Populated Areas](#), décembre 2024 ; WATCHLIST on Children and Armed Conflict, [Explosive Weapons and the Children and Armed Conflict Agenda](#), 2023.

<sup>31</sup> HI, *supra*, 8.

<sup>32</sup> Handicap International – Humanity & Inclusion, [Syria, a mutilated future: A focus on the persons injured by explosive weapons](#), mai 2016.

<sup>33</sup> Article 36, [The impact of explosive violence on mental health and psycho-social well-being](#), septembre 2013.

<sup>34</sup> HI, *supra*, 8.

<sup>35</sup> Forum européen des personnes handicapées, [The war in Ukraine: impact on persons with disabilities](#), février 2025.

<sup>36</sup> OMS, [Estimating Trauma Rehabilitation Needs in Gaza](#), septembre 2025 ; BHCDH, *supra*, 28.

<sup>37</sup> Handicap International – Humanity & Inclusion, [Barrier Study on Inclusion Standards in the Humanitarian Response in the oPt – Leave No One Behind: Identifying and addressing the barriers faced by persons with disabilities in the humanitarian response](#), août 2025.

de 1,9 % à 3-5 %<sup>38</sup>. Au Yémen, la présence d'engins non explosés, y compris les débris de frappes aériennes, continue de causer des blessures graves et durables<sup>39</sup>.

Souvent associée à la perte de membres et aux amputations, l'utilisation d'EWIPA entraîne également une augmentation des déficiences sensorielles. À Gaza, environ 35 000 adultes et enfants risquent de présenter une perte auditive permanente ou temporaire en raison des explosions continues et du manque d'accès à des traitements et à une réadaptation appropriés<sup>40</sup>. Les traumatismes crâniens liés aux explosions, souvent qualifiés de « lésions invisibles », peuvent également entraîner des troubles cognitifs et comportementaux durables, fréquemment sous-diagnostiqués chez les civils<sup>41</sup>. L'utilisation d'armes explosives crée de nouveaux handicaps et aggrave les handicaps préexistants, impactant fortement les systèmes de santé : elle endommage les infrastructures, épuise le personnel médical et perturbe des services essentiels déjà souvent sous-financés ou répartis de manière inégale<sup>42</sup>.

Ce qui est souvent moins reconnu, c'est que le handicap ne touche pas seulement les individus, mais aussi l'ensemble des ménages. À Gaza, avant octobre 2023, 21 % des ménages comptaient au moins une personne présentant un handicap physique ou intellectuel, et 9,3 % incluaient au moins un enfant âgé de 5 à 17 ans en situation de handicap<sup>43</sup>. En Ukraine, en octobre 2023, environ 20 % des ménages déplacés à l'intérieur du pays déclaraient compter au moins une personne handicapée<sup>44</sup>. Au Yémen, en 2021, 17,2 % de la population vivait dans un ménage comprenant au moins une personne en situation de handicap<sup>45</sup>. Ces ménages sont systématiquement plus pauvres et font face à des besoins accrus dans de nombreux domaines, en raison des obstacles économiques, des difficultés de prise en charge et des barrières d'accès qui renforcent leur vulnérabilité. Avec l'effondrement des systèmes de santé et l'inaccessibilité des services d'aide, les femmes se retrouvent souvent seules pour prodiguer des soins, sans ressources adéquates, tout en affrontant leurs propres traumatismes, déplacements ou pertes. Dans de tels contextes, le handicap redéfinit les rôles au sein des foyers, met les ressources à rude épreuve et accentue la vulnérabilité de toutes les générations.

## 2. Impacts indirects des EWIPA et approche intersectionnelle : préjudices en cascade pour les femmes et les filles, dans toute leur diversité

La destruction ou la dégradation des infrastructures et des services essentiels (tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, les transports ou les réseaux de communication) constitue un facteur clé des impacts indirects des EWIPA.

### 2.1. Les femmes et les filles : principales victimes indirectes de l'emploi des EWIPA

<sup>38</sup> Groupe de la protection – Gaza, [Occupied Palestinian Territory \(oPt\): Gaza – Protection Analysis Update](#), décembre 2024.

<sup>39</sup> HI, *supra*, 13.

<sup>40</sup> Groupe de la protection – Gaza, [Occupied Palestinian Territory \(oPt\): Gaza – Protection Analysis Update](#), juillet 2025.

<sup>41</sup> Engström, O. E., Katsui, H. et Ned, L., [Traumatic Brain Injury as an Invisible Disability: Institutional Barriers in Medical, Social and Financial Services in Finland](#), *Disabilities*, vol. 5, n° 1, p. 18.

<sup>42</sup> Organisation mondiale de la Santé – Région Méditerranée orientale, [Meeting the rehabilitation needs of children with debilitating injuries and disability in Gaza](#), 2025 ; Handicap International – Humanity & Inclusion, [L'impact à long terme de la guerre sur la santé des plus vulnérables](#), janvier 2024.

<sup>43</sup> ACAPS, [Palestine: Impact of the conflict on children in the Gaza strip](#), février 2024.

<sup>44</sup> Organisation internationale pour les migrations, [Ukraine Returns Report – General Population Survey, Round 14](#), octobre 2023.

<sup>45</sup> Programme des Nations Unies pour le développement et Oxford Poverty & Human Development Initiative, [Measuring Multidimensional Poverty in Yemen](#), décembre 2023.

Les attaques visant les systèmes essentiels n'affectent pas l'ensemble des civils de manière uniforme. Les femmes et les filles, en particulier, sont touchées de manière disproportionnée par les effets dominos des EWIPA, du fait de leurs besoins spécifiques liés au genre, de leur rôle d'aidantes<sup>46</sup>, des normes culturelles restrictives ainsi que des inégalités structurelles dans l'accès aux services de base, à l'éducation et aux moyens de subsistance. Les femmes âgées — ainsi que les femmes et les filles handicapées, y compris les femmes âgées handicapées — sont encore davantage exposées aux conséquences indirectes des EWIPA. À Gaza, en Ukraine et au Yémen, des facteurs croisés tels que le déplacement, la composition du ménage ou la situation matrimoniale accentuent la vulnérabilité des femmes et des filles face aux effets indirects et interdépendants des armes explosives.

### **Risques accrus de VBG dans un contexte de violence explosive**

Les conflits accentuent les risques de protection, le genre et le handicap, combinés à la composition du ménage, étant souvent des déterminants majeurs de ces risques. Les femmes et les filles — notamment celles vivant avec un handicap et les femmes âgées<sup>47</sup> — sont exposées à un risque accru de VBG, le déplacement venant encore renforcer cette vulnérabilité.

Les effets différenciés de l'emploi des EWIPA entraînent une aggravation des risques de VBG, résumés brièvement ci-dessous :

- Les EWIPA provoquent des déplacements rapides et massifs, du fait de la destruction qui rend des quartiers entiers inhabitables. Ce déracinement conduit les femmes et les filles à se réfugier dans des abris ou des campements temporaires surpeuplés et mal éclairés, souvent dépourvus d'installations sanitaires adéquates et d'espaces garantissant leur intimité<sup>48</sup>.
- L'effondrement des infrastructures aggrave encore les facteurs de vulnérabilité aux VBG. Par exemple, le manque d'éclairage dans les zones détruites accroît les risques d'agression ; les voies de transport endommagées obligent les femmes et les filles à parcourir de plus longues distances, souvent à travers des zones dangereuses ; la fermeture prolongée des écoles expose les adolescentes au mariage précoce, au travail des enfants ou au commerce sexuel, alors que les familles cherchent des mécanismes d'adaptation<sup>49</sup>.
- Les tensions et l'évolution des dynamiques familiales<sup>50</sup>, notamment l'augmentation du nombre de femmes cheffes de famille (veuves, séparées ou divorcées), accentuent les risques de VBG.
- Les bombardements constants entraînent des traumatismes importants, la perte des hommes de la famille, ainsi que la désintégration de la cohésion sociale et des mécanismes de protection, ce qui accentue considérablement les risques.
- Les armes explosives causent des blessures graves, entraînant une augmentation du nombre de femmes et de filles amputées ou atteintes de pertes sensorielles et de traumatismes psychosociaux, ce qui souligne l'urgence de disposer de services de prévention et de lutte contre les VBG.

<sup>46</sup> REACH, Ukraine: Displacement and vulnerability, juillet 2025 ; Women's Affairs Center – Gaza, [Impact of the 2023 Gaza War on Displaced Women in the Gaza Strip](#), avril 2024 ; entretiens avec des IC (ODF, Gaza, juin 2025 ; OPH, Yémen, juillet 2025).

<sup>47</sup> ACAPS, [Palestine: Impact of the conflict on people with disabilities in the Gaza Strip](#), février 2024.

<sup>48</sup> Groupe mondial de la protection – Domaine de responsabilité de la violence basée sur le genre, [Gender-Based Violence \(GBV\) Snapshot: Gaza](#), avril 2025.

<sup>49</sup> ONU Femmes, [Gender Alert – Crisis Upon Crisis: Impact of the Recent Escalation on Women and Girls in Yemen](#), mai 2025.

<sup>50</sup> UNFPA, Domaine de responsabilité de la violence basée sur le genre et Voices from Ukraine, [An Overview of Gender-Based Violence in Ukraine – Advocacy Brief 2024](#), décembre 2024.

## 2.2. Étude de cas : les répercussions des EWIPA sur l'éducation

Le handicap et le genre<sup>51</sup> figurent parmi les principaux facteurs d'exclusion scolaire. Les attaques visant les écoles et autres lieux d'apprentissage accentuent les inégalités systémiques et touchent de façon disproportionnée les filles et les enfants handicapés, réduisant leur accès à l'apprentissage, tant en présentiel qu'en ligne. Bien que les données disponibles soient parcellaires dans les contextes étudiés, les éléments existants sur la stigmatisation et la discrimination montrent que les enfants présentant des déficiences cognitives ou intellectuelles sont particulièrement susceptibles de ne pas être scolarisés, davantage encore que ceux présentant des déficiences physiques ou sensorielles. De manière générale, les enfants handicapés courent un risque plus élevé de ne pas être scolarisés ou d'être exclus de l'enseignement à distance ou d'urgence, un risque particulièrement prononcé pour les filles et les adolescentes en situation de handicap.

Comme les filles font déjà face à des obstacles sociaux et culturels (tels qu'une moindre priorité accordée à leur éducation, des responsabilités domestiques accrues ou des restrictions à leur liberté de mouvement), les filles handicapées se retrouvent doublement désavantagées et sont particulièrement affectées par les perturbations de l'enseignement liées aux EWIPA. À Gaza et au Yémen<sup>52</sup>, les filles handicapées font face à une stigmatisation sociale et à une exclusion profondes, les filles présentant des déficiences psychosociales ou intellectuelles étant les plus vulnérables<sup>53</sup>. Les préoccupations liées à la sûreté et à la sécurité<sup>54</sup>, l'absence de toilettes séparées pour les filles, le manque d'installations accessibles dans les écoles, l'inadéquation des méthodes d'apprentissage et les profondes difficultés économiques contraignent souvent ces enfants à rester chez eux. Ces obstacles sont encore aggravés par les attaques contre les établissements scolaires, la destruction d'écoles par des armes explosives et l'effondrement général des systèmes éducatifs. En Ukraine, le handicap reste fortement stigmatisé ; et bien que les données soient limitées, les informations disponibles indiquent que les filles handicapées sont plus susceptibles de ne pas être scolarisées que les garçons handicapés<sup>55</sup>.

Bien que les données disponibles sur les filles handicapées soient limitées et tendent à regrouper toutes les filles en une seule catégorie, les adolescentes, qu'elles soient ou non en situation de handicap, sont plus exposées à des charges domestiques inégales, notamment des responsabilités accrues en matière de soins, tandis que leur éducation passe souvent au second plan en raison de la perte de moyens de subsistance et des contraintes financières<sup>56</sup>.

### L'éducation à Gaza : destruction, handicap et avenir de l'enseignement

Le conflit à Gaza a pratiquement démantelé le système éducatif. Les écoles de la bande de Gaza ont subi des dommages catastrophiques suite aux bombardements israéliens, 95 % d'entre elles ayant été touchées et plus de 90 % nécessitant désormais une reconstruction complète pour pouvoir fonctionner à nouveau. Au moins 662 bâtiments scolaires (soit 80 % du total) ont été directement touchés et 163 établissements d'enseignement, dont des écoles et des universités, ont été totalement détruits par les forces d'occupation israéliennes ; 388 autres établissements ont subi des dégâts partiels, rendant l'enseignement presque impossible et mettant en péril l'avenir de milliers

<sup>51</sup> Handicap International – Humanity & Inclusion, [Disability-Inclusive Education in the occupied Palestinian territory \(West Bank & Gaza\)](#), février 2022.

<sup>52</sup> UNICEF, [Mapping Available Assistance to Children with Disabilities in Yemen](#), 2020.

<sup>53</sup> HI, *supra*, 51 ; UNICEF, *supra*, 52 ; UNFPA, [Research study on assessing safety & protection needs of Muhamasheen women and girls in al Hudaydah, Yemen](#), avril 2024 ; Nations Unies – Palestine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, [Situational Analysis – Persons with Disabilities in the Occupied Palestinian Territory: Country Full Report](#), 2025 ; Nations Unies – Ukraine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, [Situational Analysis on the Rights of Persons with Disabilities in Ukraine: Country Full Report](#), mars 2025.

<sup>54</sup> International Rescue Committee, [Narrowing the gender gap in Yemen – A gender analysis](#), 2019 ; Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>55</sup> Observer Research Foundation, [War's Gendered Costs: The Story of Ukraine's Women](#), novembre 2022.

<sup>56</sup> Entretien avec un IC (OPH, Yémen, juillet 2025) ; Plan International, [Adolescent Girls in Crisis Voices from Ukraine, Poland and Romania](#), juin 2024.

d'élèves<sup>57</sup>. Les quelques bâtiments scolaires qui sont encore partiellement debout ont souvent été réaménagés en abris surpeuplés pour les familles déplacées et ont eux-mêmes été ciblés par des attaques meurtrières répétées.

L'effondrement des écoles de Gaza s'ajoute à une longue histoire d'exclusion structurelle. Même avant le conflit, les enfants handicapés avaient un accès beaucoup plus limité à l'éducation que leurs camarades, les filles étant encore plus défavorisées<sup>58</sup>. Parmi les obstacles figuraient l'inaccessibilité des salles de classe, le manque d'enseignants spécialisés, la rareté du matériel et des aides techniques, ainsi que la stigmatisation persistante. Les écoles appliquaient rarement des normes de conception inclusives de la prise en charge du handicap, et peu d'initiatives systématiques étaient consacrées au suivi de l'inscription ou de la rétention des élèves handicapés, en particulier les filles.

Dans ce contexte d'exclusion, le conflit a engendré une nouvelle vague de besoins. Des milliers d'enfants ont développé des déficiences permanentes, notamment des amputations, des traumatismes crâniens et des pertes sensorielles. Ils ont besoin de prothèses, de réadaptation, d'aides techniques, ainsi que d'un soutien psychologique et psychosocial. Les enfants palestiniens auront besoin d'un soutien éducatif à long terme pour reprendre leur scolarité, mais les infrastructures, le personnel et les ressources nécessaires pour répondre à ces besoins ont été détruits ou gravement endommagés. Sans un investissement important dans une conception inclusive et un enseignement accessible, de nombreux enfants palestiniens seront définitivement exclus de l'éducation.

Les conséquences sont particulièrement sévères pour les filles. Les familles confrontées au déplacement et à l'insécurité donnent souvent la priorité à l'éducation des garçons lorsque les ressources sont limitées, tandis que les filles restent à la maison pour s'occuper des tâches domestiques ou prodiguer des soins. Pour les filles handicapées, ces contraintes liées au genre s'ajoutent à d'autres obstacles, tels que l'inaccessibilité des infrastructures physiques et le manque d'enseignantes ou d'assistantes capables de faciliter leur retour à l'école. À moins que la reconstruction ne s'attaque explicitement à ces obstacles, les filles handicapées courent un risque élevé d'être laissées pour compte.

L'avenir de l'éducation à Gaza dépend non seulement de la reconstruction des écoles, mais aussi d'une reconstruction différente. Chaque établissement nouveau ou réparé doit être conçu selon des normes universelles, avec des rampes, des toilettes accessibles, des portes larges, et des systèmes d'alerte sonore et visuelle dans les abris. Les programmes scolaires doivent être suffisamment flexibles pour s'adapter aux enfants confrontés à des traumatismes, au déplacement et à des handicaps nouvellement acquis. Et surtout, les données sur la scolarisation et la rétention doivent être ventilées par handicap, genre et âge pour vérifier si les progrès sont réellement inclusifs. Si ces mesures ne sont pas mises en œuvre, la destruction du système éducatif à Gaza ne constituera pas une simple interruption temporaire, mais entraînera une exclusion durable. Pour les dizaines de milliers d'enfants présentant un handicap, préexistant ou nouvellement acquis, et en particulier pour les filles, le droit à l'éducation risque de disparaître complètement.

### **Comment l'origine ethnique amplifie-t-elle les effets indirects des EWIPA ?**

Les données sur la manière dont le handicap, le genre, l'âge et l'origine ethnique se combinent pour déterminer la vulnérabilité aux effets indirects des EWIPA sont extrêmement limitées. Cependant,

<sup>57</sup> Palestinian Centre for Human Rights, [Educational Genocide: Gaza Children Face Third Year without School](#), septembre 2025.

<sup>58</sup> HI, *supra*, 51.

les données existantes, bien que rares, sur la situation socio-économique des Muhamasheen au Yémen et des Roms en Ukraine illustrent comment l'exclusion systémique et institutionnelle, la pauvreté endémique et les normes patriarcales se conjuguent pour aggraver les effets de la violence explosive. Ces formes croisées de discrimination laissent penser que les conséquences indirectes de l'utilisation d'EWIPA sont particulièrement sévères pour les femmes et les filles issues de groupes ethniques marginalisés, surtout celles qui sont handicapées.

En Ukraine, les filles roms se heurtent à des obstacles spécifiques en matière d'éducation<sup>59</sup>, tels que des stéréotypes communautaires décourageant leur scolarisation, des attentes sociales les cantonnant aux tâches domestiques ou au mariage précoce<sup>60</sup>, ainsi qu'à une pauvreté qui les pousse souvent à abandonner l'école après le primaire<sup>61</sup>. Bien que les données concernant les filles roms en situation de handicap soient insuffisantes, les tendances observées indiquent qu'elles subiraient une marginalisation encore plus profonde, le handicap renforçant l'exclusion fondée sur le genre et l'origine ethnique. Au Yémen, les Muhamasheen connaissent une dynamique similaire de discrimination et d'exclusion profondément enracinées<sup>62</sup>, qui, combinée au genre et au handicap, accroît leur vulnérabilité aux effets indirects des EWIPA sur l'éducation, en particulier lorsque les écoles sont endommagées ou détruites.

L'exclusion systémique, les faibles niveaux d'alphabétisation et d'emploi, le manque de documents officiels, ainsi que des taux de pauvreté plus élevés<sup>63</sup>, font que les femmes et les filles roms et muhamasheen — en particulier les femmes âgées et celles en situation de handicap — sont plus susceptibles de connaître des niveaux disproportionnés d'insécurité alimentaire<sup>64</sup>. Dans ces contextes, l'origine ethnique interagit avec le genre et le handicap pour amplifier les conséquences économiques et sociales de la violence explosive, renforçant ainsi les cycles intergénérationnels de vulnérabilité.

Si les conséquences directes et indirectes des EWIPA sont déjà dévastatrices, elles ne se manifestent pas de manière uniforme au sein de la population civile. L'ampleur du préjudice dépend du handicap et des facteurs socio-économiques et culturels, notamment le déplacement, la composition du ménage et la situation matrimoniale, qui façonnent des expériences uniques.

### 3. Identités intersectionnelles et profils de risques dans les contextes EWIPA

Plusieurs profils de risques liés aux préjudices causés par les EWIPA reflètent des différences dans les capacités de protection des groupes. Il existe trois types de profils de risques : ceux liés aux obstacles structurels et systémiques, ceux découlant des activités quotidiennes et de subsistance des civils, et ceux résultant de leurs comportements, décisions et stratégies d'adaptation. Les capacités de protection sont déterminées par un ensemble complexe d'identités et de facteurs de vulnérabilité interconnectés, qui évoluent souvent dans le temps, en particulier dans les contextes de crise prolongée<sup>65</sup>. À mesure que le conflit s'intensifie, les inégalités structurelles, les

<sup>59</sup> ONU Femmes – Europe et Asie centrale, [The Rights of Roma Women in Ukraine](#), 2018.

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> Centre européen pour les droits des Roms, [Written Comments of the European Roma Rights Centre and the International Charitable Organization Roma Women Fund “Chiricli” Concerning the Republic of Ukraine](#), 2017.

<sup>62</sup> Amnesty International, [Yemen: Excluded: Living with disabilities in Yemen's armed conflict](#), décembre 2019.

<sup>63</sup> ONU Femmes – Europe et Asie centrale, *supra*, 59.

<sup>64</sup> Sana'a Center for Strategic Studies [The Historic and Systematic Marginalization of Yemen's Muhamasheen Community](#), juin 2019 ; Groupe de la sécurité alimentaire, [Food affordability in conflict-torn Yemen in light of the Ukraine war](#), juin 2023 ; UNFPA, *supra*, 53.

<sup>65</sup> OCHA, [Yemen Humanitarian Needs and Response Plan](#), janvier 2025 ; PNUD – Yémen, [Shared crisis, different impact - How climate change disproportionately affects women and youth in Yemen](#), juin 2025.

déséquilibres de pouvoir ainsi que la stigmatisation et la discrimination systémiques accentuent l'exposition de certains groupes aux préjudices liés aux EWIPA.

*« Les armes explosives ne "choisissent" pas leurs victimes ; elles frappent indistinctement des immeubles d'habitation, des maisons et des villages entiers. Certains groupes sont toutefois affectés de manière disproportionnée, non pas parce qu'ils sont délibérément pris pour cible, mais parce qu'ils font face à des obstacles plus importants en matière de sécurité et d'évacuation. » (Entretien avec un IC, ODF, Ukraine<sup>66</sup>)*

### 3.1. Profils de risques liés aux obstacles structurels et systémiques

#### **3.1.1 L'âge et le handicap constituent les principaux facteurs limitant la mobilité**

L'évacuation ou le déplacement vers des zones plus sûres constitue l'une des stratégies d'autoprotection les plus courantes, mais demeure souvent impossible pour les personnes à mobilité réduite — en raison notamment de leur âge, de leur situation socio-économique ou de leur handicap — ainsi que pour celles atteintes de maladies chroniques. Il convient de souligner que l'âge et le handicap sont des déterminants identitaires essentiels qui restreignent la capacité des individus à se déplacer vers des zones plus sûres ou à accéder à un abri, augmentant ainsi leur exposition aux risques. Pour de nombreuses personnes, la mobilité ne relève donc pas uniquement d'un choix.

L'âge exerce un impact direct sur la mobilité. Les enfants — en particulier les plus jeunes — dépendent fortement de leurs parents ou des personnes qui s'occupent d'eux pour se déplacer, tandis que les personnes âgées<sup>67</sup> (notamment celles de plus de 70 ans) requièrent l'appui de leur famille ou de leur communauté<sup>68</sup> en raison de leurs limitations physiques et de leurs problèmes de santé chroniques, qui entravent leur capacité à évacuer ou à rejoindre des zones plus sûres. En Ukraine, où la population âgée est particulièrement importante, les personnes de plus de 70 ans sont confrontées à des défis majeurs en matière de mobilité<sup>69</sup>, d'autant plus qu'elles vivent souvent seules<sup>70</sup>.

Le handicap accroît le niveau de risque auquel sont exposés les groupes vulnérables lorsqu'il s'agit d'évacuer ou de se mettre en sécurité. En Ukraine, à Gaza et au Yémen, les données sur les difficultés spécifiques rencontrées par les enfants, les adultes et les personnes âgées handicapées restent limitées. Toutefois, en Ukraine, les informations disponibles indiquent systématiquement des taux d'évacuation plus faibles pour les personnes présentant des déficiences physiques, sensorielles ou autres, ainsi que pour les personnes âgées handicapées<sup>71</sup>. Dans les oblasts situés en première ligne, par exemple, 69 % des ménages non déplacés déclarent compter au moins une personne handicapée, contre 61 % des ménages déplacés<sup>72</sup>.

<sup>66</sup> Juillet 2025.

<sup>67</sup> Les personnes âgées de plus de 70 ans, parfois désignées par le terme « seniors », font face à des défis spécifiques, distincts de ceux des personnes dans la soixantaine, notamment en raison de taux plus élevés de handicap, de maladies chroniques et d'isolement social.

<sup>68</sup> HelpAge International, [“Every year it gets harder to hold on”: Older people in Ukraine want to be seen and heard](#), 2025.

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> HelpAge International, [Ukraine : Les personnes âgées n'ont plus les moyens de se nourrir, de se soigner et d'acheter d'autres produits de première nécessité](#), février 2023.

<sup>71</sup> HelpAge International, [Rapid Assessment of Support for the Evacuation of Older People from Eastern Ukraine](#), juillet 2024.

<sup>72</sup> ACAPS, [Ukraine: Humanitarian access for people with disabilities](#), juin 2025.

Différents types de déficiences influencent la mobilité. Les obstacles physiques<sup>73</sup> (tels que les ascenseurs endommagés ou détruits<sup>74</sup>, les routes et trottoirs impraticables<sup>75</sup> ou encore les escaliers) sont fréquemment cités parmi les principaux freins à l'évacuation des personnes âgées et des individus ayant des déficiences physiques ou visuelles. Par ailleurs, d'autres déficiences, comme la perte auditive — qui empêche de détecter un danger ou de suivre des instructions — ainsi que les déficiences cognitives, psychosociales et intellectuelles, limitent également la capacité de ces groupes à se déplacer et à accéder à un abri. Par exemple, les personnes présentant un handicap intellectuel peuvent se diriger involontairement vers des zones dangereuses, en raison de la confusion, de la désorientation ou de difficultés à évaluer les risques<sup>76</sup>. Comme l'a indiqué un informateur clé à Gaza, « l'évacuation des personnes atteintes de handicap intellectuel constitue un défi majeur, car elles peuvent être désorientées et ne pas avoir conscience de leur environnement, et les familles se trouvent souvent dans l'obligation de les porter dans des conditions dangereuses<sup>77</sup>. »

Chez les jeunes enfants présentant un handicap, les déficiences se combinent avec l'âge et le stade de développement (notamment leur petite taille, leur force limitée et leur autonomie restreinte), ce qui les rend fortement dépendants des personnes qui s'occupent d'eux pendant l'évacuation<sup>78</sup>. Chez les personnes âgées handicapées, les obstacles à la mobilité sont accentués par la fragilité et les maladies chroniques.

L'accès aux abris représente également un défi important pour ces groupes. Les abris peuvent être trop éloignés, indisponibles, physiquement inaccessibles<sup>79</sup> ou inadaptés aux enfants et aux adultes ayant des besoins spécifiques.

À Gaza, les ordres de déplacement de dernière minute obligent les habitants à parcourir de longues distances, souvent parmi les décombres et sur des routes endommagées, pour atteindre des zones dites « sûres »<sup>80</sup>, où les abris disponibles se limitent principalement à des tentes et des structures de fortune<sup>81</sup>, inadaptées aux personnes handicapées, notamment les personnes malvoyantes<sup>82</sup> ou âgées à mobilité réduite<sup>83</sup>. Au Yémen, le conflit prolongé a provoqué une crise majeure du logement, déplaçant à plusieurs reprises quelque 4,5 millions de personnes, principalement des femmes et des enfants<sup>84</sup>, qui vivent souvent dans des conditions de surpeuplement et d'insalubrité<sup>85</sup>. Les personnes handicapées rencontrent des difficultés accrues pour accéder à des lieux adaptés à leurs besoins<sup>86</sup>. Les camps manquent d'infrastructures de base, telles que des latrines accessibles aux personnes handicapées ou des installations offrant une intimité suffisante pour celles présentant des déficiences physiques<sup>87</sup>.

<sup>73</sup> Secrétaire général de l'ONU, [Protection of civilians in armed conflict: Report of the Secretary-General](#), mai 2025.

<sup>74</sup> Human Rights Watch, [Submission to the United Nations Committee on the Rights of Persons with Disabilities: "The situation of persons with disabilities affected by armed conflict in Gaza and the West Bank"](#), juillet 2025.

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> Entretien avec un IC (OPH, Gaza, juin 2025).

<sup>77</sup> Entretien avec un IC (ODF, Gaza, juillet 2025).

<sup>78</sup> Human Rights Watch, ["They Destroyed What Was Inside Us": Children with Disabilities Amid Israel's Attacks on Gaza](#), septembre 2024 ; War Child, [Invisible at the Frontline: Disability and Childhood in Wartime Ukraine – Needs and Barriers Faced by Children with Disabilities and their Families in War-affected Communities of Ukraine](#), avril 2025.

<sup>79</sup> Entretien avec un IC (survivant, Ukraine, juillet 2025).

<sup>80</sup> UNRWA, [Protection Brief – The situation of older persons in Gaza](#), juin 2025.

<sup>81</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40 ; entretiens avec des IC (ODF, Nations Unies, Gaza, juillet 2025).

<sup>82</sup> Entretiens avec des IC (OPH, Gaza, juin 2025).

<sup>83</sup> ACAPS, *supra*, 47.

<sup>84</sup> ONU Femmes, *supra*, 49.

<sup>85</sup> HI, *supra*, 8.

<sup>86</sup> Amnesty International, *supra*, 62 ; Handicap International – Humanity & Inclusion, [Unshielded, Unseen – The Implementation of UNSC Resolution 2475 on the Protection of Persons with Disabilities in Armed Conflict in Yemen](#), mai 2022.

<sup>87</sup> Amnesty International, *supra*, 62.

En Ukraine<sup>88</sup>, la plupart des abris situés en dehors des grandes villes sont des sous-sols improvisés, qui n'ont jamais été conçus pour un usage public. Ils sont difficilement accessibles et, en raison des bombardements incessants, leur modernisation ou remplacement reste complexe, ce qui rend la mise à disposition d'abris sûrs difficile, tant sur le plan logistique que financier. On estime que 92 % des abris anti-bombes sont inaccessibles aux personnes à mobilité réduite<sup>89</sup>. Au-delà des infrastructures physiques, les abris collectifs manquent souvent d'aménagements adaptés aux personnes ayant des besoins multiples et complexes, notamment celles présentant des déficiences cognitives, psychosociales ou intellectuelles<sup>90</sup>. Des lacunes persistent également pour certaines personnes — en particulier les personnes âgées atteintes de maladies chroniques — qui ont besoin de soins médicaux continus<sup>91</sup>.

*« Avant l'invasion à grande échelle, mon mari et moi travaillions avec des personnes handicapées. Dans toute la ville de Mykolaïv, il n'existait pas un seul abri adapté aux personnes handicapées lorsque nous sommes partis en novembre 2022, et rien n'a changé depuis. » (Entretien avec un IC, survivant, Ukraine<sup>92</sup>).*

La disponibilité des abris constitue une autre question cruciale. Dans les zones rurales d'Ukraine, des villages entiers sont souvent dépourvus d'abris officiels, laissant les personnes âgées et les habitants les plus pauvres (principalement des femmes) sans accès à des espaces sûrs<sup>93</sup>. À Gaza, les déplacements forcés et la destruction des infrastructures, y compris des centres spécialisés<sup>94</sup>, ont contraint de nombreuses personnes, notamment des personnes âgées<sup>95</sup>, à dormir dehors<sup>96</sup> en raison de la surpopulation<sup>97</sup> ou à se réfugier dans des abris d'urgence improvisés, qui offrent une protection minimale et des ressources insuffisantes. Alors que 90 % de la population de Gaza a été déplacée de force<sup>98</sup>, il devient de plus en plus difficile de trouver un abri adapté.

*« Les personnes handicapées dorment souvent dehors et ne disposent d'aucune protection appropriée. » (Entretien avec un IC, OPH, Gaza<sup>99</sup>)*

### **En Ukraine, les opérations d'évacuation exposent certains groupes à un risque accru de préjudices liés aux EWIPA.**

Bien que les plans d'évacuation élaborés par l'Ukraine couvrent théoriquement l'ensemble des civils, dans les faits, plusieurs groupes en ont été exclus ou n'ont pas pu en bénéficier. Ces plans n'ont pas suffisamment pris en considération les besoins spécifiques des personnes âgées et des personnes handicapées<sup>100</sup>, y compris des enfants<sup>101</sup>, notamment en raison d'une pénurie de personnel d'évacuation qualifié et d'un manque de moyens de transport spécialisés<sup>102</sup>. Au cours des premiers mois du conflit<sup>103</sup>, les opérations d'évacuation dirigées par le gouvernement ont principalement donné la priorité aux soldats blessés. Depuis, des progrès ont néanmoins été réalisés, grâce à une

<sup>88</sup> Groupe mondial de la protection et 'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, [Ukraine: Protection of older persons, including those with disabilities, in the context of evacuations – Advocacy note for RC/HC](#), avril 2025.

<sup>89</sup> ACAPS, *supra*, 72 ; Handicap International – Humanity & Inclusion, [Ukraine Inclusion Context Analysis](#), mars 2025.

<sup>90</sup> War Child, *supra*, 78 ; International Disability Alliance, [The situation of persons with disabilities in the context of the war of aggression by Russia against Ukraine](#), avril 2023.

<sup>91</sup> ACAPS, *supra*, 72.

<sup>92</sup> Juillet 2025.

<sup>93</sup> Entretien avec un IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>94</sup> UNRWA, *supra*, 80.

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> ACAPS, [Palestine: Gaza ceasefire: priority needs and risks](#), janvier 2025.

<sup>97</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>98</sup> UNRWA, [UNRWA Situation Report #178 on the Humanitarian Crisis in the Gaza Strip and the West Bank, including East Jerusalem](#), juillet 2025.

<sup>99</sup> Juillet 2025.

<sup>100</sup> International Disability Alliance, *supra*, 90.

<sup>101</sup> War Child, *supra*, 78.

<sup>102</sup> HelpAge International, *supra*, 71 ; Groupe de la protection – Ukraine et Agence des Nations Unies pour les réfugiés, *supra*, 88 ; entretiens avec des IC (ONGI et ODF, Ukraine).

<sup>103</sup> International Disability Alliance, *supra*, 90 ; entretien avec un IC (survivant, Ukraine, juillet 2025).

coopération plus étroite entre les organisations de personnes handicapées et les autorités publiques<sup>104</sup>. Dans les zones rurales, où vit une grande partie des personnes âgées (dont la majorité sont des femmes), les services d'évacuation officiels demeurent rarement accessibles<sup>105</sup>.

« Chaque type de handicap entraîne des besoins et des défis distincts. Une personne atteinte de déficience auditive nécessite un plan d'évacuation totalement différent de celui d'une personne en fauteuil roulant. Pourtant, ces distinctions sont encore trop souvent négligées<sup>106</sup>. »

D'autres groupes marginalisés font également face à des obstacles systémiques à l'évacuation. Les communautés roms ont souvent été exclues<sup>107</sup>, souvent en raison de l'absence de documents d'identité ou de discriminations manifestes. Elles rencontrent aussi des difficultés accrues pour accéder aux informations essentielles relatives aux évacuations lorsqu'elles ne parlent pas l'ukrainien. Les communautés roms sont particulièrement désavantagées<sup>108</sup> pour accéder à Internet ou posséder un smartphone, en raison de leur faible maîtrise des outils numériques et de conditions socio-économiques défavorables persistantes. Bien qu'il existe peu de données spécifiques, les normes culturelles, combinées à des niveaux de pauvreté plus élevés, laissent penser que les femmes roms âgées et les femmes roms handicapées subissent des formes de marginalisation encore plus prononcées.

En Ukraine, les personnes ayant une identité de genre ou une orientation sexuelle diverse sont systématiquement exclues des processus officiels<sup>109</sup>. La loi martiale, qui interdit aux hommes de quitter le pays, a également engendré de nouveaux risques pour les femmes transgenres et intersexes dont les documents d'identité mentionnent un sexe masculin, les empêchant de franchir les points de contrôle en toute sécurité et les exposant au harcèlement ou à la détention lors de leurs tentatives d'évacuation<sup>110</sup>.

### **3.1.2 Le manque de soutien, de ressources et d'informations renforce les obstacles à la mobilité**

La perte des aides techniques et des réseaux de soutien, associée au manque d'accès à des informations et à des communications essentielles, ainsi qu'aux contraintes financières, accentue encore les obstacles à la mobilité de ces groupes, les laissant piégés dans des zones dangereuses<sup>111</sup> ou dans l'impossibilité d'accéder à un abri<sup>112</sup>.

La perte ou le manque d'aides techniques, dus à la destruction des habitations, aux déplacements répétés ou à la pénurie chronique — combinés à la défaillance des services — font que, pour beaucoup, l'évacuation n'est plus une option. À Gaza, 83 %<sup>113</sup> des personnes handicapées ont signalé la perte de leurs aides techniques (par exemple, fauteuils roulants, appareils auditifs, prothèses). Au Yémen, une décennie de conflit et de déplacements répétés a également entraîné la

<sup>104</sup> International Disability Alliance, *supra*, 90.

<sup>105</sup> Entretien avec un IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>106</sup> Entretien avec un IC (ONGI, Ukraine, juin 2025).

<sup>107</sup> Parlement européen, [Guerre de la Russie contre l'Ukraine : la situation des Roms fuyant l'Ukraine](#), mai 2022.

<sup>108</sup> Freedom House, [Freedom on the Net 2022 – Ukraine](#), 2022.

<sup>109</sup> BHCDH, [Ukraine: Protection of LGBTI and gender-diverse refugees remains critical – UN expert](#), mars 2022 ; Global Public Policy Institute, [Queering Displacement: The State of the Ukrainian LGBTQ+ Community During the Russian Full-Scale Invasion](#), avril 2024 ; entretien avec un IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>110</sup> Groupe de la protection – Ukraine et Agence des Nations Unies pour les réfugiés, [Protection of LGBTIQ+ people in the context of the response in Ukraine](#), mai 2022.

<sup>111</sup> Amnesty International, *supra*, 62 ; entretiens avec des IC (OPH, Gaza et ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>112</sup> *Ibid.*

<sup>113</sup> Groupe de la protection – Gaza, [Occupied Palestinian Territory \(oPt\): Gaza – Protection Analysis Update](#), juillet 2025 ; entretiens avec des IC (OPH, Gaza, juillet 2025).

perte et le manque d'aides techniques<sup>114</sup>, et a affecté l'accès aux services de réadaptation. Les personnes ayant un handicap préexistant se retrouvent ainsi privées des équipements de mobilité dont elles ont besoin. Pour les personnes présentant un handicap récent, les difficultés de mobilité peuvent être encore plus importantes. De nombreuses personnes ne savent pas comment faire face à leur nouvelle situation et n'ont pas accès aux services de réadaptation qui pourraient les aider à restaurer ou améliorer leurs capacités physiques, cognitives et sociales, tout en leur fournissant des stratégies et des outils pour surmonter les obstacles à la mobilité.

« Une femme handicapée a dû ramper sur le sol pour évacuer. Elle n'avait pas de fauteuil roulant. » (Entretien avec un IC, ODF, Gaza)<sup>115</sup>

#### Perte des aidants :

Dans les trois contextes étudiés, la perte de membres de la famille et d'aidants affecte également la capacité des personnes âgées, des enfants et des adultes handicapés à fuir. À Gaza, la perte progressive de membres de la famille valides et plus jeunes a rendu le déplacement des personnes âgées et des personnes handicapées de plus en plus difficile. Ces difficultés sont particulièrement marquées dans les ménages nombreux et intergénérationnels, tandis que les déplacements forcés répétés (six en moyenne, et jusqu'à dix-neuf<sup>116</sup>) exercent une pression considérable sur les familles. Cela oblige souvent à prendre des décisions difficiles, notamment à laisser derrière soi les adultes handicapés et les personnes âgées<sup>117</sup>. En Ukraine, de nombreuses personnes handicapées, y compris des enfants et des personnes âgées, ont été abandonnées ou piégées chez elles, dans des établissements de soins résidentiels et des orphelinats, les aidants ayant fui la guerre<sup>118</sup>.

« De nombreuses femmes aveugles m'ont dit qu'elles ne pouvaient pas fuir pendant les attaques, car elles ne savaient pas où aller et ont été abandonnées. » (Entretien avec un IC, ODFH, Yémen)<sup>119</sup>

#### **Séparation des familles dans les contextes EWIPA**

L'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées entraîne des déplacements soudains et répétés qui brisent les liens familiaux. La séparation des familles augmente les risques liés aux EWIPA, les plus vulnérables étant celles et ceux qui se trouvent à l'intersection de l'âge et du handicap — en particulier les jeunes enfants<sup>120</sup>, les enfants et adultes handicapés<sup>121</sup>, ainsi que les personnes âgées — qui se retrouvent désorientés et exposés à de multiples dangers.

À Gaza, les déplacements massifs répétés, les ordres d'évacuation de dernière minute et les attaques contre les immeubles résidentiels ont renforcé la séparation des familles. Les jeunes enfants et les enfants handicapés risquent particulièrement d'être séparés de leurs parents ou de leurs proches lors des bombardements ou de se retrouver piégés sous des bâtiments effondrés. On estime qu'au moins 17 000 enfants, soit environ 1 % des personnes déplacées à Gaza, sont des enfants non accompagnés et séparés (ENAS), les garçons et les filles étant touchés à peu près également dans toutes les tranches d'âge. Le chiffre réel est probablement plus élevé en raison de la sous-déclaration

<sup>114</sup> Amnesty International, *supra*, 62.

<sup>115</sup> Juin 2025.

<sup>116</sup> OCHA, [Humanitarian Situation Update #257 – Gaza Strip](#), janvier 2025.

<sup>117</sup> UNRWA, *supra*, 80.

<sup>118</sup> Amnesty International, [‘I used to have a home’ – Investigation: Older people’s experience of war in Ukraine](#), décembre 2022 ; The Guardian, [Alone under siege: how older women are being left behind in Ukraine](#), mai 2022 ; Disability Rights International, [Left Behind in the War: Dangers Facing Children with Disabilities In Ukraine’s Orphanages](#), mai 2022.

<sup>119</sup> Juillet 2025.

<sup>120</sup> BHCDDH, [Gaza: les personnes handicapées de Palestine ont peur d’être tuées en premier, déclare l’ONU](#), mai 2024.

<sup>121</sup> HI, *supra*, 86 ; AlJazeera, [‘Forgotten by the world’: Disability deepens sisters’ struggle in Gaza](#), 2025.

et des contraintes d'accès<sup>122</sup>. On trouve des ENAS dans les hôpitaux, les abris formels et informels, et dans les rues<sup>123</sup>. La séparation forcée expose les enfants à divers dangers et à des risques accrus, pas seulement aux préjudices liés aux EWIPA, mais aussi aux risques d'exploitation, de négligence et d'abus<sup>124</sup>.

En Ukraine, bien qu'aucun chiffre récent ne soit disponible, entre le 24 février 2022 et mars 2024, plus de 13 000 enfants ont été identifiés comme privés de protection parentale, dont plus de 1 700 orphelins de guerre. Les déplacements ont été un facteur clé de la séparation des familles. La guerre a également favorisé la séparation intentionnelle, en particulier pour les enfants handicapés déjà exposés au placement en établissement spécialisé. La fuite du personnel de ces établissements a amplifié le risque élevé de négligence et d'abus, notamment en laissant les enfants sans surveillance, ce qui les a exposés aux restes explosifs de guerre<sup>125</sup>.

En raison des contraintes économiques et logistiques liées aux EWIPA, souvent aggravées par des déplacements répétés et des attaques incessantes, la séparation des familles touche également les personnes âgées et les adultes handicapés, en particulier celles et ceux dont la mobilité est limitée par un handicap physique<sup>126</sup>.

### Contraintes financières :

Les ressources financières limitées, notamment l'incapacité à couvrir les frais de transport, représentent un obstacle majeur empêchant les personnes âgées, les adultes en situation de handicap et leurs aidants de fuir pour se mettre en sécurité. Dans certains cas, ces contraintes poussent les familles et les aidants à partir sans eux<sup>127</sup>. Comme l'a souligné un informateur clé au Yémen, « les familles donnent parfois la priorité à l'évacuation des plus jeunes, car elles n'ont pas les moyens de déplacer leurs parents âgés<sup>128</sup> ». En Ukraine<sup>129</sup>, la pauvreté limite considérablement l'accès à la location privée lorsque les abris sont indisponibles ou inadaptés, touchant particulièrement les femmes âgées et les personnes handicapées vivant en zones rurales<sup>130</sup>. Un informateur clé a précisé que « les ménages ruraux n'ont souvent pas les moyens de payer le carburant ou les frais de transport nécessaires à l'évacuation, ce qui les laisse bloqués dans des villages contaminés ».

### Manque d'accès aux informations et à la communication :

L'accès à des alertes rapides et fiables concernant les attaques imminentes, les ordres de déplacement, les évacuations et les abris disponibles est crucial pour la protection des civils dans les contextes EWIPA. À Gaza, en Ukraine et au Yémen, le vieillissement et le handicap renforcent l'exclusion des informations et communications essentielles. Cette exclusion résulte de la dépendance à des canaux et outils qui ne sont pas adaptés aux déficiences sensorielles, cognitives ou intellectuelles, ni aux besoins des personnes âgées présentant des limitations fonctionnelles. De nombreux facteurs socio-économiques et culturels (tels que la résidence en milieu rural, les déplacements, un faible niveau d'alphabétisation, un accès limité à Internet, une faible maîtrise des

<sup>122</sup> International Rescue Committee, [Unaccompanied and Separated Children in Gaza](#), juin 2024 ; Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance, [Children in crisis: Protection realities and response in the State of Palestine](#), juillet 2025.

<sup>123</sup> International Rescue Committee, *supra*, 122 ; entretien avec un IC (Nations Unies, Gaza, juillet 2025).

<sup>124</sup> ACAPS, [Palestine: Impact of the conflict on children in the Gaza strip](#) ; Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance, *supra*, 122.

<sup>125</sup> Human Rights Watch, ["We Must Provide a Family, Not Rebuild Orphanages" – The Consequences of Russia's Invasion of Ukraine for Children in Ukrainian Residential Institutions](#), mars 2023.

<sup>126</sup> UNRWA, *supra*, 90 ; Amnesty International, *supra*, 62.

<sup>127</sup> Entretiens avec des IC (OPH et ODF, Gaza et Yémen, juillet 2025).

<sup>128</sup> Entretien avec un IC (ONGI, Yémen, juillet 2025).

<sup>129</sup> HI, [Ukraine: Disabled and older people are too often left behind](#), février 2025.

<sup>130</sup> Amnesty International, *supra*, 118 ; HelpAge International, ["Every year it gets harder to hold on": Older people in Ukraine want to be seen and heard](#), 2025 ; entretiens avec des IC (ODF et ONGI, Ukraine, juin 2025).

outils numériques<sup>131</sup> et des revenus modestes) limitent encore davantage la capacité de ces groupes à accéder aux communications vitales et à les utiliser efficacement.

À Gaza, où plus de 1 500 personnes ont déjà perdu la vue et plus de 4 000 risquent de la perdre à brève échéance<sup>132</sup>, les personnes atteintes de déficiences visuelles et auditives sont exposées à des risques accrus en raison de l'absence d'alertes adaptées. L'usage des SMS, tracts et réseaux sociaux pour transmettre des informations cruciales désavantage encore plus les personnes âgées et celles atteintes de déficiences auditives ou cognitives, qui ont plus de difficultés à comprendre et appliquer les ordres de déplacement<sup>133</sup>. En Ukraine, l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux comme principaux canaux de diffusion de l'information laisse de côté les groupes ayant un accès limité au numérique, notamment les personnes âgées<sup>134</sup> et les personnes handicapées<sup>135</sup>. L'interprétation en langue des signes pour les alertes d'urgence<sup>136</sup> reste également rare, et les annonces officielles sont souvent diffusées sans sous-titres ni interprétation en langue des signes<sup>137</sup>. Dans une évaluation rapide des besoins menée en 2024 dans l'est de l'Ukraine, 35 % des personnes âgées interrogées dans des centres collectifs ont déclaré ignorer l'existence des services d'évacuation disponibles<sup>138</sup>. Ces groupes dépendent donc fortement du bouche-à-oreille, de la télévision ou de la radio, des canaux peu utilisés pour transmettre des informations ou alertes critiques<sup>139</sup>.

### **Bonne pratique : sensibiliser les personnes handicapées aux risques des engins explosifs, ainsi qu'à la préparation et à la protection en cas de conflit**

L'EREE et la PPC constituent des stratégies cruciales pour prévenir les préjudices dans les contextes EWIPA, où la contamination expose les civils à des risques graves, pendant et après les conflits<sup>140</sup>. Cependant, malgré les efforts constants pour améliorer les approches inclusives, il reste difficile d'atteindre certains groupes de population, notamment les personnes handicapées<sup>141</sup>. Au Yémen, une évaluation réalisée en 2024 dans trois gouvernorats a révélé que les interventions d'EREE avaient largement échoué à atteindre les personnes handicapées, les femmes, les populations déplacées et les personnes âgées. L'évaluation a également montré que les outils utilisés étaient inaccessibles aux adultes et aux enfants analphabètes, ainsi qu'aux personnes ayant des besoins spécifiques<sup>142</sup>.

Il existe toutefois des exemples de bonnes pratiques dans certains des environnements les plus difficiles. À Gaza, les programmes d'EREE et de PPC de HI intègrent des pratiques inclusives à chaque étape de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des campagnes. Au cours de la phase de conception, des activités participatives avec des personnes handicapées et des OPH ont permis d'élaborer des stratégies de communication adaptées, tenant compte du type de déficience, du genre, de l'âge, du niveau d'alphabétisation et du statut de déplacement. Pour remédier aux obstacles environnementaux et de communication, HI a mis en œuvre une stratégie multicanal. Les messages d'EREE ont été diffusés par SMS, à la radio, sur des affiches, via les

<sup>131</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40 ; ACAPS, *supra*, 47 ; entretiens avec des IC (ODF et Nations Unies, Gaza ; ODF, Ukraine ; OPH, Yémen, juillet 2025).

<sup>132</sup> Étude à paraître du Forum de Gaza pour les personnes malvoyantes (présentée lors des mises à jour hebdomadaires de Doctors Against Genocide, le 6 juillet 2025)

<sup>133</sup> CARE, [Rafah Governorate: Deception, Destruction & Death in the "Safe" Zone – Rapid Gender Analysis](#), mai 2024 ; entretien avec un IC (ODF, Gaza, juillet 2025).

<sup>134</sup> HelpAge International, "I've lost the life I knew": Older people's experiences of the Ukraine war and their inclusion in the humanitarian response, 2023 : ACAPS, *supra*, 72.

<sup>135</sup> International Disability Alliance, [The situation of persons with disabilities in the context of the war of aggression by Russia against Ukraine](#), avril 2023.

<sup>136</sup> ACAPS, *supra*, 72.

<sup>137</sup> International Disability Alliance, *supra*, 90.

<sup>138</sup> HelpAge International, *supra*, 71.

<sup>139</sup> HI et Danish Refugee Council, [KABP Survey Report – Ukraine](#), janvier 2024 ; ACAPS, *supra*, 72.

<sup>140</sup> HI, *supra*, 9.

<sup>141</sup> MAG Ukraine, [Initial findings from WROs/WLOs consultation](#), avril 2025 ; Centre international de déminage humanitaire, [Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins](#), 2024.

<sup>142</sup> UNICEF, Inclusive Development Research Center – Université de Sanaa et Yemen Executive Mine Action Center, Report: Knowledge, Attitude, and Practices Study (KAP) for Explosive Ordnance Risk Education (EORE) in 3 governorates in Yemen (Al-Jawf – Al-Hudaydah – Taiz), 2024.

réseaux sociaux et lors de séances communautaires. Les documents ont été adaptés dans des formats accessibles, incluant des enregistrements audio, des textes faciles à lire, des caractères agrandis et des pictogrammes. Les principes de conception inclusive ont été appliqués à tous les supports, avec l'utilisation de visuels à fort contraste, d'images culturellement pertinentes et la représentation de divers groupes, y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Les séances communautaires se sont révélées particulièrement efficaces, surtout dans les zones rurales et à haut risque où l'accès au numérique est limité. Ces séances ont été animées par des messagers locaux formés et soutenues par des réseaux de pairs, ce qui a permis de renforcer les messages de sécurité grâce à des voix de confiance. Les campagnes par SMS se sont également révélées cruciales, offrant des conseils concis et concrets dans les dialectes locaux, et adaptés aux utilisateurs atteints de déficiences sensorielles.

Dans les trois contextes étudiés, les pannes d'électricité<sup>143</sup> provoquées par les attaques contre les centrales électriques aggravent les difficultés rencontrées par les groupes qui dépendent d'Internet pour recevoir des informations, comme les personnes atteintes de déficiences auditives qui s'appuient sur les téléphones portables pour être alertées en cas de raid aérien<sup>144</sup>. En Ukraine et au Yémen, la géographie représente un défi supplémentaire : les personnes vivant dans des zones reculées ou rurales, notamment les personnes âgées et celles en situation de handicap, rencontrent des obstacles encore plus importants pour accéder aux informations essentielles et les utiliser<sup>145</sup>.

*« Les personnes âgées et les personnes handicapées, qu'elles aient des problèmes de mobilité ou des déficiences auditives ou visuelles, rencontrent d'importants obstacles pour se mettre en sécurité. Ces difficultés ne se limitent pas aux escaliers ou aux rampes : elles concernent également l'accès à des informations adaptées pour celles et ceux qui ne peuvent pas entendre les alarmes anti-aériennes ou voir les panneaux d'avertissement. » (Entretien avec un IC, ONGI, Ukraine<sup>146</sup>)*

#### **Bonne pratique : rendre l'information et la communication accessibles aux adultes et aux enfants ayant différents types de handicaps**

L'UNICEF Ukraine a créé des supports visuels simplifiés pour expliquer le processus d'évacuation, étape par étape. Ces supports utilisaient des images pour illustrer ce qui se passerait pendant l'évacuation, aidant ainsi les enfants à comprendre la situation et à s'y préparer. HelpAge International en Ukraine a adapté ces supports visuels pour les adultes présentant des difficultés cognitives. Bien que ces supports soient peu coûteux (imprimés sur du papier A4), ils ont eu un impact significatif en fournissant des informations claires, accessibles et rassurantes à des personnes qui, sans cela, auraient pu se sentir désorientées ou anxieuses. La Société ukrainienne des personnes sourdes prépare régulièrement des interprétations en langue des signes des discours officiels, les superpose aux vidéos originales et diffuse ces versions afin de garantir aux personnes atteintes de déficiences auditives un accès équitable aux informations essentielles.

### **3.1.3 Les femmes, dans toute leur diversité, sont confrontées à des obstacles à la mobilité plus importants que les hommes**

Les obstacles structurels auxquels sont confrontés les civils sont encore aggravés par le genre, qui interagit avec l'âge, le handicap et les inégalités préexistantes, générant des défis disproportionnés

<sup>143</sup> Entretien avec un IC (OPH, Gaza, juillet 2025).

<sup>144</sup> International Disability Alliance, *supra*, 90.

<sup>145</sup> ACAPS, Groupe de la protection – Yémen et Domaines de responsabilité de la lutte antimines, de la protection de l'enfance et de la violence basée sur le genre, [Yemen Protection Analysis Update: November 2022](#), décembre 2022 ; entretien avec un IC (ODF, Yémen, juin 2025) ; HI, *supra*, 129.

<sup>146</sup> Juillet 2025.

et distincts en matière de mobilité pour les femmes et les adolescentes. Dans les trois contextes étudiés, les femmes, dans toute leur diversité — en particulier les femmes âgées et les femmes handicapées — sont davantage exposées à l'isolement, tant sur le plan géographique (par exemple, dans les zones rurales d'Ukraine ou dans le nord de Gaza) que sur le plan social. Elles sont également plus susceptibles d'être en situation de pauvreté<sup>147</sup> et de disposer d'un accès limité aux aides techniques<sup>148</sup>. Elles sont en outre plus fréquemment victimes de formes d'exclusion et de discrimination systémiques<sup>149</sup>, y compris au moment des évacuations<sup>150</sup>.

« Les femmes, et en particulier les femmes handicapées, font partie des populations les plus touchées par les déplacements fréquents et les ordres d'évacuation. » (Entretien avec un IC, Gaza<sup>151</sup>)

La situation matrimoniale et la composition des ménages (par exemple, les femmes cheffes de famille, y compris les veuves, les femmes célibataires, divorcées ou séparées) constituent des facteurs transversaux influençant la capacité des femmes à fuir et à se mettre à l'abri. Les ménages comprenant une personne handicapée sont particulièrement exposés à des obstacles à la mobilité et à des difficultés accrues pour accéder aux abris.

### Les femmes cheffes de famille dans les contextes EWIPA

Les conflits à Gaza, en Ukraine et au Yémen ont entraîné une augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes, ce qui renforce leurs besoins financiers, leur vulnérabilité économique et leurs responsabilités en matière de soins. Ces facteurs ont, de ce fait, aggravé les obstacles à la mobilité et les difficultés rencontrées, en particulier lors de déplacements répétés.

En Ukraine, avant l'invasion à grande échelle, les femmes âgées et les femmes célibataires constituaient la majorité des ménages dirigés par des femmes. Près de 95 % des ménages monoparentaux étaient dirigés par des mères célibataires<sup>152</sup>. Dans les zones touchées par le conflit (en particulier dans les oblasts de Donetsk et de Louhansk), 71 % des ménages étaient dirigés par des femmes, et cette proportion atteignait 88 % pour les femmes âgées de plus de 60 ans<sup>153</sup>. L'invasion à grande échelle a considérablement accru le nombre de femmes cheffes de famille, en raison de la conscription des hommes et de la perte de conjoints causée par la guerre<sup>154</sup>. Bien qu'il n'existe pas de données précises, les informations disponibles indiquent une hausse significative du nombre de femmes cheffes de famille, souvent célibataires, divorcées ou veuves<sup>155</sup>. À Gaza, plus de 58 600 ménages sont désormais dirigés par des femmes<sup>156</sup>, qui se heurtent à des obstacles considérables pour se déplacer et subvenir aux besoins de leurs enfants, de leurs proches blessés ou des membres âgés de leur famille. Au Yémen, le conflit a également entraîné une hausse du nombre de femmes cheffes de famille, notamment parmi les femmes déplacées à l'intérieur du pays<sup>157</sup>. On

<sup>147</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza et Yémen ; OPH, Gaza, juillet 2025) ; reSCORE Ukraine, [A Resilient Picture: Experiences of Persons with Disabilities in Ukraine](#), 2024 ; HelpAge International, *supra*, 130.

<sup>148</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza et Yémen, juillet 2025).

<sup>149</sup> Nations Unies – Ukraine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53.

<sup>150</sup> *Ibid.*

<sup>151</sup> Juillet 2025.

<sup>152</sup> Service national des statistiques de l'Ukraine, *Social and Demographic Characteristics of Households of Ukraine*, 2021.

<sup>153</sup> CARE et ONU Femmes, *supra*, 20.

<sup>154</sup> *Ibid.* ; PNUD, [Human Impact Assessment – Ukraine](#), juin 2023 ; entretiens avec des IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>155</sup> CARE et ONU Femmes, [Action Brief: Summary of the Rapid Gender Analysis of Ukraine](#), mai 2022 ; Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, (24 February 2022 – 31 December 2024), 2025.

<sup>156</sup> ONU Femmes, [What it means to be a woman in Gaza today](#), septembre 2025.

<sup>157</sup> ACAPS, [Thematic Report: Yemen: Understanding the cycle of gender-based violence](#), novembre 2023 ; HCR, [Yemen Crisis Explained](#), mars 2025.

estime que 26 % des ménages déplacés sont dirigés par des femmes, dont beaucoup sont séparées ou veuves<sup>158</sup>.

Les principaux obstacles — qui peuvent varier selon le contexte — auxquels sont confrontées les femmes et les filles sont probablement les suivants :

#### Restrictions à la liberté de mouvement :

À Gaza et au Yémen, les restrictions de déplacement et les normes de tutelle masculine (par exemple, l'obligation d'être accompagnée d'un mahram au Yémen) restreignent considérablement la mobilité des femmes et leur capacité à fuir les zones à risque. Ces contraintes affectent de manière disproportionnée les femmes âgées, les femmes handicapées, les veuves et les femmes divorcées, la perte des hommes de la famille restreignant encore davantage leur mobilité. À Gaza, les déplacements des veuves sont souvent contrôlés par des proches masculins, qui justifient cette supervision par la nécessité d'un soutien supplémentaire<sup>159</sup>.

« On oublie souvent que les restrictions de déplacement piègent les femmes dans des endroits où les armes explosives constituent une menace constante. J'ai constaté combien il est difficile pour les femmes âgées ou handicapées de s'échapper : les obstacles sont beaucoup plus importants et leurs options nettement plus limitées. » (Entretien avec un IC, ODF, Yémen<sup>160</sup>)

#### Niveaux de pauvreté plus élevés :

À Gaza, en Ukraine et au Yémen, les femmes sont systématiquement plus pauvres que les hommes, une disparité qui compromet directement leur capacité à fuir. Les femmes handicapées rencontrent des obstacles encore plus significatifs<sup>161</sup>. Les femmes cheffes de famille comptent parmi les plus vulnérables sur le plan économique<sup>162</sup>, car elles subissent une diminution de leurs revenus, disposent de ressources limitées et doivent assumer des responsabilités accrues en matière de soins. Les ménages dirigés par des femmes incluant une personne handicapée sont systématiquement identifiés comme faisant partie des plus pauvres<sup>163</sup>.

En Ukraine, les ménages dirigés par des femmes dans les zones rurales, en particulier ceux dirigés par des femmes célibataires ou des femmes âgées de plus de 60 ans<sup>164</sup>, présentent des revenus nettement inférieurs à ceux des ménages dirigés par des hommes. Les femmes âgées, y compris celles en situation de handicap, sont plus susceptibles de vivre seules<sup>165</sup>, sans soutien familial, ce qui aggrave à la fois leur précarité économique et les risques auxquels elles sont confrontées<sup>166</sup>. Les femmes de plus de 70 ans sont particulièrement touchées, car l'âge avancé amplifie leurs besoins économiques et leur isolement<sup>167</sup>. Au Yémen<sup>168</sup> et à Gaza<sup>169</sup>, les femmes cheffes de famille sont confrontées à des obstacles spécifiques en raison du faible taux d'emploi féminin, et des normes

<sup>158</sup> ACAPS, *supra*, 157 ; ONU Femmes, [Gender Alert –](#)

[Crisis Upon Crisis: Impact of the Recent Escalation on Women and Girls in Yemen](#), mai 2025.

<sup>159</sup> Women's Affairs Center – Gaza, [Research Paper – The Impact of the October 2023 War on Bereaved Women in the Gaza Strip](#), juin 2024.

<sup>160</sup> Juillet 2025.

<sup>161</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Yémen ; OPH et ODF, Gaza, juillet 2025).

<sup>162</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza, Ukraine et Yémen ; OPH, Yémen) ; REACH, [Ukraine:Displacement and vulnerability brief](#), juillet 2025 ; Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 46.

<sup>163</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza et Yémen ; OPH, Gaza, juillet 2025) ; reSCORE Ukraine, [A Resilient Picture:Experiences of Persons with Disabilities in Ukraine](#), 2024.

<sup>164</sup> HelpAge International, *supra*, 130.

<sup>165</sup> ACAPS, *supra*, 72 ; HelpAge International, *supra*, 130.

<sup>166</sup> Amnesty International, *supra*, 118 ; HelpAge International, *supra*, 130.

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> Groupe de la Banque mondiale – Portail de données sur le genre, [Yemen, Rep.](#), 2025.

<sup>169</sup> Groupe de la Banque mondiale – Portail de données sur le genre, [West Bank and Gaza](#), 2025.

sociales et culturelles dominantes. Pour les femmes âgées<sup>170</sup> et les femmes handicapées, qui vivent plus souvent seules (notamment au Yémen<sup>171</sup>), les coûts liés à l'évacuation restent souvent prohibitifs. Les femmes cheffes de famille dépendant financièrement des hommes<sup>172</sup> voient leur capacité à rechercher la sécurité considérablement limitée.

### Responsabilités en matière de soins :

La pauvreté se combine souvent aux responsabilités en matière de soins, limitant encore davantage la capacité des femmes et des filles à fuir, à évacuer ou à accéder à un abri. En plus d'assumer les tâches ménagères et la garde des enfants, les femmes — y compris les femmes âgées<sup>173</sup> et les femmes handicapées<sup>174</sup> — sont généralement les principales aidantes de leurs proches âgés ou handicapés<sup>175</sup>. En Ukraine, les adultes présentant des déficiences intellectuelles sont souvent pris en charge par leurs mères âgées<sup>176</sup>, tandis que certaines femmes en situation de handicap doivent simultanément s'occuper seules de leurs enfants handicapés<sup>177</sup>. Les femmes ayant des enfants, en particulier des enfants handicapés, rencontrent des difficultés particulièrement aiguës lorsqu'elles cherchent à se mettre en sécurité<sup>178</sup>. Ces difficultés sont accentuées par le manque de solutions d'évacuation médicale et par la crainte de causer un stress supplémentaire à leurs enfants<sup>179</sup>, surtout lorsqu'il n'est pas certain que le nouvel environnement réponde à leurs besoins (par exemple, en matière d'accès aux services de réadaptation<sup>180</sup>). Les données sont plus limitées pour Gaza<sup>181</sup> et le Yémen<sup>182</sup>, mais les femmes et les filles — en particulier les femmes cheffes de famille, dont beaucoup sont veuves ou séparées — assument fréquemment la responsabilité de la sécurité et de la mobilité des enfants, des adultes handicapés et des personnes blessées au sein de la famille<sup>183</sup>.

*« Nous connaissons beaucoup de femmes ayant des enfants handicapés, non seulement physiquement mais aussi mentalement. Je connais une mère qui n'a pas utilisé l'abri anti-bombes à Kiev car, même en sachant qu'il y avait un petit risque que leur immeuble soit touché, cela restait moins stressant que de réveiller continuellement ses enfants et de les emmener à l'abri depuis le 10<sup>e</sup> ou même le 25<sup>e</sup> étage. Elle a quatre enfants et a expliqué à quel point il était épuisant et éprouvant de les mettre tous en sécurité à chaque alerte. »*  
(Entretien avec un IC, ODF, Ukraine<sup>184</sup>)

Ce rôle d'aidantes fait des femmes des décideuses clés en matière de protection de la famille<sup>185</sup>, par exemple pour déterminer le moment et les modalités d'une évacuation. Cela retarde ou empêche souvent leur départ, en particulier lorsque les personnes à charge ont une mobilité réduite en raison de leur âge ou d'une déficience, ou lorsque les femmes elles-mêmes ont une mobilité restreinte.

<sup>170</sup> UNRWA, *supra*, 80.

<sup>171</sup> ACAPS, *supra*, 43 ; Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, [Disability in the Arab Region 2023](#), 2024.

<sup>172</sup> ACAPS, [Yemen: Dynamics and effects of the Mahram practice in Yemen](#), décembre 2023.

<sup>173</sup> HelpAge International, [Rapid needs assessment of older people – Yemen](#), septembre 2019.

<sup>174</sup> Nations Unies – Ukraine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53.

<sup>175</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza, Ukraine et Yémen, juillet 2025).

<sup>176</sup> ACAPS, *supra*, 83.

<sup>177</sup> Entretien avec un IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>178</sup> Entretien avec un IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>179</sup> War Child, *supra*, 78 ; entretien avec un IC (ODF, Ukraine).

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> Danish Refugee Council, [Killing long after they fall: The cost of active warfare and explosive ordnance on civilians in Gaza](#), novembre 2024.

<sup>182</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza et Yémen, juin-juillet 2025).

<sup>183</sup> ACAPS, [Yemen: Gender dynamics, roles, and needs](#), avril 2023 ; ONU Femmes, *supra*, 49 ; ONU Femmes, *supra*, 16 ; entretiens avec des IC (ODF, Gaza et Yémen, juillet 2025).

<sup>184</sup> Juillet 2025.

<sup>185</sup> Groupe de la protection – Ukraine, [Ukraine: Protection Analysis Update](#), septembre 2025.

« Des veuves et des adolescentes gèrent des foyers entiers en situation de siège. » (Entretien avec un IC, Nations Unies, Gaza<sup>186</sup>)

Bien que l'accroissement des responsabilités des filles en matière de soins soit parfois reconnu<sup>187</sup>, souvent accentué par les perturbations scolaires et le handicap, il existe peu de données sur la manière dont les conflits à Gaza, en Ukraine et au Yémen ont modifié leur rôle d'aidantes, notamment en raison de la perte des soutiens familiaux masculins, de l'augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes et de la hausse du nombre de personnes présentant des traumatismes physiques et des handicaps.

#### Manque d'information :

Les femmes cheffes de famille — en particulier les femmes âgées ainsi que les femmes et filles en situation de handicap — rencontrent plus de difficultés que les hommes pour accéder en temps utile à des informations essentielles sur les évacuations ou l'emplacement des abris<sup>188</sup>. Au Yémen<sup>189</sup> et à Gaza<sup>190</sup>, les femmes âgées et les femmes handicapées<sup>191</sup> sont confrontées à de multiples facteurs de vulnérabilité qui limitent leur accès à l'information, notamment un faible niveau d'alphabétisation, une maîtrise réduite des outils numériques et un accès limité à Internet<sup>192</sup>. Ces difficultés sont amplifiées par les normes sociales et de genre préexistantes, qui continuent de favoriser les hommes et les garçons dans l'accès à l'information et aux technologies<sup>193</sup>. En Ukraine, les femmes de plus de 70 ans, en particulier celles vivant seules dans des zones rurales ou proches de la ligne de front, sont nettement moins susceptibles que les hommes d'utiliser Internet<sup>194</sup> et plus dépendantes de réseaux informels pour obtenir des informations et des alertes<sup>195</sup>.

#### Absence d'installations séparées pour les femmes et les filles dans les abris :

Les femmes — en particulier les femmes âgées, les femmes handicapées et celles accompagnées d'enfants — rencontrent des difficultés spécifiques pour accéder aux abris. La surpopulation et l'absence d'installations séparées pour les femmes et les filles les dissuadent de chercher refuge, et les exposent à des risques accrus de violence, de harcèlement et d'exploitation<sup>196</sup>. Ces risques sont particulièrement élevés pour les personnes déjà vulnérables en raison de leur âge, de leur handicap<sup>197</sup> ou de la composition de leur foyer (par exemple, les femmes cheffes de famille, les veuves ou les femmes divorcées), notamment dans les contextes conservateurs<sup>198</sup>. Dans les trois contextes étudiés, l'absence d'aménagements adaptés et séparés pour les femmes et les filles (notamment celles à mobilité réduite ou handicapées) est systémique. En Ukraine, les femmes cheffes de famille, y compris les femmes âgées, représentent la grande majorité des résidents des centres collectifs<sup>199</sup>. Ces structures sont cependant souvent mal équipées et ne répondent pas à leurs besoins spécifiques. De nombreuses femmes âgées handicapées se voient refuser l'accès aux abris classiques et sont dirigées vers des établissements de soins, ce qui les isole de leur

<sup>186</sup> Juillet 2025.

<sup>187</sup> Plan International, *supra*, 56.

<sup>188</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Ukraine et Yémen ; OPH, Gaza, juillet 2025).

<sup>189</sup> Entretien avec un IC (ODF, Yémen, juin 2025).

<sup>190</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>191</sup> Source : ONU Femmes, [Country Fact Sheet: Yemen](#) ; UNRWA, *supra*, 80.

<sup>192</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza et OPH, Yémen, juillet 2025).

<sup>193</sup> Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, [Social and economic situation of Palestinian women and girls \(July 2020 – June 2022\)](#), 2023.

<sup>194</sup> HelpAge International, [Breaking through the 60+ ceiling – Assessment of disaggregation of SDG indicators on older people using household surveys](#), 2021 ; entretiens avec des IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>195</sup> HelpAge International, *supra*, 130.

<sup>196</sup> Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – TPO et ONU Femmes – Palestine, [Gender Matters Bulletin No 1 – No Relief in Sight: The impact of escalating hostilities, repeated displacement orders and the ongoing aid blockade on women, girls, men and boys in Gaza](#), avril 2025.

<sup>197</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40 ; entretiens avec des IC (ODF et Nations Unies, Gaza ; ODF, Ukraine ; OPH, Yémen, juillet 2025).

<sup>198</sup> ACAPS, *supra*, 158.

<sup>199</sup> CCCM Cluster et REACH, [Ukraine Collective Site Monitoring](#), septembre-octobre 2024.

communauté<sup>200</sup>. À Gaza, les femmes âgées, les femmes et les adolescentes handicapées, ainsi que les femmes vivant seules (veuves et femmes divorcées), figurent parmi les plus touchées<sup>201</sup>. Au Yémen, les solutions d'hébergement désavantagent également de manière disproportionnée les femmes et les filles déplacées<sup>202</sup>, en particulier les femmes cheffes de famille<sup>203</sup> et les femmes handicapées<sup>204</sup>. Les installations sont souvent surpeuplées et ne sont pas conçues de manière inclusive ou sensible au genre<sup>205</sup>.

### Bonne pratique : rendre l'évacuation inclusive en Ukraine

« Les femmes ayant des enfants, celles présentant des handicaps ou des maladies, les personnes âgées et les habitants des zones rurales situées à proximité de la ligne de front sont particulièrement exposés au risque d'être laissés pour compte. Ils constituaient notre priorité absolue pour l'évacuation, faciles à identifier car ils étaient souvent les seuls à rester dans les zones à haut risque. Les personnes capables de prendre soin d'elles-mêmes avaient généralement déjà été évacuées. » (Entretien avec un IC, ODF, Ukraine<sup>206</sup>)

Les organisations de la société civile ont joué un rôle essentiel pour faciliter l'évacuation inclusive des personnes les plus isolées et marginalisées, notamment en formant les intervenants d'urgence afin qu'ils puissent évacuer et assister les femmes et les filles handicapées<sup>207</sup>, et en collaborant avec des bénévoles pour soutenir l'évacuation des personnes âgées et des personnes handicapées<sup>208</sup>.

Les ODF ont également organisé des évacuations depuis les régions assiégées et proches de la ligne de front, mobilisant leurs réseaux pour identifier les personnes ayant les besoins les plus urgents, coordonner le transport et assurer la sécurité des personnes évacuées malgré les menaces militaires constantes. Une ODF opérant dans le sud de l'Ukraine s'est associée à des bénévoles locaux pour établir des itinéraires sûrs, garantissant ainsi des évacuations efficaces<sup>209</sup>.

### 3.1.4 L'exclusion et la discrimination entravent la mobilité des civils issus de groupes marginalisés

Pour les groupes marginalisés, les obstacles à la mobilité tiennent moins à des limitations physiques qu'à une discrimination profondément enracinée. Au Yémen, les Muhamasheen, déjà socialement exclus, représentent la principale population déplacée du pays<sup>210</sup>. Ils sont souvent contraints de vivre sous des tentes ou sur des terrains vagues situés près des lignes de front, et sont exclus des logements à louer comme des centres collectifs<sup>211</sup>. En Ukraine, les communautés roms, en particulier les femmes et les filles<sup>212</sup>, sont confrontées à une discrimination systémique. L'absence de documents d'identité limite leur capacité à fuir ou à accéder aux abris anti-bombes<sup>213</sup>. Beaucoup se voient intentionnellement refuser l'accès à ces abris et n'ont pas les moyens de se loger dans le secteur privé.

<sup>200</sup> Amnesty International, ["They live in the dark": Older people's isolation and inadequate access to housing amid Russia's invasion of Ukraine](#), 2023.

<sup>201</sup> Women's Affairs Center – Gaza, [Research Paper – "Women Left Behind: Reality of Women and Girls with Disabilities During War on Gaza Strip"](#), 2024 ; Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 159 ; UNRWA, *supra*, 80 ; entretiens avec des IC (OPH et ODF, Gaza).

<sup>202</sup> Human Rights Watch, [Yémen : Une frappe américaine aurait tué et blessé des dizaines de migrants](#), avril 2025.

<sup>203</sup> ONU Femmes, *supra*, 49.

<sup>204</sup> ACAPS, [Yemen: Challenges to Housing, Land, and Property Rights](#), avril 2023.

<sup>205</sup> ONU Femmes, *supra*, 49.

<sup>206</sup> Juillet 2025.

<sup>207</sup> Entretien avec un IC (ONGI, Ukraine).

<sup>208</sup> International Disability Alliance, *supra*, 90.

<sup>209</sup> Fondation Heinrich Böll, Open Space Works Ukraine et Fondation ukrainienne pour le logement, ["We barely have time to celebrate our wins ... or to process what we've lost": The Role of Ukrainian Women-led Organisations in Humanitarian Action in Ukraine and Poland in 2022-2024](#), 2025.

<sup>210</sup> ACTED, OIM, CCCM Cluster et Norwegian Refugee Council, [2022 Yemen Muhamasheen Community Profile – Survey conducted with Muhamasheen populations in IRG-controlled areas of Yemen, 2022](#), mars 2023.

<sup>211</sup> Sana'a Center for Strategic Studies, [Bringing forth the voices of Muhamasheen](#), juin 2021.

<sup>212</sup> Habitat for Humanity, [Rapid Gender Analysis support to Habitat for Humanity on Ukraine: Gender in Emergencies Group](#), octobre 2023.

<sup>213</sup> CARE et Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – Ukraine, [Rapid Gender Analysis – Ukraine](#), août 2024.

« Les Muhamasheen vivent dans la rue. Lorsque des attaques surviennent, beaucoup sont blessés ou tués faute d'abri pour se protéger. » (Entretien avec un IC, ODFH, Yémen<sup>214</sup>)

En Ukraine, les personnes ayant une identité de genre ou une orientation sexuelle diverse rencontrent également des obstacles majeurs à leur mobilité. Des documents d'identité non conformes les empêchent de se déplacer en toute sécurité, tandis que la stigmatisation et la discrimination les excluent à la fois des abris officiels et du marché locatif<sup>215</sup>. Bien que certains groupes LGBTQI+ aient mis en place des abris dédiés, ceux-ci ne peuvent accueillir qu'une fraction (moins de 1 %) des personnes concernées et manquent de ressources<sup>216</sup> et d'équipements adéquats pour répondre à leurs besoins spécifiques<sup>217</sup>.

Bien qu'il existe quelques données qualitatives sur l'intersection du genre (notamment le fait d'être une femme) et de l'origine ethnique dans ces deux contextes, il manque cruellement de données complètes et désagrégées sur la manière dont l'origine ethnique (en Ukraine et au Yémen) et l'identité de genre ou l'orientation sexuelle (en Ukraine) interagissent avec d'autres identités.

### **3.2. Profils de risques découlant des déplacements quotidiens, des stratégies de survie et des comportements des civils**

Si les obstacles structurels et systémiques constituent des freins majeurs à la protection des civils, d'autres profils de risques émergent des nécessités de la vie quotidienne et des stratégies d'adaptation adoptées alors que les infrastructures se dégradent, que les difficultés économiques s'aggravent et que les besoins augmentent de façon exponentielle. Les attaques représentent une menace directe, mais l'exposition aux engins non explosés constitue également un facteur de vulnérabilité majeur.

Ces profils de risques affectent différemment les divers groupes de civils, et tant les risques que les groupes concernés évoluent au fil du temps. En Ukraine, à Gaza et au Yémen, le genre constitue le principal facteur de risque, tandis que le jeune âge prend une importance croissante à mesure que les conflits s'éternisent, que les hommes de la famille sont tués ou blessés, que la composition des ménages évolue et que la pauvreté s'aggrave. L'intersection du handicap et du déplacement amplifie également les risques pour les enfants, les adultes et les personnes âgées atteintes de déficiences visuelles.

#### **3.2.1 Les activités essentielles de subsistance et les stratégies de survie exposent les civils aux attaques et aux engins non explosés**

Malgré la menace constante que représentent les attaques et la contamination, les civils sont souvent contraints de se déplacer pour accéder aux biens, aux services et aux moyens de subsistance essentiels. Dans un contexte de conflit prolongé et d'effondrement économique, ces déplacements deviennent de plus en plus périlleux, les populations étant amenées à prendre davantage de risques simplement pour assurer leur survie<sup>218</sup>.

Les moyens de subsistance façonnent les schémas d'exposition aux EWIPA différenciés selon le genre, la participation plus importante des hommes à la vie publique accroissant leur vulnérabilité — notamment du fait de leur implication dans les interventions d'urgence. En Ukraine,

<sup>214</sup> Juillet 2025.

<sup>215</sup> Global Public Policy Institute, [Feminist Perspectives for Supporting Ukraine: Translating Feminist Foreign Policy Into Action](#), août 2023 – août 2024 ; entretien avec un IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>216</sup> *Ibid.*

<sup>217</sup> Global Public Policy Institute, *supra*, 109.

<sup>218</sup> Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – TPO et ONU Femmes – Palestine, *supra*, 196.

les hommes sont particulièrement exposés lors des activités de réparation des infrastructures, des travaux industriels et miniers, de l'exploitation des champs contaminés (auxquels participent également des adolescents) et des services de premiers secours<sup>219</sup>. À Gaza, leur participation aux interventions d'urgence, aux travaux de construction et à la collecte de ferraille les expose à un risque accru<sup>220</sup>. Au Yémen, les hommes sont confrontés à des risques disproportionnés lorsqu'ils exercent des activités de subsistance ou génératrices de revenus<sup>221</sup>. Ceux qui travaillent en première ligne dans les opérations de reconstruction, qu'il s'agisse du déblaiement des décombres, de la collecte de ferraille, des travaux de construction ou de l'agriculture, sont particulièrement exposés<sup>222</sup>.

Les activités quotidiennes, telles qu'aller à l'école, acheter des biens ou accéder à des services essentiels (comme les soins de santé ou l'aide humanitaire), peuvent également exposer les civils à des risques. Cependant, les données disponibles se limitent souvent à des rapports d'incidents relayés par les médias, ce qui empêche l'identification de tendances claires en matière de préjudices. Les ensembles de données relatifs aux attaques contre des systèmes tels que la santé documentent principalement le nombre d'établissements touchés ou de personnels tués. Pourtant, les profils d'accès humanitaire restreint liés aux risques de sécurité mettent en évidence les dangers auxquels les civils — y compris les aidants — sont confrontés lorsqu'ils accomplissent leurs tâches quotidiennes ou cherchent à accéder aux services. Les rapports et déclarations détaillés de l'ONU et des acteurs internationaux sur les contraintes d'accès humanitaire dues à l'insécurité soulignent à quel point les activités ordinaires (comme la recherche de nourriture, d'eau ou de soins médicaux) sont devenues des actions à haut risque.

*« Mon mari a attendu dehors pendant des heures pour obtenir une petite quantité de mes médicaments essentiels. Un jour, alors qu'il faisait la queue à la pharmacie, une attaque à la roquette a eu lieu. De nombreuses personnes ont été blessées ce jour-là, dont lui. » (Entretien avec un IC, survivante, Ukraine<sup>223</sup>)*

Les personnes âgées et les personnes handicapées — en particulier les femmes et les enfants — qui rencontrent de grandes difficultés à se déplacer ou sont confinées à domicile sont exposées à des risques spécifiques. À Gaza, les frappes continues sur les zones résidentielles et les abris ont souvent entraîné la mort de familles entières lorsque leurs habitations ont été touchées<sup>224</sup>.

*« Il existe une dimension de genre évidente lorsque des quartiers civils, et en particulier des habitations, sont pris pour cible. Les femmes et les enfants, souvent confinés dans ces espaces privés, subissent des impacts disproportionnés. Cette situation reflète la réalité à Gaza, où la distinction entre ligne de front et zones civiles est quasi inexistante, les espaces civils étant constamment exposés aux attaques. Dans les abris, ce sont principalement les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées qui restent sur place, tandis que les jeunes hommes sont pris pour cible aux points de distribution alimentaire. Ces dynamiques de genre, associées au flou entre espaces publics et privés induit par les*

<sup>219</sup> Entretien avec un IC (ONGI, Ukraine) ; Groupe de la protection – Ukraine, [Protection Analysis Update: The Critical Need for Protection amongst Armed Conflict and Violence](#), juillet 2024 ; HI, [Fiche d'information de plaidoyer urgence 2025 – Contamination liée aux engins explosifs en Ukraine : Menace actuelle et durable pour les civils](#), juin 2025 Groupe de la protection – Ukraine, *supra*, 185.

<sup>220</sup> Groupe de la protection – Gaza, [Occupied Palestinian Territory \(oPt\): Gaza – Protection Analysis Update](#), août 2022.

<sup>221</sup> UNICEF, Inclusive Development Research Center – Université de Sanaa et Yemen Executive Mine Action Center, Report: Knowledge, Attitude, and Practices Study (KAP) for Explosive Ordnance Risk Education (EORE) in 3 governorates in Yemen (Al-Jawf – Al-Hudaydah – Taiz), 2024.

<sup>222</sup> HI, [Explosive Weapons, Contamination, and Risk Education in Yemen](#), mars 2020 ; HI, [Issue Brief: Inclusion of persons with disabilities and humanitarian action in Yemen](#), mars 2020 ; entretien avec un IC (ONGI, juin 2025).

<sup>223</sup> Juillet 2025.

<sup>224</sup> Entretiens avec des IC (Nations Unies et ODF, Gaza, juillet 2025).

déplacements constants, influencent profondément le vécu des habitants de Gaza. »  
(Entretien avec un IC, Gaza<sup>225</sup>)

Les stratégies de survie et l'évolution des dynamiques familiales amplifient encore les risques. Elles peuvent impliquer de se déplacer dans des zones dangereuses<sup>226</sup> ou, à l'inverse, de rester (voire de retourner) dans des zones toujours menacées<sup>227</sup>. À Gaza, une enquête a révélé que 70 % des personnes interrogées étaient retournées dans des zones précédemment touchées par des combats actifs et que 58 % avaient fouillé les décombres pour récupérer des biens essentiels, des vêtements ou des documents officiels<sup>228</sup>.

Si les hommes et les garçons plus âgés sont souvent les premiers à adopter des stratégies à haut risque, les rôles au sein des ménages évoluent généralement avec le temps. Les tâches dangereuses sont alors confiées aux femmes et aux enfants<sup>229</sup>. À Gaza, l'augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes (en particulier des veuves<sup>230</sup>), combinée aux déplacements massifs de population, a poussé de nombreuses femmes à assumer des rôles qui les exposent davantage aux EWIPA : récupérer des objets dans les décombres, faire la queue pour obtenir de l'aide ou chercher des restes de nourriture<sup>231</sup>. Une enquête menée en 2024 auprès de femmes déplacées a montré que 81 % de celles qui disposaient auparavant d'un revenu l'avaient perdu, et que 30 % étaient désormais seules à subvenir aux besoins de leur famille, les contraignant à adopter des stratégies d'adaptation à haut risque<sup>232</sup>.

Les garçons et les filles participent également à la survie de leur foyer en ramassant du bois de chauffage ou en patientant de longues heures pour obtenir de l'eau et de la nourriture<sup>233</sup>, ce qui les expose à des blessures liées aux EWIPA, voire au décès<sup>234</sup>. En Ukraine, dans les zones à haut risque, la conscription obligatoire des hommes accroît la vulnérabilité des femmes face à la violence explosive, notamment lorsqu'elles cherchent un emploi ou une aide humanitaire, et lorsqu'elles assurent la prise en charge de leurs proches et de leur famille<sup>235</sup>. Plus de trois ans après le début de l'invasion à grande échelle, de nombreuses femmes déplacées<sup>236</sup> (souvent cheffes de famille) retournent dans les zones proches de la ligne de front, sous l'effet de la pression financière<sup>237</sup> exercée dans les zones plus sûres<sup>238</sup>.

### **3.2.2 Décider de ne pas évacuer ou de retarder l'évacuation expose certains groupes de civils aux préjudices liés aux EWIPA**

Malgré les avis d'évacuation, certains civils restent dans des zones dangereuses, leur genre et leur âge influençant cette décision, tandis que les obstacles liés au handicap accentuent encore les délais ou les refus d'évacuation. Rester dans des zones soumises à des bombardements, à la contamination ou à un siège augmente non seulement le danger immédiat, mais limite aussi l'accès aux services essentiels, à l'aide et aux voies d'évacuation lorsque la situation se détériore.

<sup>225</sup> Juillet 2025. Le type de représentant a été supprimé afin d'empêcher toute identification.

<sup>226</sup> Danish Refugee Council, *supra*, 181.

<sup>227</sup> *Ibid.*

<sup>228</sup> Danish Refugee Council, *supra*, 181.

<sup>229</sup> Reuters, [Israeli missile hits Gaza children collecting water, IDF blames malfunction](#), juillet 2025.

<sup>230</sup> ONU Femmes, *supra*, 156.

<sup>231</sup> Gender in Humanitarian Action Working Group – TPO et ONU Femmes – Palestine, *supra*, 196.

<sup>232</sup> Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 46.

<sup>233</sup> *Ibid.* ; Palestinian Centre for Human Rights, [Generation Wiped Out: Gaza's Children in the Crosshairs of Genocide](#), décembre 2024.

<sup>234</sup> Reuters, [Israeli missile hits Gaza children collecting water, IDF blames malfunction](#), juillet 2025 ; The Washington Post, [IDF strike kills Gazan children awaiting food supplements, health officials say](#), juillet 2025.

<sup>235</sup> Entretiens avec des IC (ODF et ONGI, Ukraine, juillet 2025)

<sup>236</sup> Observatoire des situations de déplacement interne, [Seeing the unseen: Disaggregating IDPs by sex and age](#), juin 2025.

<sup>237</sup> BHCDH, *supra*, 155.

<sup>238</sup> Entretiens avec des IC (ODF et ONGI, juillet 2025) ; Groupe de la protection – Ukraine, *supra*, 185.

Les personnes âgées, y compris celles en situation de handicap, ont souvent tendance à rester chez elles, sous l'influence de facteurs émotionnels, culturels et psychologiques ; pour certaines, mourir chez soi est perçu comme moins difficile que de fuir<sup>239</sup>. Cette tendance a été observée en Ukraine, à Gaza et au Yémen, mais elle est particulièrement marquée en Ukraine<sup>240</sup>. Les personnes âgées redoutent souvent de ne pas survivre à l'évacuation<sup>241</sup> ou se sentent trop attachées émotionnellement à leur domicile<sup>242</sup> pour le quitter. Des données empiriques suggèrent que les femmes âgées choisissent plus fréquemment de rester en raison de leur attachement affectif à leur domicile<sup>243</sup>, tandis que les hommes âgés restent davantage pour protéger leurs biens et leurs terres<sup>244</sup>.

Dans certains cas, les expériences passées de déplacement, combinées à des besoins accrus en matière de santé et de handicap, renforcent la décision de rester. Les personnes handicapées, par exemple, choisissent de ne pas se rendre dans les abris, car elles savent que les aménagements accessibles n'y sont pas garantis<sup>245</sup>. En Ukraine, les personnes handicapées et celles atteintes de maladies chroniques décident souvent de ne pas se rendre dans les abris d'urgence en raison de la surpopulation et de l'inadaptation des infrastructures à leurs besoins spécifiques. La crainte d'être victimes de discrimination liée à leur handicap peut également pousser certains civils à éviter les abris<sup>246</sup>.

En Ukraine, hommes et femmes choisissent de rester dans les zones touchées par le conflit, leurs décisions étant influencées par les rôles de genre. La conscription obligatoire a conduit certains hommes à s'enfermer chez eux<sup>247</sup>, ce qui les empêche d'accéder aux abris<sup>248</sup> et oblige également leurs familles à rester sur place. On signale également des cas où des femmes choisissent de rester dans des zones dangereuses avec leurs enfants, malgré les ordres d'évacuation, et cachent leurs enfants pour éviter d'être contraintes de partir<sup>249</sup>. Cela peut être motivé par des facteurs émotionnels, par le désir de soutenir leur communauté<sup>250</sup> ou par la nécessité d'assumer de nouveaux rôles lorsque les hommes de la famille sont mobilisés, blessés ou tués.

À Gaza, certaines familles choisissent de ne pas évacuer, s'accrochant au souvenir de proches ensevelis sous les décombres. Les liens affectifs influencent la durée pendant laquelle elles restent sur place et leur attachement aux logements en ruines<sup>251</sup>.

### **3.2.3 Une exposition prolongée aux EWIPA peut conduire à une forme d'indifférence**

Les conflits prolongés et les campagnes de bombardements incessantes peuvent banaliser le danger<sup>252</sup>. Les mécanismes psychologiques d'adaptation, tels que le fatalisme et les normes culturelles, accentuent également l'exposition au risque. Une dynamique spécifique observée en Ukraine a été la représentation par l'État des comportements dangereux comme héroïques et

<sup>239</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza et ONGI, Ukraine, juin 2025).

<sup>240</sup> HelpAge International, *supra*, 130 ; HelpAge International, [Easter Ukraine: The needs of older people](#), mars 2022 ; entretien avec un IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>241</sup> Entretien avec un IC (ONGI, juin 2025).

<sup>242</sup> CARE, *supra*, 213. HelpAge International, *supra*, 71.

<sup>243</sup> Entretien avec des IC (ONGI, juin 2025).

<sup>244</sup> Entretien avec un IC (ONGI, juin 2025) ; Amnesty International, *supra*, 119 ; CARE, *supra*, 213.

<sup>245</sup> Stars of Hope, [A war without Human Rights: The Situation of Persons with Disabilities in Shelters in the Context of Forced Displacement](#), novembre 2023 ; entretien avec un IC (survivant, Ukraine, juillet 2025).

<sup>246</sup> Entretiens avec des IC (OPH, Gaza, juillet 2025).

<sup>247</sup> REACH, [Ukraine: Multi-Sectoral Needs Assessment 2024: Gender, Age, Disability and Vulnerability Situation Overview](#), avril 2025.

<sup>248</sup> Entretien avec un IC (ODF, Ukraine, juillet 2025).

<sup>249</sup> Groupe de la protection – Ukraine, *supra*, 185.

<sup>250</sup> Center for Civilians in Conflict, [Voices from Ukraine: Stories of Resilience Amidst Conflict](#), mars 2024.

<sup>251</sup> Entretien avec un IC (ODF, Gaza, juillet 2025).

<sup>252</sup> Entretiens avec des IC (ONG et ODF, Ukraine, juillet 2025).

courageux<sup>253</sup>, incitant les civils, en particulier les hommes et les adolescents, à s'exposer à des risques accrus liés aux EWIPA. L'exposition constante au danger peut aussi créer un faux sentiment de normalité, retardant la prise de décision pour fuir ou évacuer<sup>254</sup>.

### 3.2.4 La curiosité des enfants et des adolescents accroît leur exposition aux UXO

Les enfants et les adolescents sont particulièrement exposés : leur curiosité et leurs jeux les conduisent souvent à entrer en contact avec des engins non explosés, ce qui entraîne des taux de mortalité et de blessures disproportionnés dans ce groupe d'âge, les garçons étant généralement plus affectés que les filles. Ce risque est cependant modulé par des facteurs contextuels et de vulnérabilité, comme on le constate à Gaza, où les enfants, suivis des adolescents, sont identifiés comme les plus exposés aux engins non explosés. Les destructions généralisées et les déplacements répétés ont contraint de nombreux enfants à jouer dans des rues dangereuses jonchées d'objets inconnus<sup>255</sup> et à chercher des ressources dans des environnements périlleux<sup>256</sup>.

En Ukraine, les adolescents sont plus enclins à adopter des comportements à risque, même lorsqu'ils ont accès à l'EREE<sup>257</sup>. Le fait de vivre dans des zones rurales et d'être issus de ménages à faibles revenus augmente les comportements à risque chez les adolescents<sup>258</sup>. Entre le 24 février 2022 et le 31 décembre 2024, 57 % des enfants victimes étaient des garçons et 43 % des filles, les 16-17 ans constituant le groupe le plus touché<sup>259</sup>. Les garçons représentaient également plus de 80 % des victimes d'UXO (et de mines<sup>260</sup>).

### Remarques finales

**À travers les profils de risques identifiés, un fil conducteur apparaît : l'exposition des civils aux préjudices liés aux EWIPA est profondément influencée par les identités intersectionnelles et les facteurs de vulnérabilité qui déterminent leur capacité à éviter, atténuer ou faire face au danger. Le genre joue un rôle central : les rôles et normes socialement construits influencent qui se déplace, qui reste et qui accomplit les tâches de survie les plus périlleuses, ces aspects évoluant souvent au cours d'un conflit. Il est essentiel de tenir compte de ces risques interdépendants pour concevoir des mesures de protection adaptées aux réalités vécues par tous les groupes touchés, et pas seulement ceux qui sont les plus visibles dans les discours dominants.**

<sup>253</sup> Centre international de déminage humanitaire, [Mapping of the Explosive Ordnance Risk Education Sector in Ukraine](#), septembre 2024 ; HI et Danish Refugee Council, *supra*, 139.

<sup>254</sup> HelpAge International, ["The only way to survive was by helping each other."](#), janvier 2024.

<sup>255</sup> Danish Refugee Council, *supra*, 181.

<sup>256</sup> HI, *supra*, 9.

<sup>257</sup> UNICEF, [53% of Ukrainian teenagers engage in risky behaviour despite being well-informed about risks posed by mines and unexploded ordnance](#), juin 2024.

<sup>258</sup> *Ibid.*

<sup>259</sup> BHCDH, *supra*, 155.

<sup>260</sup> *Ibid.*

## Section 2: Quels sont les principaux obstacles qui empêchent les personnes les plus exposées et les plus touchées par les dommages liés aux EWIPA d'accéder aux services et à l'aide humanitaire?

L'accès aux services dans les régions touchées par les EWIPA est freiné par de multiples obstacles interconnectés, généralement classés en quatre catégories : environnementaux, liés à la communication, comportementaux et institutionnels.

Si ces obstacles sont présentés par catégorie pour plus de clarté, il est essentiel de reconnaître qu'ils se chevauchent (tant au sein d'une même catégorie qu'entre elles), interagissent et se renforcent mutuellement, ce qui exacerbe les difficultés rencontrées par les personnes ayant des identités intersectionnelles.

De nombreux obstacles reflètent ceux qui entravent la capacité d'autoprotection face aux préjudices liés aux EWIPA. Le handicap, le genre et l'âge influencent profondément l'accès aux services et à l'aide, à travers différents types d'obstacles. Les facteurs de vulnérabilité, tels que le déplacement, la situation géographique et la composition du ménage, se combinent également, amplifiant encore les obstacles à l'accès. Dans les trois contextes étudiés, les femmes et les filles font face à des obstacles généraux qui affectent l'accès aux services et à l'aide humanitaire. Plus particulièrement, elles subissent souvent des restrictions structurelles, culturelles et économiques disproportionnées, motivées par des normes et des inégalités de genre profondément enracinées.

Les obstacles à l'accès identifiés par cette étude ne sont pas exclusivement propres aux contextes EWIPA. Cependant, comme l'utilisation d'EWIPA est fortement liée au handicap et a des effets indirects uniques sur l'accès des civils aux services, cette section se concentre sur les principaux obstacles qui affectent les civils, en particulier les personnes handicapées, dans les trois contextes EWIPA étudiés.

### 1. Obstacles comportementaux

Les attitudes négatives, la stigmatisation et la discrimination constituent des obstacles majeurs à l'accès aux services et à l'aide pour les civils, la guerre aggravant les difficultés existantes pour certains groupes.

Le handicap est souvent un facteur clé d'exclusion des services<sup>261</sup>, en raison d'une stigmatisation et d'une discrimination omniprésentes et profondément enracinées. Comme indiqué dans les sections précédentes, le type de déficience influence souvent l'intensité et la nature de la stigmatisation

<sup>261</sup> HI, [Inclusive Humanitarian Action – Gaza](#), octobre 2023 ; Nations Unies – Ukraine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53.

subie. Les personnes atteintes de handicaps intellectuels<sup>262</sup> et psychosociaux figurent parmi les plus marginalisées, leurs déficiences étant souvent mal comprises, cachées ou jugées honteuses.

Le genre, souvent combiné à l'âge, accentue encore la discrimination. Les personnes âgées, et particulièrement les femmes handicapées, subissent une triple discrimination, ce qui augmente leur risque d'exclusion. En Ukraine, l'âgisme est omniprésent : les femmes âgées, plus enclines que les hommes à solliciter des soins, se voient refuser l'accès à certains traitements pour des maladies chroniques en raison de leur âge<sup>263</sup> et de la priorité accordée aux patients plus jeunes ainsi qu'aux personnes ayant subi des traumatismes physiques<sup>264</sup>, notamment dans les zones proches de la ligne de front ou touchées par le conflit. Cette dynamique a également été rapportée à Gaza<sup>265</sup>, où les services de santé, débordés et exposés à des attaques, accordent la priorité aux blessures liées aux EWIPA au détriment d'autres pathologies. Comme l'a souligné une femme handicapée à Gaza : « De nombreuses femmes handicapées se voient refuser des soins, sauf lorsqu'il s'agit de blessures directement causées par des explosions. Celles atteintes de maladies chroniques ou de handicaps préexistants se voient signifier que les ressources doivent être prioritairement allouées à d'autres personnes. C'est comme si nos vies avaient moins d'importance. »

*« Les services sont souvent inaccessibles ou peu accueillants pour les personnes âgées : les horaires ne sont pas adaptés, les médicaments font défaut et les professionnels de santé ont tendance à considérer que les personnes âgées et les personnes handicapées ne méritent pas qu'on leur consacre du temps. » (Entretien avec un IC, ONGI, niveau international<sup>266</sup>)*

Le contexte détermine fortement quels groupes subissent la discrimination, en fonction de facteurs socio-économiques et culturels, tels que la perception médicale du handicap en Ukraine. Il est renforcé par les normes de genre, comme les restrictions de déplacement imposées aux femmes et aux filles<sup>267</sup>. À Gaza<sup>268</sup> et au Yémen<sup>269</sup>, l'accès aux services pour les femmes, y compris les veuves, peut être limité ou contrôlé<sup>270</sup> par la famille, les proches ou les prestataires de services.

*« Les femmes handicapées rencontrent divers obstacles, notamment en période de conflit. Elles ne sont pas considérées comme égales aux hommes. » (Entretien avec un IC, ONGI, Yémen<sup>271</sup>)*

La peur de la discrimination et de la stigmatisation peut dissuader certains civils de recourir aux services, en particulier aux soins de santé. Les normes de genre influencent notamment les comportements en matière de santé. Malgré les effets distincts, aigus et cumulatifs de l'utilisation d'EWIPA sur la santé psychologique des civils, les hommes et les adolescents sont moins enclins à solliciter les services de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS), principalement en raison des attentes sociales<sup>272</sup> et de l'auto-stigmatisation<sup>273</sup>. À Gaza, en Ukraine et au Yémen, la santé mentale reste fortement stigmatisée, et la virilité est souvent associée à la capacité de subvenir aux besoins de sa famille et d'assurer la sécurité de ses proches. La crainte de la

<sup>262</sup> Inclusion Europe, [People with intellectual disabilities and their families in Ukraine](#), février 2025.

<sup>263</sup> Entretien avec un IC (ONGI, niveau international, juin 2025).

<sup>264</sup> Entretiens avec des IC (ODF, ONGI, Ukraine, juin 2025).

<sup>265</sup> Entretiens avec des IC (ONGI, niveau international et OPH, Gaza, juin 2025).

<sup>266</sup> Juillet 2025.

<sup>267</sup> ACAPS, Groupe de la protection – Yémen et Domaines de responsabilité de la lutte antiminimes, de la protection de l'enfance et de la violence basée sur le genre, *supra*, 145.

<sup>268</sup> Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 159.

<sup>269</sup> ACAPS, [Yemen: Access to and awareness of integrated gender-based violence and reproductive health services for women and girls](#), septembre 2025.

<sup>270</sup> Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 159 ; UNFPA, Domaine de responsabilité de la violence basée sur le genre et Voices from Ukraine, *supra*, 50.

<sup>271</sup> Juillet 2025.

<sup>272</sup> ACAPS, Palestine: Impact of the conflict on mental health and psychosocial support needs in Gaza, septembre 2024 ; Plan International, CARE et FONPC, Invisible Wounds – Navigating Mental Health Challenges and Support for Ukrainian Adolescent Boys and Young Men, mars 2025 ; CARE et Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – Ukraine, Rapid Gender Analysis – Ukraine, août 2024.

<sup>273</sup> Plan International, CARE et FONPC, *supra*, 272.

discrimination et du jugement social décourage encore davantage les personnes handicapées de demander de l'aide<sup>274</sup>.

Les survivantes et survivants de VBG, en particulier les femmes et les filles, peuvent hésiter à utiliser les services spécialisés. C'est le cas en Ukraine<sup>275</sup>, au Yémen<sup>276</sup> et à Gaza<sup>277</sup>, où les normes sociales strictes et la stigmatisation omniprésente — qui touchent particulièrement les femmes handicapées et celles issues de minorités ethniques — ainsi que les attitudes blâmant les victimes, combinées à d'autres identités intersectionnelles (handicap, âge, par exemple être une femme âgée ou une adolescente handicapée) et à des facteurs de vulnérabilité (déplacement, célibat), découragent souvent les survivantes et survivants de chercher soutien et soins.

*« Même lorsque des services sont disponibles, cela ne garantit pas que les personnes iront consulter des experts. La stigmatisation demeure un obstacle majeur. » (Entretien avec un IC, ONGI, Ukraine<sup>278</sup>)*

Les conflits en Ukraine et au Yémen ont aggravé les inégalités existantes et mis en lumière la discrimination structurelle, notamment en matière d'accès à l'aide humanitaire<sup>279</sup>, affectant particulièrement les communautés marginalisées, comme les communautés roms et muhamasheen, ainsi que les personnes ayant une identité de genre ou une orientation sexuelle diverse en Ukraine<sup>280</sup>. Ce phénomène a été accentué par le fait que les prestataires de services ont donné la priorité à certains groupes, en raison de la rareté des ressources, des perturbations généralisées et du lourd fardeau que représentent les blessures et les besoins de réadaptation directement liés aux EWIPA.

Il est intéressant de noter une évolution des dynamiques autour des obstacles comportementaux. En Ukraine, le nombre élevé de soldats ayant développé un handicap pendant la guerre modifie progressivement les attitudes envers le handicap physique<sup>281</sup>. À Gaza, les personnes ayant récemment développé un handicap lié à la guerre semblent éviter de s'enregistrer pour recevoir de l'aide, par crainte d'être considérées comme des combattants et ainsi devenir des cibles<sup>282</sup>. Cela renforce la stigmatisation, tout en limitant l'accès à des services essentiels tels que la réadaptation<sup>283</sup>.

## 2. Obstacles environnementaux

De multiples obstacles environnementaux convergents limitent de manière disproportionnée l'accès de certains groupes aux services et à l'aide. Comme pour les profils de risques liés à la mobilité, des facteurs tels que l'âge, le handicap et le genre se combinent pour créer des obstacles inégaux pour certains groupes de civils. En particulier, l'aide humanitaire reste largement inaccessible aux personnes âgées et aux personnes handicapées, les dynamiques de genre aggravant les obstacles pour les femmes et les filles. En effet, les modalités de conception et de mise en œuvre des services

<sup>274</sup> *Ibid.* Fight for Rights et Ukrainian Helsinki Human Rights Union, [Joint NGO report – "Situation on the Rights of Persons with Disabilities in Ukraine" – Additional information and List of issues to be considered by the United Nations Committee on the Rights of Persons with Disabilities](#), juillet 2024.

<sup>275</sup> UNFPA, Domaine de responsabilité de la violence basée sur le genre et Voices from Ukraine, *supra*, 50.

<sup>276</sup> ACAPS, *supra*, 157.

<sup>277</sup> Groupe mondial de la rotection – Domaine de responsabilité de la violence basée sur le genre, [Gender-Based Violence \(GBV\) Snapshot: Gaza](#), avril 2025.

<sup>278</sup> Juin 2025.

<sup>279</sup> Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – Ukraine et ONU Femmes, [Closing the Gender Gap in Humanitarian Action in Ukraine](#), janvier 2024.

<sup>280</sup> ILGA-Europe, [Annual review of the human rights situation of lesbian, gay, bisexual, trans, and intersex people covering the period of January to December 2024](#), 2025.

<sup>281</sup> Entretien avec un IC (ONG, Ukraine, juin 2025).

<sup>282</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>283</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40 ; Nations Unies – Palestine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53.

et de l'aide humanitaire tiennent rarement compte des besoins des civils vulnérables ou ayant des identités intersectionnelles, voire les ignorent complètement<sup>284</sup>.

Bien que les données soient rarement ventilées par type de handicap ou de pathologie, les rapports soulignent systématiquement les lacunes des services destinés aux handicaps « invisibles » et aux limitations physiques<sup>285</sup>. Les types d'interventions proposés négligent également souvent les besoins spécifiques liés au handicap. Par exemple, à Gaza et au Yémen, les programmes d'assistance en espèces prennent rarement en compte les coûts supplémentaires associés au handicap. Une évaluation menée en 2020 par HI auprès d'ONGI a révélé que 85 % d'entre elles n'avaient mis en place aucune activité, aucun projet ni aucune politique pour répondre aux besoins des personnes handicapées et d'autres groupes particulièrement vulnérables<sup>286</sup>.

Dans la pratique, des choix de conception et de mise en œuvre non inclusifs transforment les dommages physiques et l'insécurité en facteurs d'exclusion : le lieu, le moment et la manière dont l'aide est fournie déterminent qui peut y accéder physiquement.

#### Ciblage et absence de hiérarchisation des priorités :

Les mécanismes de ciblage ne donnent que rarement la priorité aux vulnérabilités intersectionnelles, voire les ignorent complètement, et négligent souvent les besoins des personnes handicapées<sup>287</sup>. Les personnes âgées et les personnes handicapées, y compris les enfants, ont signalé qu'elles n'étaient pas prioritaires dans la distribution de l'aide<sup>288</sup>. Les initiatives axées sur les moyens de subsistance et la génération de revenus sont essentielles, y compris pour les personnes ayant récemment développé un handicap, mais elles sont rarement disponibles ; lorsqu'elles le sont, elles excluent souvent les personnes handicapées, les femmes et les filles handicapées étant particulièrement concernées<sup>289</sup>. Les organisations dirigées par des femmes et les organisations de personnes handicapées restent souvent les principaux acteurs comblant ces lacunes<sup>290</sup>.

#### **Bonne pratique : intégrer l'intersectionnalité dans les interventions en temps réel – Gaza**

Le Groupe de la protection à Gaza a mis en place un système de suivi et de référencement multi-niveaux, permettant de recenser et de cartographier les vulnérabilités en fonction de la localisation et de l'identité, y compris les zones où se trouvent en majorité des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées. Ce système est directement relié à un système de référencement en temps réel et à un « entrepôt de protection », ce qui facilite la distribution rapide de trousse d'hygiène féminine, de tentes et de colis alimentaires aux personnes les plus vulnérables.

Lors de la distribution de l'aide, le Groupe sectoriel a mobilisé 500 intervenants formés à la protection, afin de garantir le respect des mesures de protection de base : files d'attente séparées pour les femmes, priorité aux personnes handicapées et tolérance zéro pour l'exploitation ou la photographie non autorisée. Les conclusions ont été utilisées pour plaider en faveur de l'amélioration des pratiques dans l'ensemble des groupes sectoriels.

<sup>284</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, Gaza, juillet 2025).

<sup>285</sup> Entretien avec un IC (ODF, Gaza, juin 2025).

<sup>286</sup> HI, *supra*, 222 ; Amnesty International, *supra*, 62.

<sup>287</sup> HI, *supra*, 222 ; Nations Unies – Palestine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53 ; entretiens avec des IC (OPH, Yémen et Gaza, juillet 2025).

<sup>288</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>289</sup> Entretiens avec des IC (OPH, Gaza et Yémen, juillet 2025).

<sup>290</sup> Entretiens avec des IC (OPH, Gaza et ODF, Yémen, juillet 2025).

## Accessibilité physique :

Les obstacles physiques ne découlent pas uniquement d'infrastructures endommagées, de décombres non déblayés, de transports perturbés ou inaccessibles, ou encore de la situation géographique (par exemple, dans les zones rurales). Ils sont aussi liés aux modalités de conception et de mise en œuvre de l'aide humanitaire, qui peuvent les générer ou les renforcer. À Gaza, en Ukraine et au Yémen, bien qu'à des degrés divers, l'absence d'infrastructures inclusives<sup>291</sup> (rampes d'accès, ascenseurs, spécialistes formés, documents en braille et interprétation en langue des signes) ainsi que le manque de sites de distribution accessibles et de modalités diversifiées de distribution (comme l'absence de livraison à domicile) rendent les services et l'aide essentiels largement inaccessibles aux personnes âgées et aux personnes présentant des déficiences physiques ou visuelles. L'augmentation du nombre de traumatismes physiques et de nouveaux handicaps, la perte des aides techniques, des aidants et des réseaux de soutien, ainsi que l'aggravation des conditions préexistantes, constituent autant de facteurs majeurs d'exclusion.

*« Il n'y a pas de fauteuils roulants. Et même s'il y en avait, les rues ne sont pas praticables. »  
(Entretien avec un IC, ODF, Gaza<sup>292</sup>)*

À Gaza, les systèmes de distribution de l'aide reposant sur des points de collecte centralisés désavantagent les personnes à mobilité réduite. Les personnes âgées doivent marcher ou attendre pendant des heures<sup>293</sup>, pour découvrir à leur arrivée que les stocks sont épuisés. La Fondation humanitaire de Gaza (GHF), désormais chargée de la distribution centralisée, exclut explicitement les personnes à mobilité réduite et celles atteintes d'une déficience physique ou visuelle<sup>294</sup>. Le manque de services adaptés à proximité du lieu de vie a également été signalé par 73,2 % des personnes handicapées interrogées dans le cadre d'une enquête menée en 2025<sup>295</sup>. Au Yémen, une enquête réalisée en 2022 a montré que 81 % des personnes handicapées interrogées n'avaient pas accès aux services, les obstacles liés aux infrastructures et à la mobilité étant les principales causes d'exclusion<sup>296</sup>. Des difficultés similaires ont été observées en Ukraine, notamment l'éloignement des sites de distribution par rapport aux communautés, en particulier dans les zones rurales et proches de la ligne de front, ainsi que l'obligation de faire la queue pendant de longues heures, une situation qui touche de manière disproportionnée les personnes handicapées et les personnes âgées<sup>297</sup>.

Les familles avec des enfants handicapés sont également confrontées à d'importantes difficultés d'accès, bien que les données disponibles sur ce sujet restent limitées. Une étude récente a toutefois montré que dix mois après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, la proportion de ménages ayant des enfants handicapés ayant accès aux services est passée de 80 % à 47 %<sup>298</sup>.

*« Les femmes handicapées ne peuvent pas faire la queue en toute sécurité et sont souvent exclues de l'aide essentielle. » (Entretien avec un IC, OPH, Gaza<sup>299</sup>)*

<sup>291</sup> Amnesty International, *supra*, 118 ; Terre des Hommes, Needs Assessment 2025 in Five Oblasts of Ukraine of Terre des Hommes Ukraine Delegation – Key findings, 2025 (non publié) ; Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – TPO et ONU Femmes – Palestine, *supra*, 196 ; Women's Affairs Center – Gaza, [Research Paper – "Women Left Behind: Reality of Women and Girls with Disabilities During War on Gaza Strip"](#), 2024.

<sup>292</sup> Juin 2025.

<sup>293</sup> UNRWA, *supra*, 80 ; entretiens avec des IC (Nations Unies et OPH, Gaza, juillet 2025).

<sup>294</sup> BHCDH, [UN experts call for immediate dismantling of Gaza Humanitarian Foundation](#), août 2025.

<sup>295</sup> Atfaluna Society for Deaf Children, [Reflection of Gaza War on Person With and Without Disabilities, Gaza Situation Report](#), mars 2025.

<sup>296</sup> HI, *supra*, 86.

<sup>297</sup> International Disability Alliance, *supra*, 90.

<sup>298</sup> War Child, *supra*, 78.

<sup>299</sup> Juin 2025.

## Manque de disponibilité des services :

De manière générale, dans les trois contextes étudiés, l'accès à des interventions spécialisées et ciblées, telles que la réadaptation, demeure limité, inégal et parfois inexistant. À Gaza<sup>300</sup>, les besoins en soins traumatologiques, en aides techniques et en services de réadaptation pour les blessures liées aux EWIPA (y compris les lésions sensorielles<sup>301</sup>) sont particulièrement aigus<sup>302</sup>, car de nombreux centres spécialisés et OPH ont été détruits ou gravement endommagés. Les services de réadaptation spécialisés, notamment ceux destinés aux enfants, ont été touchés de la même manière<sup>303</sup>. En Ukraine, les services de réadaptation sont disponibles de façon inégale et davantage accessibles aux soldats qu'aux civils<sup>304</sup>. Au Yémen, où les soins de santé de base sont déjà insuffisants, notamment dans les zones rurales, les établissements de réadaptation sont majoritairement concentrés dans les villes et demeurent inaccessibles pour une grande partie des personnes handicapées<sup>305</sup>, en particulier celles vivant dans les régions touchées par le conflit. Comme mentionné dans la première partie du rapport, les effets indirects de l'utilisation d'armes explosives ont des répercussions importantes sur l'accès aux services essentiels, bien au-delà des interventions dédiées aux blessures directement liées aux EWIPA. Cela concerne notamment les services de santé maternelle, sexuelle et reproductive, la prévention et la lutte contre les VBG<sup>306</sup>, ainsi que les soins spécialisés, tels que la santé mentale et le soutien psychosocial<sup>307</sup>.

*« Les espaces protégés pour les femmes sont constamment pris pour cible et détruits. Bon nombre des centres que nous soutenons par l'intermédiaire de nos partenaires ont été touchés ou endommagés, certains directement visés, d'autres atteints par des frappes à proximité. Seuls quelques-uns restent opérationnels, et même ceux-ci nécessitent d'importants travaux de remise en état pour pouvoir continuer à fournir des services. »  
(Entretien avec un IC, Nations Unies, Gaza<sup>308</sup>)*

Les contraintes financières constituent systématiquement un obstacle majeur à l'accès aux services dans les trois contextes étudiés. Les mêmes facteurs économiques sous-jacents, combinés à des identités intersectionnelles (en particulier le handicap, le genre et l'âge), se traduisent par des freins à la mobilité et limitent la capacité de certains groupes de civils à accéder aux services. Les femmes âgées<sup>309</sup>, ainsi que les femmes et les filles handicapées<sup>310</sup>, font face à des obstacles financiers plus importants que les hommes. Elles ont par exemple un accès réduit aux services de réadaptation et aux aides techniques, leurs difficultés économiques limitant leur possibilité d'en bénéficier<sup>311</sup>.

Les ménages dirigés par des femmes rencontrent eux aussi des obstacles financiers supplémentaires pour accéder aux services essentiels, notamment à ceux de prévention et de lutte contre les VBG. Au Yémen et à Gaza<sup>312</sup>, les obstacles structurels et liés au genre, qui freinent la génération de revenus et l'accès à l'aide humanitaire, affectent de manière disproportionnée les femmes cheffes de famille, en particulier les veuves, les adolescentes et les femmes handicapées.

<sup>300</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>301</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40 ; entretien avec un IC (survivant, Ukraine, juillet 2025).

<sup>302</sup> Groupe sectoriel pour la santé, OMS et HI, [Rehabilitation SitRep Q2 2025](#), juin 2025.

<sup>303</sup> OCHA – TPO, [Humanitarian Situation Update #297 – Gaza Strip](#), juin 2025 ; entretiens avec des IC (OPH, Gaza, juin 2025).

<sup>304</sup> Lawry, L. L., Korona-Bailey, J., Hamm, T. E. *et al.*, [A qualitative assessment of war-related rehabilitation needs and gaps in Ukraine](#), mai 2025 ; entretien avec un IC (survivant, Ukraine, juillet 2025).

<sup>305</sup> ACAPS, [Yemen: Social impact monitoring project report: April–June 2023](#), août 2023.

<sup>306</sup> ACAPS, [Yemen: Access to reproductive health for women and girls](#), janvier 2025 ; Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – TPO et ONU Femmes – Palestine, *supra*, 196.

<sup>307</sup> Terre des Hommes, *supra*, 291 ; ACAPS, *supra*, 83 ; Amnesty International, *supra*, 62.

<sup>308</sup> Juillet 2025.

<sup>309</sup> HI, *supra*, 129.

<sup>310</sup> HI, Report: Disability Inclusion Barriers and Facilitators Analysis – Access to healthcare services for persons with disabilities in Yemen (Sanaa), 2024 ; HI, Report: Disability Inclusion Barriers and Facilitators Analysis – Access to healthcare services for persons with disabilities in Yemen (Aden), 2024.

<sup>311</sup> ReLAB-HS, [Rehabilitation through a gender lens](#), 2021 ; ACAPS, *supra*, 83.

<sup>312</sup> ACAPS, [Yemen: Access to and awareness of integrated gender-based violence and reproductive health services for women and girls](#), septembre 2025 ; Stars of Hope, [The Social and Economic Costs of War-Induced Disability in Gaza](#), août 2024.

De même, en Ukraine, les femmes âgées et les ménages dirigés par des femmes comprenant une personne handicapée, notamment dans les zones rurales et touchées par le conflit, sont confrontés à des difficultés financières accrues et à un accès restreint aux services<sup>313</sup>.

L'origine ethnique peut également influencer la capacité financière des femmes à accéder aux services. Les femmes muhamasheen au Yémen<sup>314</sup> et les femmes roms en Ukraine<sup>315</sup> comptent parmi les populations les plus pauvres, rencontrant de graves difficultés d'accès aux services essentiels. La pauvreté des femmes a également des répercussions sur les enfants, qui se voient souvent privés de services de base, en particulier lorsqu'ils présentent des handicaps nouveaux ou préexistants<sup>316</sup>.

« Les communautés muhamasheen ne connaissent pas les services. Elles ne disposent ni de documents officiels, ni d'une sensibilisation suffisante, ni d'un accès aux médias ou aux aides techniques. » (Entretien avec un IC, ODFH, Yémen<sup>317</sup>)

### Impact des déplacements sur l'accès aux services

Le recours aux EWIPA a un effet majeur sur l'accès des civils à l'aide, car il perturbe à la fois l'offre et la demande de services. Il éloigne les familles des centres de services établis, perturbe les circuits de référencement et accentue le manque d'informations ; il oblige également à suspendre ou fermer certains services<sup>318</sup>, ce qui affaiblit la capacité des systèmes locaux, y compris dans le domaine des soins de santé. De nombreux prestataires de services et organisations, eux-mêmes affectés par les déplacements<sup>319</sup>, subissent des pertes de personnel et la destruction de leurs actifs, ce qui entrave fortement leurs activités.

Les acteurs humanitaires sont constamment contraints de déplacer leurs services, créant ainsi des « déserts de services » qui se déplacent en fonction des lignes de front<sup>320</sup> et des ordres d'évacuation. Dans des contextes tels que l'Ukraine et le Yémen, les femmes et les enfants (qui constituent la majorité des personnes déplacées internes) subissent particulièrement les conséquences de cette situation. À Gaza, une combinaison de facteurs uniques et aggravants, rarement observés ailleurs, amplifie les effets des déplacements successifs. On peut citer notamment : l'ampleur, la densité et la répétition sans précédent des déplacements, le nombre important de prestataires de services déplacés à plusieurs reprises, la destruction généralisée des locaux des organisations, les conditions de siège qui limitent la reprise rapide des activités, ainsi que l'impact des pénuries de carburant sur les unités mobiles essentielles<sup>321</sup>, tandis que la perturbation des communications entrave la coordination des services.

## 3. Obstacles liés à la communication

Outre les obstacles financiers, les mêmes groupes marginalisés privés d'accès à des informations vitales (telles que les ordres d'évacuation et les alertes précoces) ont également un accès limité aux informations sur l'aide humanitaire et sur les moyens d'y accéder. Ces formes croisées d'exclusion

<sup>313</sup> REACH, [Multi-Sector Needs Assessment 2024: Livelihoods Situation Overview](#), février 2025.

<sup>314</sup> Groupe de la protection – Yémen, [Yemen Protection Brief](#), janvier 2021.

<sup>315</sup> Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, [ODIHR Report on the Human Rights Situation of Internally Displaced Roma People in Ukraine](#), juillet 2024.

<sup>316</sup> Amnesty International, *supra*, 62.

<sup>317</sup> Juillet 2025.

<sup>318</sup> OCHA, [Gaza Humanitarian Response Update \(20 July – 2 August 2025\)](#), août 2025.

<sup>319</sup> Women's Affairs Center – Gaza, [Report on: Challenges and Obstacles Faced by Women's Rights and Women-Led Organizations Through Humanitarian Response During the War on Gaza \(2023-2024\)](#), 2024 ; Fondation Heinrich Böll, Open Space Works Ukraine et Fondation ukrainienne pour le logement, *supra*, 209.

<sup>320</sup> ACAPS, [Ukraine: Quarterly humanitarian access update](#), mai 2025.

<sup>321</sup> OCHA, [Gaza Humanitarian Response Update \(22 June – 5 July 2025\)](#), juillet 2025.

affectent particulièrement les personnes âgées et les personnes handicapées, tandis que le genre, l'origine ethnique, la composition du foyer et le statut de personne déplacée renforcent encore ces obstacles<sup>322</sup>. Les données recueillies en Ukraine et au Yémen indiquent que les personnes handicapées (ainsi que les personnes âgées, en particulier les femmes) sont moins informées que les autres sur les services disponibles<sup>323</sup>. À Gaza, le manque d'accès à l'information est souvent signalé comme un obstacle majeur pour les personnes handicapées<sup>324</sup>, notamment parmi les ménages déplacés dirigés par des femmes<sup>325</sup>. Les femmes cheffes de famille en Ukraine ont également un besoin accru d'informations, notamment sur les procédures à suivre pour s'enregistrer et recevoir une aide<sup>326</sup>.

Des obstacles à la communication surgissent également à cause de systèmes de demande et d'enregistrement complexes ou difficiles d'accès (par exemple pour recevoir une aide, faire reconnaître un handicap<sup>327</sup> ou s'enregistrer en tant que personne déplacée interne<sup>328</sup>). Ces mécanismes sont souvent conçus sans tenir compte du handicap, du genre et de l'âge, et représentent ainsi un obstacle institutionnel majeur pour les civils cherchant à accéder à tout type d'assistance. Ce problème touche de manière disproportionnée les groupes ayant des besoins plus importants, en particulier les femmes et les enfants handicapés, tandis que l'origine ethnique accentue encore l'exclusion. Par exemple, de nombreux dispositifs dépendent de plateformes numériques que les personnes malvoyantes ou atteintes d'autres handicaps peuvent difficilement utiliser, et auxquelles les personnes âgées (notamment les femmes) ont souvent un accès limité. En Ukraine, une enquête de HelpAge International révèle que 58 % des femmes âgées handicapées ne se sont pas inscrites pour recevoir des prestations sociales, contre 22 % des hommes<sup>329</sup>.

*« Les civils sont confrontés à des obstacles bureaucratiques et manquent d'informations sur leurs droits... Certains ignorent le système, d'autres le connaissent mais préfèrent ne pas s'y engager car il est trop complexe. » (Entretien avec un IC, ODF, Ukraine<sup>330</sup>)*

### **Pratique innovante : partenariat avec des prestataires de services non conventionnels en Ukraine**

Les acteurs locaux ont constitué une véritable bouée de sauvetage pour les groupes confrontés à de multiples obstacles dans l'accès à l'aide. S'appuyant souvent sur des bénévoles, ils ont tissé des réseaux solides au sein des communautés et avec les prestataires de services, adoptant des approches flexibles et innovantes pour soutenir les personnes les plus vulnérables.

En Ukraine, les OPH locales ont collaboré avec les bureaux de poste des communautés ciblées, qui entreposaient et livraient des équipements essentiels et des aides techniques aux personnes handicapées (principalement des femmes), tout en recueillant des informations sur les groupes les plus difficiles à atteindre<sup>331</sup>. Les ODF ont fréquemment utilisé des réseaux informels pour se procurer des articles de santé lorsque les chaînes d'approvisionnement officielles étaient interrompues. Dans les zones dépourvues d'établissements de santé fonctionnels, elles ont travaillé

<sup>322</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40 ; Amnesty International, *supra*, 62 ; ACAPS, Groupe de la protection – Yémen et Domaines de responsabilité de la lutte antimines, de la protection de l'enfance et de la violence basée sur le genre, *supra*, 267 ; Forum européen des personnes handicapées, [One year of war: persons with disabilities in Ukraine](#), février 2023 ; Nations Unies – Ukraine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53.

<sup>323</sup> ACAPS, *supra*, 47 ; Groupe de la protection – Yémen, *supra*, 314.

<sup>324</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>325</sup> Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 291.

<sup>326</sup> Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – Ukraine et ONU Femmes, *supra*, 279.

<sup>327</sup> Entretien avec un IC (ONG, Ukraine, juillet 2025) ; International Disability Alliance, *supra*, 90.

<sup>328</sup> Amnesty International, *supra*, 62.

<sup>329</sup> HelpAge International, *supra*, 134.

<sup>330</sup> Juillet 2025.

<sup>331</sup> Forum européen des personnes handicapées, [Disability-inclusive response and recovery – Lessons learned from engagement and leadership of organisations of persons with disabilities in the humanitarian response in Ukraine](#), avril 2025.

avec des prestataires locaux pour mettre en place des cliniques de fortune répondant aux besoins médicaux urgents.

## 4. Obstacles institutionnels

L'absence de documents officiels renforce les difficultés d'accès. Le manque de systèmes d'enregistrement et de procédures de demande inclusifs limite fortement la capacité des civils à recevoir une aide. Les facteurs liés au genre et au handicap se conjuguent souvent pour accentuer ces obstacles, les enfants étant particulièrement touchés lorsque leur mère ne possède pas de documents d'identité.

Or, les déplacements répétés et la destruction des habitations entraînent fréquemment la perte de ces documents. L'absence de documents civils ou légaux affecte de manière disproportionnée les groupes marginalisés en raison de leur origine ethnique (par exemple, les Roms en Ukraine et les Muhamasheen au Yémen<sup>332</sup>), ainsi que les femmes, les filles et les enfants dans les trois contextes étudiés, qui sont plus susceptibles de ne pas posséder de pièces d'identité officielles ou de documents attestant de leur handicap, en raison de normes culturelles et de genre.

Au Yémen, la majorité des Muhamasheen ne disposent d'aucune forme d'identité légale ni de preuve de leur nationalité yéménite<sup>333</sup>. En Ukraine, un grand nombre de Roms restent sans papiers<sup>334</sup>. Cela inclut l'absence d'actes de naissance pour les enfants à Gaza et au Yémen<sup>335</sup>, ainsi que pour les enfants roms en Ukraine<sup>336</sup>. À Gaza, les femmes divorcées et les veuves déclarent rencontrer des difficultés pour recevoir une aide lorsqu'elles ne possèdent pas de pièce d'identité ou de document légal confirmant leur statut<sup>337</sup>. En Ukraine, les femmes âgées et les femmes roms handicapées sont moins susceptibles d'avoir obtenu la reconnaissance officielle de leur handicap<sup>338</sup>.

### Remarques finales

**À Gaza, en Ukraine et au Yémen, l'accès aux services et à l'aide humanitaire demeure entravé par des obstacles environnementaux, de communication, comportementaux et institutionnels qui se renforcent mutuellement. Des choix de conception et de mise en œuvre non inclusifs, des barrières physiques, un manque d'accès à l'information, des difficultés économiques, ainsi que la destruction ou l'absence de documents d'identité, engendrent de nouveaux obstacles et aggravent les difficultés existantes et systémiques auxquelles sont confrontés les civils ayant des identités intersectionnelles. Les personnes âgées, les personnes handicapées — y compris celles récemment blessées — et les communautés marginalisées, telles que les Roms en Ukraine et les Muhamasheen au Yémen, font face aux obstacles les plus importants ; parmi elles, les femmes et les filles sont particulièrement touchées.**

<sup>332</sup> Norwegian Refugee Council, [Access to legal identity and civil documentation among the Muhamasheen in Yemen](#), mars 2024 ; Groupe de la protection – Yémen, *supra*, 314 ; entretien avec un IC (ODFH, Yémen, juillet 2025).

<sup>333</sup> *Ibid.*

<sup>334</sup> Migration Policy Institute, [Long Marginalized, Roma Displaced from Ukraine Have Faced Further Exclusion](#), mars 2025.

<sup>335</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40 ; Groupe de la protection – Yémen, *supra*, 332.

<sup>336</sup> Fondation Chiricli pour les femmes roms, [Written Comments of the European Roma Rights Centre and the International Charitable Organization Roma Women Fund "Chiricli" Concerning Ukraine For Consideration by the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women](#), 2016.

<sup>337</sup> Women's Affairs Center – Gaza, [Research Paper Titled: Reality of Widows During the War on Gaza Strip \(2023-2024\)](#), 2024 ; Women's Affairs Center – Gaza, [Research Paper on: The Impact of the 2023/2024 War on the Gaza Strip on Divorced and Abandoned Women](#), 2024 ; Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>338</sup> Migration Policy Institute, *supra*, 334 ; Minority Rights Group et Fondation Chiricli pour les femmes roms, [Monitoring discrimination against Roma with disabilities during the conflict in Ukraine](#), 2025.



Session de santé mentale et soutien psychosocial dans un centre de personnes déplacées internes à Mykolaiv, Ukraine. © Sylvie Roche / HI

# Section 3: Lacunes de l'action humanitaire intersectionnelle et inclusive dans les contextes EWIPA.

Le secteur humanitaire accorde une importance croissante à l'adoption d'une approche intersectionnelle dans la programmation. Des engagements structurants — tels que les Directives du Comité permanent interorganisations (CPI) sur l'intégration des personnes handicapées dans l'action humanitaire<sup>339</sup>, la Charte du Sommet humanitaire mondial<sup>340</sup> sur l'inclusion des personnes handicapées<sup>341</sup>, ainsi que divers documents d'orientation — ont contribué à renforcer la visibilité de ces enjeux et à établir des engagements clairs<sup>342</sup>.

Un grand nombre d'organisations et de réseaux ont également investi dans de nouvelles politiques, de nouveaux cadres et de nouvelles orientations, notamment les lignes directrices de l'UNICEF sur l'inclusion des enfants handicapés<sup>343</sup>, la politique Handicap, Genre et Âge de HI<sup>344</sup>, ou encore le Guide des genres du CPI<sup>345</sup>. Un Groupe de référence pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire<sup>346</sup> a été créé en 2020, et un nombre croissant de groupes de travail et d'équipes spéciales a depuis été intégré aux mécanismes de coordination nationaux.

Si des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de ces principes sur le terrain, ceux-ci demeurent lents et inégaux. Des lacunes systémiques continuent de compromettre les efforts visant à concevoir et fournir une aide véritablement inclusive aux personnes les plus exposées et les plus vulnérables aux risques et aux conséquences des EWIPA.

## 1. Le manque de données empêche une compréhension complète des préjudices liés aux EWIPA

### 1.1. La fragmentation des données relatives aux préjudices civils causés par les EWIPA empêche de mesurer pleinement leurs effets multiples sur la vie des populations

Plusieurs lacunes dans la collecte de données spécifiques aux EWIPA empêchent d'identifier quels groupes sont les plus touchés et pour quelles raisons, ce qui limite la conception d'interventions adaptées et ciblées.

<sup>339</sup> Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire, [Directives: Intégration des personnes handicapées dans l'action humanitaire](#), juillet 2019.

<sup>340</sup> Site officiel de la [Charte sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire](#)

<sup>341</sup> HI, [One year ago, a ground-breaking Charter launched at the World Humanitarian Summit](#), mai 2017.

<sup>342</sup> Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, Towards more inclusive, effective and impartial humanitarian action, mai 2022 ; Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, [Inclusion and exclusion in humanitarian action: findings from a three-year study](#), juillet 2022.

<sup>343</sup> UNICEF, [Orientation: Inclure les enfants handicapés dans l'action humanitaire](#), juin 2017.

<sup>344</sup> HI, [La politique Handicap, Genre et Âge d'Humanité & Inclusion](#), 2018.

<sup>345</sup> Comité permanent interorganisations, [Le guide des genres pour les actions humanitaires](#), 2018.

<sup>346</sup> Groupe de référence pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire, [Reference Group on Inclusion of Persons with Disabilities in Humanitarian Action](#).

Il existe un déficit de données systématiques, complètes et harmonisées concernant les préjudices subis par les civils dans ces contextes. Les données sur les victimes directes des EWIPA sont souvent parcellaires et manquent de cohérence, et la sous-déclaration est largement reconnue. Certains groupes (tels que les enfants) sont fréquemment regroupés dans une seule cohorte<sup>347</sup>, tandis que les décès de femmes sont plus susceptibles d'être sous-déclarés en raison de barrières culturelles<sup>348</sup>, de l'effondrement des services de santé, des conditions de siège ou encore de la perturbation des communications. Les personnes handicapées et les personnes âgées ne sont souvent pas recensées du tout.

Comme l'ont souligné plusieurs informateurs clés, lorsque des données désagrégées sont disponibles, elles le sont le plus souvent par genre et par âge (séparant adultes et enfants), mais rarement par handicap, tranche d'âge ou identité de genre. Le recensement du BHCDH en Ukraine constitue une exception notable, proposant une ventilation relativement complète des victimes directes et des décès liés aux EWIPA par genre et par âge — lorsque ces données sont disponibles. Le BHCDH a également franchi une étape importante en rendant compte des décès de civils de plus de 60 ans. S'il s'agit d'une ventilation utile pour mettre en évidence la vulnérabilité spécifique des personnes âgées, il n'existe toutefois pas de ventilation par handicap ni de répartition claire et cohérente par tranche d'âge.

*« Nous recueillons des données pour documenter les préjudices subis par les civils et appuyer l'élaboration de politiques plus efficaces, tout en restant pleinement conscients des limites liées à leur collecte et à leur portée. » (Entretien avec un IC, ONGI, niveau international<sup>349</sup>)*

Les systèmes actuels de suivi ne tiennent pas compte des profils de risques spécifiques à chaque contexte, et les tendances en matière de préjudices ne sont pas enregistrées de manière systématique. Cela compromet davantage la mise en place d'interventions adaptées aux différents groupes de civils. Comme l'a souligné un informateur clé : « Nous nous sommes abstenus de tenter d'identifier les tendances en matière de préjudices touchant spécifiquement les femmes et les enfants... La manière dont ces informations sont relayées dans les médias reste largement insuffisante. »

L'absence de suivi des effets indirects, en particulier pour les personnes ayant des identités intersectionnelles, constitue une lacune majeure, car la plupart des systèmes privilégient des méthodologies quantitatives et ne rapportent que le nombre de morts ou de blessés<sup>350</sup>. En conséquence, des impacts cruciaux — tels que la surmortalité liée aux attaques contre les établissements de santé, l'apparition de nouveaux handicaps non directement causés par les explosions d'EWIPA, ou encore l'augmentation des maladies chroniques — ne sont souvent pas enregistrés<sup>351</sup>, alors même qu'ils touchent de manière disproportionnée des groupes largement invisibilisés dans les données sur les victimes d'EWIPA, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées.

*« On se focalise sur l'explosion elle-même, mais les impacts secondaires et tertiaires, qui façonnent réellement la vie des personnes, sont presque ignorés<sup>352</sup>. » (Entretien avec un IC, ONGI)*

<sup>347</sup> Comité international de la Croix-Rouge, [Childhood in Rubble: The Humanitarian Consequences of Urban Warfare for Children](#), mai 2023 ; Save the Children, [Gender, Age and Conflict: Addressing the different needs of children](#), 2020.

<sup>348</sup> Action on Armed Violence, [Health, gender and explosive violence: access to treatment after incidents of explosive violence](#), février 2020.

<sup>349</sup> Juillet 2025.

<sup>350</sup> Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, [Understanding Civilian Harm from the Indirect or Reverberating Effects of the Use of Explosive Weapons in Populated Areas: Strengthening Data Collection to Implement the Political Declaration – Workshop Report](#), 2024.

<sup>351</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, Gaza, juillet 2025) ; ONU Femmes, *supra*, 346.

<sup>352</sup> Juillet 2025.

Plusieurs facteurs opérationnels contribuent au déficit persistant de données désagrégées et intersectionnelles dans les contextes EWIPA. Parmi eux : les risques sécuritaires<sup>353</sup>, les difficultés d'accès et les déplacements multiples et continus des populations<sup>354</sup>.

À cela s'ajoutent des défis systémiques, tels que la fragmentation des ensembles de données, la réticence de certaines ONGI et de certains États à partager l'information<sup>355</sup>, ou encore le manque de coordination, d'outils et de normes communes<sup>356</sup>. Il n'existe pas, par exemple, de compréhension partagée de termes clés tels que « armes explosives » ou « zones peuplées ». L'absence d'une approche standardisée pour la collecte de données contraste avec la Norme internationale de la lutte antimines (NILAM) 05.10<sup>357</sup>, qui offre un cadre cohérent pour la gestion de l'information et le reporting dans d'autres domaines de la lutte antimines.

*« Nous n'avons pas de code commun, ce qui nous amène à définir et à collecter les informations chacun à notre manière. De plus, nous ne disposons pas de notes méthodologiques standardisées. » (Entretien avec un IC, ONGI, niveau international<sup>358</sup>)*

Le manque de participation et de leadership des organisations locales et des communautés affectées renforce une approche descendante, produisant des ensembles de données qui ne reflètent pas la diversité réelle des civils<sup>359</sup>.

Les limites et incohérences dans la collecte de données sont largement reconnues<sup>360</sup> et ont conduit à plusieurs initiatives visant à mieux suivre le nombre de victimes civiles et les effets dominos de l'utilisation d'armes explosives. Parmi celles-ci figure un atelier organisé par l'UNIDIR<sup>361</sup>, qui a rassemblé des États ayant approuvé la Déclaration politique sur les EWIPA, des organismes des Nations Unies et des ONG, afin d'améliorer la documentation des effets dominos des EWIPA et de promouvoir des méthodologies communes et l'interopérabilité des données. L'UNIDIR a également publié un document de travail proposant des indicateurs pratiques et des recommandations pour soutenir des politiques et réponses opérationnelles fondées sur des preuves. Cependant, la mise en œuvre des mesures clés identifiées progresse lentement<sup>362</sup>.

*« Ce dont nous avons réellement besoin, c'est qu'une ou deux organisations prennent l'initiative de réunir ce groupe de manière régulière... Après l'atelier organisé par l'UNIDIR et Explosive Weapons Monitor, les participants avaient reconnu l'importance d'une collaboration continue, mais celle-ci ne s'est jamais concrétisée. »*

## **1.2. Les données humanitaires et la planification négligent les identités intersectionnelles et les impacts uniques des EWIPA sur les populations civiles**

Les données collectées pour la planification humanitaire jouent un rôle essentiel dans l'identification des besoins découlant de l'exposition des civils aux armes explosives et dans la compréhension de leurs impacts sur des secteurs clés tels que la santé, le logement, la protection, l'éducation, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Cependant, des lacunes persistantes dans les données et l'absence de réflexion critique sur leur utilisation laissent l'action humanitaire largement

<sup>353</sup> Entretien avec un IC (ONGI, niveau international, juillet 2025) ; HI, *supra*, 7.

<sup>354</sup> Entretien avec un IC (ONGI, niveau international, juin 2025).

<sup>355</sup> *Ibid.*

<sup>356</sup> *Ibid.*

<sup>357</sup> Service de la lutte antimines, [NILAM 05.10: Gestion de l'information pour l'action contre les mines](#), mars 2023.

<sup>358</sup> Juillet 2025. Cela a également été signalé par une autre ONGI.

<sup>359</sup> Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, *supra*, 350. Cela a également été reconnu par les participants à l'atelier.

<sup>360</sup> Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, *supra*, 350 ; entretiens avec des IC (ONGI et Nations Unies, juin-juillet 2025).

<sup>361</sup> Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, *supra*, 350.

<sup>362</sup> Entretien avec un IC (ONGI, niveau international, juillet 2025).

ignorante des dynamiques intersectionnelles, car les méthodologies existantes ne permettent pas d'identifier clairement les personnes les plus exposées et les plus touchées.

*Les outils utilisés contribuent à une collecte de données non inclusive et homogène :* Les outils d'analyse et d'évaluation se concentrent souvent sur des identités uniques et des groupes homogènes (par exemple, les femmes, les hommes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes déplacées internes/réfugiées), sans tenir compte de la manière dont les identités croisées façonnent des besoins, des capacités et des expériences distincts dans les contextes EWIPA. Le regroupement courant de groupes spécifiques sous l'appellation « (les plus) vulnérables » est fréquent dans les Plans de réponse aux besoins humanitaires (HNRP), souvent sans définition claire ni critères explicites de sélection, et sans réelle prise en compte des identités multiples et imbriquées ou des facteurs de vulnérabilité qui peuvent accroître l'exposition de certains civils aux préjudices liés aux EWIPA ainsi qu'aux répercussions directes et indirectes de ces armes.

*Le recours à une approche binaire de la collecte de données occulte encore davantage les réalités vécues par les civils et entrave la planification et la mise en œuvre d'une réponse véritablement inclusive et impartiale.* Par exemple, le handicap est souvent enregistré sous la forme d'une catégorie oui/non, sans aucune indication sur la nature du handicap ni sur son lien éventuel avec l'utilisation d'armes explosives. Cette absence de données désagrégées empêche l'identification et la prise en charge des besoins variés des personnes handicapées. L'âge est généralement divisé en deux catégories : « moins de 18 ans » et « plus de 18 ans », ce qui rend largement invisibles les femmes et les hommes âgés, ainsi que les adolescentes et les adolescents<sup>363</sup>. Les données relatives au sexe et au genre, limitées aux catégories « hommes » et « femmes » ou « garçons » et « filles », excluent les groupes de civils qui ne correspondent pas à ces seules catégories, y compris les enfants<sup>364</sup>, les personnes âgées et les personnes handicapées. Cela se reflète dans les résultats de cette étude, notamment en ce qui concerne les obstacles à l'accès à l'aide, comme le manque de canaux d'information et de communication inclusifs et adaptés, ou l'absence de modalités de distribution adaptées aux différents types de handicaps ainsi qu'aux difficultés particulières rencontrées par les personnes âgées.

*« Les acteurs humanitaires ont encore tendance à classer les personnes dans des catégories de "vulnérabilité unique", ce qui limite les interventions nuancées. Des approches véritablement intersectionnelles sont nécessaires. » (Entretien avec un IC, ONGI, Ukraine<sup>365</sup>)*

*Les outils de collecte de données ne prennent pas en compte le lien intrinsèque entre EWIPA et handicap :* Malgré l'augmentation des handicaps récemment acquis et des comorbidités particulièrement aiguës dans les contextes EWIPA, le handicap est encore rarement intégré de manière transversale dans l'ensemble des secteurs. Sauf lorsqu'elles portent explicitement sur les personnes âgées ou handicapées, les évaluations des ONG et des Nations Unies tendent à négliger ces dimensions, ce qui accentue une compréhension partielle et morcelée des besoins. Cela se manifeste par l'absence chronique de données complètes et désagrégées sur le handicap dans les contextes étudiés<sup>366</sup>. Au Yémen, malgré une décennie de conflit, il n'existe pas de statistiques actualisées sur les personnes handicapées, y compris au sein des différents groupes de population. Les groupes sectoriels ne collectent pas non plus de données sur le handicap<sup>367</sup>. Une étude réalisée en 2020 par HI a révélé que 95 % des organisations interrogées ne ventilaient pas les données des

<sup>363</sup> Save the Children, *supra*, 347.

<sup>364</sup> *Ibid.* Save the Children, [Stop the War on Children 2020:Gender Matters](#), 2020.

<sup>365</sup> Juillet 2025.

<sup>366</sup> Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>367</sup> Entretien avec un IC (ONGI, Yémen, juillet 2025).

participants en fonction du handicap et ne prenaient pas en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées dans leurs interventions<sup>368</sup>.

Une forte dépendance aux indicateurs quantitatifs<sup>369</sup>. Les données quantitatives seules réduisent les expériences vécues à de simples chiffres, transformant les évaluations en cases à cocher dépourvues de nuance, qui ne permettent pas de savoir qui est exposé aux risques, qui a le moins accès aux services, et pourquoi. Sans données qualitatives et participatives, ces évaluations passent sous silence les dimensions intersectionnelles, ignorent les facteurs de risque et de vulnérabilité propres aux EWIPA et, en fin de compte, renforcent l'exclusion. Par exemple, les chiffres ventilés par genre peuvent donner l'impression erronée que toutes les femmes présentent le même niveau de vulnérabilité et des besoins identiques. Cela occulte l'influence des normes culturelles et sociales — notamment les responsabilités en matière de soins, les niveaux de pauvreté plus élevés, l'accès limité à l'emploi et le fardeau de la gestion du foyer — qui déterminent à la fois l'exposition au risque et les obstacles à l'accès pour les femmes et les filles. À l'inverse, les informations qualitatives<sup>370</sup> permettent aux civils de faire entendre leurs priorités et contraintes, remettent en cause les hypothèses à l'origine d'un ciblage biaisé et soutiennent une conception, une planification et une mise en œuvre plus inclusives des programmes.

*« Nous devons réfléchir de manière plus approfondie à la façon dont nous analysons et communiquons les données : quels récits perpétuons-nous ou mettons-nous en avant, et que signifient-ils pour les personnes derrière ces chiffres ? » (Entretien avec un IC, ONGI, niveau international)*

Utilisation limitée des données indirectes. Le « manque de données » est souvent cité comme un obstacle à la planification inclusive. Pourtant, dans les contextes EWIPA, peu d'efforts ont été consacrés à l'exploitation d'indicateurs indirects pour orienter et renforcer les interventions, ou intégrer l'inclusion dès la phase de planification. Les EWIPA entraînent systématiquement de nombreuses victimes, des traumatismes physiques et des handicaps, affectent gravement la santé mentale, aggravent les conditions préexistantes et fragilisent les capacités des systèmes de santé. Ces impacts bien documentés constituent une base factuelle solide pour anticiper les besoins en matière d'inclusion, même sans données complètes et désagrégées.

Absence d'interprétation significative des données : Si des données plus désagrégées sont essentielles pour rendre visibles les groupes ayant des identités intersectionnelles, leur interprétation et leur utilisation sont tout aussi déterminantes. Le simple fait de collecter davantage d'informations désagrégées ne garantit pas automatiquement des interventions plus inclusives. Les données n'engendrent un changement que si elles sont correctement collectées, analysées de manière pertinente et utilisées judicieusement. Sans cela, même des données améliorées restent sous-utilisées.

*« La phase suivant la collecte des données est déterminante. Le handicap ne rend pas automatiquement une personne plus vulnérable, pas plus que le fait d'être une femme. Cette réalité met en cause les hypothèses qui sous-tendent de nombreux plans humanitaires, souvent fondés sur des besoins perçus plutôt que sur des données probantes. Dans les contextes EWIPA, les expériences complexes des individus restent largement ignorées dans la planification. Une approche uniforme ne suffit pas. Plus l'analyse d'un contexte EWIPA est approfondie, plus l'on découvre des vulnérabilités diverses et intersectionnelles, mais ces*

<sup>368</sup> HI, *supra*, 222.

<sup>369</sup> Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342 ; entretien avec un IC (ONGI, niveau international, juillet 2025).

<sup>370</sup> *Ibid.*

nuances se traduisent rarement en programmes adaptés. » (Entretien avec un IC, ONGI, niveau international<sup>371</sup>)

Attention insuffisante accordée au suivi de l'exclusion<sup>372</sup>. La planification et la mise en œuvre humanitaires se concentrent généralement sur les civils visibles dans les données — souvent les plus accessibles, et non ceux qui restent en marge. Les lacunes affectant certains groupes démographiques spécifiques sont rarement examinées, et l'absence de données est souvent interprétée à tort comme une absence de besoin, alors qu'elle peut révéler une exclusion structurelle. Dans les contextes EWIPA, l'absence de données sur le handicap ne doit jamais être interprétée comme une absence de besoins. Au contraire, elle constitue un indicateur de l'exclusion des personnes handicapées, en raison de l'impact bien documenté des armes explosives sur la prévalence du handicap<sup>373</sup>.

### Exemples de bonnes pratiques en matière d'évaluation et d'analyse des besoins

Des outils d'évaluation plus inclusifs sont progressivement adoptés, et plusieurs organismes intègrent désormais les besoins croisés de différents groupes de population. Les analyses rapides de genre, par exemple, examinent comment le handicap, le sexe, le genre et l'âge, ainsi que d'autres identités intersectionnelles et facteurs de vulnérabilité tels que le déplacement, se combinent pour créer des risques cumulés pour les femmes, les filles et d'autres groupes marginalisés. Ces analyses examinent également les dynamiques de pouvoir et encouragent l'utilisation de données désagrégées ainsi que d'informations qualitatives afin de mieux identifier les vulnérabilités croisées.

L'objectif principal des analyses rapides de genre est d'amplifier les voix et expériences sous-représentées, en garantissant la participation des organisations dirigées par des femmes ou défendant les droits des femmes, ainsi que d'autres groupes de la société civile, en particulier les petites organisations communautaires. Bien qu'elle reste limitée, la collaboration avec les organisations de personnes handicapées, d'enfants et de personnes âgées, ainsi qu'avec les groupes nationaux et locaux représentant des identités intersectionnelles, peut renforcer l'analyse et créer des opportunités stratégiques de plaidoyer.

À Gaza, les analyses réalisées par ONU Femmes – Palestine et le Groupe de la protection – Gaza révèlent les impacts différenciés du conflit selon le genre, adoptant une approche intersectionnelle et montrant que le genre constitue un facteur clé de risques et d'accès inégal, tandis que l'âge et le handicap viennent encore amplifier ces risques. S'appuyant sur des données qualitatives, ces travaux ont mis en évidence les risques liés à l'utilisation des EWIPA, ainsi que des problématiques plus larges telles que le blocus de l'aide humanitaire<sup>374</sup>.

Les ODF ont également produit des données inédites sur les femmes ayant des identités intersectionnelles, notamment celles rarement prises en compte dans les évaluations traditionnelles. Le Women's Affairs Center – Gaza, par exemple, a documenté les impacts directs et indirects du conflit, y compris l'utilisation des EWIPA, sur les femmes et les filles handicapées, les veuves, les femmes divorcées ou abandonnées, les femmes déplacées et les adolescentes. Ses études qualitatives fournissent des informations essentielles sur ces groupes souvent négligés.

Lorsque les données intersectionnelles sont insuffisantes, la planification de l'action humanitaire se contente souvent de moyennes et de décomptes simples par genre et par âge. Bien que des efforts supplémentaires aient été déployés pour offrir une perspective inclusive dans les aperçus des besoins humanitaires et les plans d'intervention, ces documents stratégiques présentent encore des

<sup>371</sup> Juin 2025.

<sup>372</sup> Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342 ; entretien avec un IC (ONGI, niveau international, juin 2025).

<sup>373</sup> *Ibid.*

<sup>374</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, Gaza, juillet 2025).

lacunes en matière d'intersectionnalité<sup>375</sup>. Dans le contexte ukrainien, le Groupe de travail sur l'âge et le handicap a joué un rôle déterminant dans la reconnaissance explicite des risques auxquels sont confrontés les groupes ayant des identités intersectionnelles dans le HNRP 2025. Toutefois, cette reconnaissance, bien qu'importante, ne garantit pas que les difficultés et besoins accrus de ces groupes soient pleinement pris en compte et considérés comme prioritaires<sup>376</sup>. De même, elle n'assure pas que les plans d'intervention et les objectifs sectoriels ciblent leurs besoins spécifiques ou intègrent les identités intersectionnelles. En conséquence, un fossé demeure entre la reconnaissance des groupes ayant des identités intersectionnelles comme « populations à risque » et la planification ainsi que la mise en œuvre d'interventions visant à répondre à ces risques.

## 2. Lacunes organisationnelles et systémiques

Le manque de données est le symptôme persistant de lacunes plus larges et systémiques, qui font que l'inclusion et l'intersectionnalité demeurent soit de simples ambitions organisationnelles symboliques, soit des engagements non suivis d'investissements, soit encore des dynamiques portées par une poignée d'acteurs, tant au niveau mondial qu'au niveau national.

### 2.1. La sensibilisation des organisations et leur adhésion aux approches intersectionnelles restent limitées

Bien que l'intersectionnalité soit de plus en plus reconnue dans le discours politique mondial, les organisations humanitaires restent souvent peu sensibilisées, et leur adhésion institutionnelle demeure insuffisante, ce qui conduit à des approches fragmentées ne parvenant pas à saisir pleinement la complexité des vulnérabilités croisées. Ces lacunes se traduisent par une série de défis interconnectés qui compromettent l'action humanitaire inclusive.

*Sensibilisation limitée et préjugés inconscients* : Les préjugés et schémas de pensée inconscients concernant l'identité des personnes les plus vulnérables contribuent à la priorisation et au ciblage de certains groupes, sur la base d'hypothèses anciennes qui perpétuent une catégorisation ignorant la diversité des besoins complexes et contextuels. Cela s'explique en partie par les préférences des bailleurs pour les axes d'inclusion<sup>377</sup> les plus « vendeurs », tandis que le manque de sensibilisation et de compréhension des normes sociales et culturelles parmi les acteurs internationaux entraîne des réponses uniformisées. Comme l'a souligné un informateur clé : « Les personnes âgées sont souvent prises en compte tardivement<sup>378</sup> ». Un autre a fait remarquer que les interventions humanitaires sont planifiées pour les personnes valides et que ce n'est qu'une fois la planification terminée que les besoins spécifiques des personnes handicapées sont examinés.

#### **L'importance de la terminologie et des définitions**

*Bien qu'elle ne soit pas propre aux contextes EWIPA, l'absence de définitions communes et universellement acceptées de l'inclusion dans le secteur humanitaire<sup>379</sup> conduit à des approches fragmentées, parfois limitées. L'inclusion est souvent implicitement assimilée à des politiques ou programmes axés sur les personnes handicapées, ou réduite à une accumulation de catégories*

<sup>375</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, niveau international, juin 2025). Un organisme des Nations Unies analyse les Plans de réponse aux besoins humanitaires et les aperçus des besoins humanitaires depuis 2018, et la reconnaissance de la diversité des groupes de population reçoit systématiquement les notes les plus basses.

<sup>376</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, niveau international, juin 2025).

<sup>377</sup> Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342.

<sup>378</sup> Entretien avec un IC (ONGI, niveau international).

<sup>379</sup> Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342 ; entretien avec un IC (Nations Unies, niveau international, juin 2025).

distinctes — handicap, sexe, genre, âge — plutôt que d'être envisagée comme un cadre global et transversal.

L'inclusion est souvent confondue avec l'ancrage local et la responsabilité à l'égard des populations touchées<sup>380</sup>. Bien qu'il s'agisse de concepts étroitement liés et souvent interdépendants, visant à remettre en cause les déséquilibres structurels du pouvoir, ce manque de clarté sur leur signification respective peut conduire à mal orienter les priorités d'inclusion au sein des programmes.

« Ce qui ressort clairement de toutes ces discussions sur la refonte du système humanitaire, c'est le manque de clarté du langage que nous utilisons. L'action humanitaire inclusive est souvent confondue avec l'ancrage local et, dans une certaine mesure, avec la responsabilité à l'égard des populations touchées. » (Entretien avec un IC, Nations Unies, niveau international<sup>381</sup>)

Les termes « genre » et « sexe » sont souvent utilisés de manière interchangeable dans la collecte de données<sup>382</sup>. Dans le contexte du présent rapport, cette confusion affaiblit une approche inclusive et intersectionnelle en brouillant les facteurs distincts de risque liés aux EWIPA et en occultant la manière dont les identités intersectionnelles — en particulier le handicap, le sexe, le genre, l'âge et l'origine ethnique — façonnent tant les impacts des EWIPA que l'accès à l'aide humanitaire.

Les groupes marginalisés qui ne font pas partie de la catégorie des « personnes facilement accessibles », comme les personnes ayant une identité de genre diverse, souvent tenues à l'écart par des lois répressives et la discrimination, sont fréquemment exclus<sup>383</sup>. Cette exclusion repose souvent sur l'hypothèse que, dans un conflit, ces personnes ne sont pas plus vulnérables que la population générale, ou que leur inclusion pourrait les mettre davantage en danger<sup>384</sup>.

L'inclusion est souvent perçue comme un « bonus » : De nombreuses organisations considèrent encore l'inclusion comme un aspect trop technique et non essentiel<sup>385</sup>, dans leur volonté d'atteindre le plus grand nombre de personnes le plus rapidement possible. Comme l'a fait remarquer un informateur clé : « Nous avons accompli des progrès considérables en matière d'action humanitaire inclusive, mais il subsiste une certaine confusion quant à sa mise en œuvre concrète. Le handicap, le genre, l'ancrage local sont tous considérés comme des enjeux distincts. Il n'existe pas de système intégré permettant de les prendre en compte simultanément... L'inclusion est également toujours perçue comme un « plus », une action que l'on peut entreprendre après les interventions vitales, plutôt que comme une action essentielle à la survie<sup>386</sup>. »

Cette perception est aggravée par des obstacles structurels au sein des organisations. Les spécialistes de l'inclusion sont souvent isolés des fonctions opérationnelles, de plaidoyer et de collecte de fonds<sup>387</sup>, et ne sont généralement sollicités qu'aux étapes finales de la planification ou de l'élaboration des propositions. Cette marginalisation renforce une compréhension limitée de l'importance de l'inclusion. Comme l'a souligné un informateur clé : « Lorsque je demande une ventilation par handicap, genre et âge, les spécialistes des données me disent que c'est trop complexe. Tant que nous n'aurons pas clarifié ce qui motive cette démarche, les besoins

<sup>380</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, niveau international, juin 2025).

<sup>381</sup> Juin 2025.

<sup>382</sup> ONU Femmes, Bridging Gaps: Essential Gender Data Toolkit for Humanitarian Action, 2024.

<sup>383</sup> Humanitarian Advisory Group, Fondation VPride et Humanitarian Horizons, Taking sexual and gender minorities out of the too-hard basket, juin 2018.

<sup>384</sup> La collecte de données sur les personnes ayant des caractéristiques OSIEGCS diverses présente des défis. De nombreuses personnes peuvent préférer ne pas divulguer leur identité, et chercher à les identifier pourrait les exposer à de sérieux risques en cas de mauvaise utilisation de ces informations. Une alternative plus sûre consiste toutefois à estimer qu'environ 5 % d'une population donnée peut s'identifier comme appartenant à une minorité sexuelle ou de genre, et à compléter cette estimation par des informations qualitatives fournies par des organisations locales représentant ces communautés.

<sup>385</sup> Entretiens avec des IC (ONGI et Nations Unies, niveau international, juin 2025).

<sup>386</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, niveau international, juin 2025).

<sup>387</sup> Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342 ; entretiens avec des IC (ONGI et Nations Unies, niveau international, juin 2025).

intersectionnels resteront invisibles<sup>388</sup>. » Une autre personne a fait écho à ce sentiment, soulignant que le secteur « n'a pas encore expliqué de manière efficace pourquoi différentes formes de ventilation sont nécessaires pour comprendre l'intersectionnalité<sup>389</sup> ».

Fondamentalement, l'inclusion n'est souvent pas perçue comme faisant partie intégrante du travail humanitaire. Elle est associée à des interventions à plus long terme, jugées non vitales. Par exemple, dans le contexte spécifique de l'inclusion des personnes handicapées, un informateur clé a souligné : « Il existe une perception selon laquelle la réadaptation, les aides techniques et d'autres domaines très techniques échappent au champ d'action humanitaire, ou que le système n'est pas équipé pour y répondre. Dans le même temps, on reconnaît rarement que, comme des handicaps surviennent pendant les crises, l'aide humanitaire classique doit également être inclusive. Ce lien crucial est rarement établi<sup>390</sup>. »

Cette perception accentue le manque d'investissement dans le renforcement des capacités. Dans toutes les interventions, les experts en inclusion continuent de souligner les besoins des intervenants humanitaires en matière de formation sur les approches inclusives<sup>391</sup>. L'enquête menée en 2020 par HI auprès de 40 organisations humanitaires au Yémen a révélé que 73 % des personnes interrogées estimaient que leur personnel ne disposait pas des connaissances et des compétences nécessaires pour mettre en œuvre des interventions humanitaires tenant compte du handicap, du genre et de l'âge<sup>392</sup>. Bien que certaines ONGI et certains organismes des Nations Unies aient désigné des référents en matière d'inclusion et d'intersectionnalité, les progrès restent lents. Les mécanismes de coordination humanitaire, tels que les groupes sectoriels, ne bénéficient pas non plus de formation sur la programmation inclusive. Les organisations locales et nationales, souvent partenaires des ONGI, disposent rarement de référents en matière d'inclusion. Quelques organisations ont donné la priorité au renforcement des capacités de leurs partenaires en matière d'inclusion, mais reconnaissent que le suivi de la mise en œuvre est limité.

« Même lorsque les personnes âgées figuraient parmi la population cible, elles étaient souvent exclues des évaluations des besoins et des discussions de groupe. Nous nous efforçons de combler ces lacunes grâce à des modules de formation axés sur la gestion du cycle de projet et les normes d'inclusion humanitaire. Cependant, nous ignorons dans quelle mesure ces normes sont réellement appliquées sur le terrain. » (Entretien avec un IC, ONGI, niveau international<sup>393</sup>)

### Quand l'inclusion devient centrale

L'approche des acteurs internationaux contraste fortement avec les espaces où l'inclusion occupe une place centrale : les organisations locales et nationales de personnes handicapées, les organisations dirigées par des femmes handicapées, les associations de personnes âgées, les organisations de femmes et les organisations LGBTQI+. Ces espaces sont souvent profondément ancrés dans les communautés. Ils existaient bien avant l'arrivée des acteurs humanitaires et subsisteront après leur départ. Leur force réside dans leur capacité à rassembler les individus, à leur faire comprendre leurs droits, à créer un soutien mutuel et à renforcer leur confiance et leur voix collective<sup>394</sup>.

<sup>388</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, niveau international, juin 2025).

<sup>389</sup> Entretien avec un IC (ONGI, niveau international, juin 2025).

<sup>390</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, niveau international, juin 2025).

<sup>391</sup> Entretiens avec des IC (Nations Unies et ONGI, niveau international et Yémen, juillet 2025).

<sup>392</sup> HI, *supra*, 222.

<sup>393</sup> Juillet 2025.

<sup>394</sup> Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342.

« La planification humanitaire repose souvent sur une approche uniforme. Cependant, sans efforts délibérés pour inclure les personnes handicapées et les femmes cheffes de famille, ces groupes sont souvent négligés et exclus. » (Entretien avec un IC, ODF, Yémen<sup>395</sup>)

« Nous avons structuré notre travail en nous appuyant sur des politiques et des protocoles clairs, notamment en matière d'inclusion, en veillant à atteindre les femmes handicapées et d'autres groupes de femmes. Dès le début, lors de nos évaluations des besoins et de l'élaboration de nos propositions, nous avons veillé à écouter la voix de toutes ces femmes. Lorsque nous concevons un projet, nous ne nous contentons pas de dire que nous allons aider 100 femmes : nous définissons précisément qui sont ces 100 femmes. Par exemple, 10 % peuvent être des femmes handicapées, 20 % des femmes divorcées, 30 % des veuves ou des femmes blessées. Nous procédons délibérément à cette répartition afin de garantir qu'aucun groupe n'est laissé pour compte. Au cours des deux dernières années, nous avons mené des évaluations et des études auprès de femmes handicapées, veuves, divorcées et abandonnées, ainsi que de femmes et de filles déplacées. Nous devons faire entendre leur voix, leurs besoins et leurs priorités. » (Entretien avec un IC, ODF, Gaza<sup>396</sup>)

## 2.2. Le manque de coordination et les méthodes de travail cloisonnées laissent de côté les civils ayant des identités intersectionnelles

La faible coordination entre les secteurs et les groupes d'intérêt, y compris les organisations axées sur des groupes identitaires uniques, contribue à une approche fragmentée de l'inclusion et à des méthodes de travail cloisonnées.

« Au niveau mondial, les acteurs restent encore beaucoup trop fragmentés. Les défenseurs de l'inclusion des personnes handicapées mettent en avant leur propre programme ; leurs collègues qui s'occupent des questions de genre font de même, tout comme les groupes LGBTQI et les réseaux autochtones. Je n'ai vu que de très rares moments où nous nous sommes réunis dans le même forum pour rechercher des solutions communes. » (Entretien avec un IC, Nations Unies, niveau international<sup>397</sup>)

Manque de collaboration entre les organisations travaillant avec des groupes de population spécifiques : Il existe un manque persistant de collaboration entre les organisations qui promeuvent l'inclusion dans l'action humanitaire. Les différents organismes plaident souvent séparément en faveur de l'inclusion de leurs « groupes cibles » respectifs, ce qui entraîne une duplication des efforts, une concurrence accrue pour la visibilité et les ressources, ainsi que la prolifération de catégories restreintes. Cette approche cloisonnée et fragmentée compromet les progrès collectifs vers l'inclusion<sup>398</sup>, tout en étant fondamentalement incompatible avec l'intersectionnalité. Elle renforce les obstacles à l'obtention de données désagrégées sur des identités multiples qui ne correspondent pas parfaitement à une seule catégorie<sup>399</sup>.

« Les décideurs, et même nos collègues au niveau national, considèrent que nous portons des thématiques transversales et que nous luttons pour préserver notre propre espace. Ce décalage entre les différents domaines thématiques — et notre incapacité à nous

<sup>395</sup> Juillet 2025.

<sup>396</sup> Juin 2025.

<sup>397</sup> Juin 2025.

<sup>398</sup> HelpAge International, [Missing millions: How older people with disabilities are excluded from humanitarian response](#), 2018.

<sup>399</sup> *Ibid.*

*rassembler — a été particulièrement flagrant durant la refonte actuelle. » (Entretien avec un IC, Nations Unies, niveau international<sup>400</sup>)*

Les divisions de longue date entre les acteurs de la lutte antimines et les autres parties prenantes de l'aide humanitaire et du développement continuent d'entraver la mise en œuvre d'interventions intégrées et inclusives. Les programmes d'assistance aux victimes se concentrent trop souvent exclusivement sur les personnes directement blessées par des armes explosives, au détriment des besoins plus larges des personnes handicapées et des communautés touchées par les EWIPA. Ces approches sélectives sont incompatibles avec le principe de non-discrimination inhérent à l'assistance aux victimes et énoncé dans la Déclaration politique sur les EWIPA, ainsi que dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Elles vont à l'encontre de ce principe. Comme l'a fait remarquer un informateur clé :

*« En Ukraine, les groupes de travail sur l'assistance aux victimes et sur l'âge et le handicap ne communiquent pas toujours entre eux, ce qui crée des lacunes. Les efforts se concentrent sur les victimes du conflit, au détriment d'autres personnes handicapées. Or, ce qui importe, ce n'est pas la manière dont une personne a acquis son handicap, mais ce dont elle a besoin pour accéder aux services. » (Entretien avec un IC, ONGI, niveau international<sup>401</sup>)*

Les efforts d'inclusion sont encore trop souvent perçus à travers le prisme de la protection<sup>402</sup> : L'aide inclusive reste fortement associée aux questions de protection<sup>403</sup>. Cette perception est renforcée par le fait que la plupart des mécanismes de coordination sur l'inclusion (groupes de travail, équipes spéciales) sont placés sous l'égide de groupes sectoriels de la protection, ce qui contribue à perpétuer le manque de reconnaissance de l'importance de l'inclusion au sein des autres secteurs. Par exemple, au Yémen, l'équipe spéciale pour l'inclusion a produit une série d'outils et de recommandations pour différents groupes sectoriels, mais cela ne s'est pas traduit par des avancées significatives<sup>404</sup>.

Le manque de leadership au sein des mécanismes de coordination, en particulier au niveau de l'équipe de pays pour l'action humanitaire (HCT), entrave souvent l'inclusion et renforce les approches cloisonnées entre les groupes sectoriels et les structures. Les progrès sont largement dus à des individus plutôt qu'à des institutions, et dans les groupes sectoriels en particulier, la rotation fréquente du personnel<sup>405</sup> signifie que les efforts peuvent stagner, voire régresser, selon la personne qui coordonne et dirige<sup>406</sup>. Les groupes sectoriels de la protection souffrent également d'un sous-financement chronique, car les activités de protection sont rarement considérées comme vitales<sup>407</sup>. Ce sous-financement compromet davantage les ressources allouées aux structures de coordination de l'inclusion, souvent perçues comme informelles. En conséquence, les organismes dépendent soit des contributions volontaires du personnel, soit se retirent temporairement ou définitivement de la participation pour répondre à d'autres priorités.

Il existe toutefois des exemples encourageants de groupes techniques axés sur l'inclusion qui ont permis d'amorcer des changements tangibles. En Ukraine, par exemple, les référents pour l'inclusion des personnes âgées et handicapées sont intégrés dans les principaux groupes sectoriels<sup>408</sup>, tels que la santé, l'éducation et l'EAH. De même, à Gaza, un représentant du Groupe de travail sur l'inclusion des personnes handicapées (DIWG) participe régulièrement aux réunions

<sup>400</sup> Juin 2025.

<sup>401</sup> *Ibid.*

<sup>402</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, Gaza, juillet 2025).

<sup>403</sup> *Ibid.*

<sup>404</sup> Comité permanent interorganisations, [Inter-Agency Humanitarian Evaluation of the Yemen Crisis](#), 2022.

<sup>405</sup> Norwegian Refugee Council, [NGOs as field protection cluster co-coordinators – inside the collaboration black box](#), mars 2025.

<sup>406</sup> HI, [Global Mapping of Disability Inclusion Coordination Mechanisms in Humanitarian Contexts](#), octobre 2023.

<sup>407</sup> Comité permanent interorganisations, *supra*, 404.

<sup>408</sup> Entretien avec un IC (ONGI, Ukraine, juin 2025).

de coordination inter-clusters, ce qui contribue à accroître la visibilité des enjeux d'inclusion dans tous les secteurs<sup>409</sup>. Cependant, malgré ces exemples positifs, l'impact global de ces groupes reste limité. Les mécanismes de coordination en matière d'inclusion, tels que les groupes de travail ou équipes spéciales sur le handicap, fonctionnent souvent comme des organes techniques informels plutôt que comme des entités dotées d'une autorité officielle ou d'un pouvoir décisionnel<sup>410</sup>. Par conséquent, ils sont fréquemment exclus des processus clés du cycle des programmes humanitaires et sont confrontés à un manque chronique de ressources, de soutien institutionnel et de viabilité à long terme. Par exemple, les travaux et engagements du Groupe de travail technique sur l'âge et le handicap (ADTWG) ne se sont pas encore traduits par des changements substantiels dans la planification ou la mise en œuvre d'interventions humanitaires intersectionnelles, malgré un discours plus inclusif dans des documents stratégiques tels que le HNRP 2025. Il convient également de noter que l'ADTWG n'aborde pas les questions relatives aux enfants handicapés, invoquant le mandat de l'UNICEF<sup>411</sup>. Cette délimitation fragmente davantage les efforts et limite l'exhaustivité des approches inclusives dans le système humanitaire.

#### **Exemple prometteur : Groupe de travail sur l'inclusion des personnes handicapées – Gaza**

À Gaza, le DIWG a été délibérément positionné en dehors du Groupe de la protection afin de garantir que l'inclusion des personnes handicapées ne soit pas considérée comme la seule responsabilité des acteurs de la protection, mais comme une obligation transversale devant être intégrée dans tous les secteurs humanitaires. Ce positionnement stratégique permet au DIWG de rendre compte directement au Groupe de coordination inter-clusters (ICCG), renforçant ainsi l'intégration de l'inclusion au niveau inter-clusters et la redevabilité à un niveau plus élevé. Le DIWG a mis en place des outils pratiques, coordonné des actions de plaidoyer et amélioré la visibilité des personnes handicapées, notamment des femmes et des personnes âgées handicapées, qui sont souvent exclues de la distribution de l'aide et des services. Le Groupe sectoriel de la protection a fourni un soutien technique essentiel en aidant le DIWG à réviser ses termes de référence et à renforcer la coordination, tout en se retirant volontairement de son rôle de tutelle afin de ne pas perpétuer l'idée que le handicap relève uniquement de la protection<sup>412</sup>.

Des défis subsistent toutefois. Les ressources limitées ont entravé la capacité du DIWG à engager les groupes sectoriels et à promouvoir l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire. Le groupe ne dispose pas d'une représentation nationale dédiée pour fournir des orientations techniques, mener des actions de plaidoyer auprès des groupes sectoriels et signaler les lacunes à l'équipe de pays pour l'action humanitaire. Sans soutien financier et technique, le DIWG risque de continuer à être marginalisé et de voir sa capacité d'influence réduite<sup>413</sup>.

#### **Il est essentiel d'investir dans l'inclusion.**

La création de postes axés sur l'inclusion au niveau national, tels que les spécialistes de l'inclusion des personnes âgées de HelpAge International (HAI) et les spécialistes de l'action humanitaire inclusive de HI dans les contextes EWIPA, représente une avancée organisationnelle majeure vers une action humanitaire inclusive au niveau national. Une récente évaluation menée par HAI a révélé qu'un poste de spécialiste de l'inclusion des personnes âgées créé en Ukraine en août 2023 a contribué à accroître la visibilité de ce groupe dans les mécanismes de coordination humanitaire. Ce spécialiste codirige l'ADTWG et a joué un rôle déterminant pour renforcer la visibilité des personnes âgées au sein de la structure globale de coordination humanitaire, y compris au niveau des groupes

<sup>409</sup> Entretien avec un IC (OPH, Gaza, juillet 2025).

<sup>410</sup> HI, *supra*, 406.

<sup>411</sup> HI, [Mechanisms for Coordination of Disability Inclusion in Humanitarian Action: A Comparative Case Study Examination of Experiences in Afghanistan, Ukraine, Democratic Republic of the Congo, Bangladesh and Venezuela](#), octobre 2023.

<sup>412</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, Gaza, juillet 2025).

<sup>413</sup> Nations Unies – Palestine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53.

sectoriels, en apportant des conseils techniques et des messages concrets, reconnus comme une réelle valeur ajoutée pour ce poste. Même si le contexte ukrainien était relativement favorable à une plus grande attention portée aux personnes âgées, l'évaluation menée par HelpAge International met en évidence des obstacles institutionnels et structurels persistants, tels que la résistance des dirigeants au changement et les priorités des bailleurs, qui ne placent plus l'inclusion parmi leurs priorités centrales<sup>414</sup>. On peut toutefois avancer que le fait d'avoir différents spécialistes de l'inclusion pour différents groupes risque d'accentuer la compartimentation, au détriment d'une approche intersectionnelle et collective plus forte.

### 2.3. Les priorités des bailleurs, leur positionnement ambigu et leurs approches en matière de financement freinent les efforts d'inclusion et d'intersectionnalité, affectant de manière disproportionnée les acteurs les plus inclusifs

De plus en plus de bailleurs choisissent d'investir dans des projets favorisant l'inclusion<sup>415</sup>, et leur rôle dans la promotion d'interventions humanitaires plus inclusives a également été souligné<sup>416</sup>.

Plusieurs lacunes et difficultés entravent le financement de programmes humanitaires inclusifs et intersectionnels. En particulier, comme indiqué ci-dessus, une approche fragmentée de l'inclusion est renforcée par les priorités des bailleurs, les thématiques privilégiées et une compréhension limitée de ce qu'implique réellement l'inclusion, qui est souvent réduite au seul handicap. Ce cadre restrictif compromet les approches intersectionnelles et accentue la concurrence entre différents groupes marginalisés. En conséquence, les références à l'inclusion dans les propositions de projets se limitent souvent à une simple case à cocher pour obtenir un financement, plutôt que d'être intégrées de manière significative dans la conception, la budgétisation, la mise en œuvre, le suivi et le reporting des programmes<sup>417</sup>.

Alors que le nombre de civils victimes de l'utilisation d'EWIPA ne cesse d'augmenter, certains gouvernements donateurs clés ont également réduit leurs financements humanitaires au profit d'investissements militaires et, dans certains cas, ont ouvertement diminué leurs efforts en matière de diversité, d'équité, d'inclusion et d'accessibilité (DEI-A). L'ampleur, la brutalité et la soudaineté des coupes budgétaires intervenues début 2025 ont contraint le secteur humanitaire à réduire son champ d'action et à restreindre ses interventions, ce qui a eu des conséquences critiques pour les contextes EWIPA<sup>418</sup>. Si toutes les organisations humanitaires ont été touchées, ce sont les organisations nationales et locales — en particulier les ODF et les OPH (ainsi que les groupes LGBTQI+ en Ukraine) — qui l'ont été le plus durement. Ces organisations souffraient déjà d'un sous-financement chronique avant les coupes budgétaires<sup>419</sup> et font face à d'importantes difficultés financières, alors qu'elles opèrent dans des contextes parmi les plus difficiles et qu'elles sont directement — et souvent personnellement — affectées par l'utilisation d'armes explosives. Certaines ont été contraintes de fermer leurs portes, tandis que d'autres mettent en œuvre toutes les stratégies possibles pour rester opérationnelles.

L'accent de plus en plus marqué sur les interventions sauvant des vies relègue souvent au second plan les services essentiels dans les contextes EWIPA, tels que la réadaptation, les aides

<sup>414</sup> HelpAge International, *Age Inclusion Specialist Report*, juin 2025.

<sup>415</sup> Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342.

<sup>416</sup> HelpAge International, [Funding for older people in humanitarian crises: reversing continued neglect](#), 2025 ; Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342.

<sup>417</sup> Nations Unies – Palestine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53 ; Groupe chargé des politiques humanitaires à l'Institut de développement d'Outremer, *supra*, 342.

<sup>418</sup> OCHA, [Addendum: Re-Prioritization of the Ukraine 2025 Humanitarian Needs and Response Plan](#), avril 2025 ; entretiens avec des IC (OPH, ODF et ONGI, Yémen, juin-juillet 2025).

<sup>419</sup> Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 319 ; ONU Femmes, [Major funding cuts undermine the ability of Ukraine's women's rights organizations to provide humanitarian aid at a crucial time of insecurity](#), mars 2025.

techniques, la protection et la lutte antimines, qui ne sont pas systématiquement considérés comme prioritaires et vitaux<sup>420</sup>. Par exemple, la redéfinition des priorités en Ukraine a eu un impact majeur sur la lutte antimines (réduction de 74 %) et la protection (baisse de 43 %<sup>421</sup>). Comme l'a souligné un informateur clé d'une ONGI au Yémen, les coupes budgétaires ont affecté le travail de l'équipe spéciale sur l'inclusion, ainsi que les programmes de réadaptation et de SMSPS.

« Le système humanitaire donne la priorité à l'aide vitale. L'éducation et la réadaptation sont considérées comme des luxes. » (Entretien avec un IC, ONGI, Yémen<sup>422</sup>)

### Les coupes budgétaires en chiffres

- 73 % des 99 organisations de femmes ukrainiennes interrogées en mars 2025<sup>423</sup> ont déclaré que la suspension du soutien financier des États-Unis avait eu un impact significatif sur leurs activités ; 93 % des organisations ont été contraintes de suspendre au moins un programme axé sur la diversité, l'équité et l'inclusion. Parmi elles, 48 % ont suspendu un programme, 32 % en ont suspendu deux et 13 % ont été contraintes d'arrêter trois programmes.

- 79 % et 67 % des 411 organisations de femmes interrogées en mars 2025 par ONU Femmes anticipaient ou avaient déjà constaté l'impact des coupes budgétaires sur leur plaidoyer en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que sur la diminution de l'intégration de la dimension de genre dans la réponse aux crises<sup>424</sup>.

- Dans une enquête menée en juin 2025 par le Groupe de référence pour l'inclusion des personnes handicapées, 76 % des personnes interrogées ont signalé un impact sur les programmes humanitaires en faveur de l'inclusion des personnes handicapées, notamment sur la fourniture d'une aide répondant aux besoins fondamentaux (81 %) et sur les interventions visant à lever les obstacles entravant l'accès à l'aide humanitaire (95 %<sup>425</sup>).

- Une enquête<sup>426</sup> menée auprès d'organisations de femmes travaillant sur l'intersectionnalité entre genre et handicap a révélé que 42 % des 54 organisations interrogées avaient perdu plus de la moitié de leur financement, ce qui a contraint nombre d'entre elles à interrompre la majeure partie de leurs activités programmatiques ; au moins 10 organisations (18 %), dont certaines dans la région MENA, avaient entièrement arrêté leurs opérations.

## 2.4. Les communautés touchées ayant des identités intersectionnelles, ainsi que leurs représentantes et représentants, ne sont pas impliquées dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'action humanitaire

Les civils touchés par les EWIPA et ayant des identités intersectionnelles se heurtent à de nombreux obstacles majeurs qui entravent leur participation significative à l'action humanitaire et leur capacité à y jouer un rôle de premier plan. Ces obstacles sont souvent exacerbés par des inégalités préexistantes et renforcés par des dynamiques de pouvoir profondément enracinées, ainsi que par des déséquilibres au sein des systèmes et structures de coordination humanitaire, ce

<sup>420</sup> Entretien avec un IC (Nations Unies, niveau international, juin 2025).

<sup>421</sup> OCHA, *supra*, 418.

<sup>422</sup> Juillet 2025.

<sup>423</sup> ONU Femmes, Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire et Commissaire gouvernementale pour la politique d'égalité de genre de l'Ukraine, [Impact of United States Funding Suspension on Ukrainian Women's Organizations: Rapid Assessment](#), mars 2025.

<sup>424</sup> ONU Femmes, [At a breaking point: The impact of foreign aid cuts on women's organizations in humanitarian crises worldwide](#), avril 2025.

<sup>425</sup> Groupe de référence pour l'inclusion des personnes handicapées, [Impact of funding cuts on persons with disabilities](#), juin 2025.

<sup>426</sup> Alliance For philanthropy and social investment worldwide, ['Everyday, more rights are threatened': New research reveals impact of funding cuts on feminist disability activists](#), juillet 2025.

qui limite la mise en œuvre effective d'engagements cruciaux et interdépendants en faveur d'une plus grande responsabilité à l'égard des populations touchées (AAP) et d'un ancrage local renforcé.

## 2.5. Les civils ayant des identités intersectionnelles restent largement négligés et marginalisés

*« La plupart des organismes humanitaires ne disposent pas de dispositifs de facilitation tels que l'interprétation en langue des signes, des documents en braille ou des supports faciles à lire pour les personnes ayant des difficultés d'apprentissage. » (Entretien avec un IC, OPH, Gaza)*

En Ukraine, à Gaza et au Yémen, la mise en œuvre du programme AAP reste souvent insuffisante, car les personnes touchées ne sont pas réellement impliquées dans la conception des interventions. Une perspective centrée sur les victimes continue de prédominer, présentant les communautés comme des « bénéficiaires <sup>427</sup> » passifs plutôt que comme des partenaires dotés de capacités et d'expertise. Au lieu d'écouter leurs priorités, les acteurs humanitaires s'appuient fréquemment sur des hypothèses concernant les besoins des populations, ce qui conduit à des interventions mal ciblées et déconnectées de la réalité des personnes les plus touchées <sup>428</sup>. L'âgisme, le capacitisme et d'autres formes de discrimination systémique réduisent encore davantage au silence leurs voix, cantonnant les individus à de simples catégories plutôt que de les reconnaître comme des acteurs à part entière, capables de concevoir et de porter des interventions pour eux-mêmes et leurs communautés. Ces mécanismes d'exclusion s'observent notamment chez les femmes âgées en Ukraine <sup>429</sup> et les femmes handicapées à Gaza <sup>430</sup> et au Yémen <sup>431</sup>.

### Qu'en est-il des enfants ?

Alors que les orientations mondiales <sup>432</sup> reconnaissent les enfants comme des parties prenantes clés et appellent à leur participation tout au long du cycle des programmes humanitaires, un fossé important persiste entre les engagements politiques et leur mise en œuvre, en particulier dans les contextes étudiés. Et ce, malgré la reconnaissance générale des effets distincts et disproportionnés des EWIPA sur les enfants, ainsi que de la nécessité de les considérer comme un groupe à part entière lors de l'évaluation de ces impacts <sup>433</sup>.

Les voix et les expériences des enfants et des adolescents — dans toute leur diversité, y compris celles et ceux en situation de handicap, présentant des blessures préexistantes ou liées au conflit, issus de minorités ethniques ou ayant une identité de genre diverse — demeurent insuffisamment prises en compte dans la planification et la mise en œuvre des interventions humanitaires <sup>434</sup>. Au-delà de consultations limitées sur les besoins et priorités <sup>435</sup>, les programmes restent principalement conçus selon le point de vue des adultes. Cette approche centrée sur les adultes fait peu de cas des

<sup>427</sup> Les acteurs locaux et nationaux interrogés en Ukraine, à Gaza et au Yémen ont confirmé cette observation.

<sup>428</sup> Humanitarian Outcomes, [Humanitarian Access SCORE Report: Gaza – the first six months: Survey on the Coverage, Operational Reach, and Effectiveness of Humanitarian Aid](#), mars 2024 ; REACH, [Multi-Sector Needs Assessment \(MSNA\) 2024 – Contextualized Composite Indicator Analysis Brief](#), décembre 2024 ; Comité permanent interorganisations, *supra*, 404.

<sup>429</sup> HelpAge International, [Empathie et persévérance : comment les personnes âgées soutiennent leurs communautés pendant la guerre](#), mai 2023 ; entretiens avec des IC (ODF, Ukraine, juillet 2025 et ONGI, Ukraine, juin 2025) ; HelpAge International, *supra*, 416.

<sup>430</sup> Fondation Friedrich-Ebert, [Women at the heart of Gaza's rebirth: Palestinian perspectives on the reconstruction of Gaza](#), août 2024 ; ONU Femmes, [Gender Alert: The Gendered Impact of the Crisis in Gaza](#), janvier 2024 ; entretien avec un IC (ODF, Gaza, juin 2025).

<sup>431</sup> International Rescue Committee, [In Their Own Words: How to Make Funding and Partnerships Work for Women's Organizations Delivering Gender-Based Violence Services in Yemen](#), juin 2025 ; entretien avec un IC (OPH, Yémen, juillet 2025).

<sup>432</sup> Save the Children, [Guidelines for Children's Participation in Humanitarian Programming](#), 2013 ; Save the Children, [Guide – Consultations d'enfants dans les crises humanitaires](#), 2023.

<sup>433</sup> Assemblée générale du Conseil de sécurité, [Lettre datée du 26 avril 2024, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies \(A/78/872-S/2024/335\)](#).

<sup>434</sup> Save the Children, [Review of children's participation in humanitarian programming](#), 2013.

<sup>435</sup> La seule référence disponible semble être un rapport de 2013 de Save the Children.

connaissances, des idées et des expériences vécues par les enfants, qui sont pourtant cruciales pour concevoir des interventions véritablement ancrées dans leur réalité et adaptées à leurs besoins<sup>436</sup>.

## 2.6. Les engagements en matière d'ancrage local ne progressent que lentement

Le rôle unique des acteurs nationaux et locaux, notamment les OPH, les ODF, les ODFH, les groupes dirigés par des jeunes, les réseaux dirigés par des victimes, des survivantes et survivants<sup>437</sup>, ainsi que les organisations représentant les personnes ayant des identités intersectionnelles, est largement reconnu<sup>438</sup> dans le domaine de l'action humanitaire, en particulier pour atteindre les personnes les plus difficiles d'accès et les plus marginalisées. Dans des contextes conservateurs tels que Gaza et le Yémen, les ODF (y compris les organisations communautaires) et les ODFH sont souvent les seuls acteurs capables d'accéder aux femmes et aux filles, qui demeurent hors de portée des organismes internationaux<sup>439</sup>. En Ukraine, les organisations LGBTQI+ et les organisations dirigées par des femmes roms ont mis en place des réseaux solides qui apportent un soutien vital à des personnes qui, sans cela, pourraient être confrontées à la méfiance ou à la discrimination de la part des prestataires de services traditionnels<sup>440</sup>.

« Les organisations internationales travaillent par l'intermédiaire de partenaires. Et ce sont des organisations comme la nôtre qui sont réellement en mesure de comprendre les besoins et les réalités des groupes ayant des identités intersectionnelles, tels que les femmes handicapées. » (Entretien avec un IC, OPH, Gaza<sup>441</sup>)

Grâce à leurs liens étroits avec les communautés touchées, les organisations locales sont en mesure d'identifier et de combler des lacunes critiques en matière d'aide<sup>442</sup>, telles que l'aide d'urgence pour les femmes et les filles, la prise en charge des traumatismes liés aux EWIPA et les moyens de subsistance des personnes handicapées, y compris des femmes handicapées. Elles sont également en première ligne pour mettre en œuvre des projets inclusifs et défendre les droits ainsi que la représentation des groupes qu'elles servent ou auxquels elles appartiennent<sup>443</sup>.

Cependant, les acteurs locaux restent largement exclus des décisions humanitaires dans les contextes touchés par les EWIPA<sup>444</sup>. En conséquence, les priorités identifiées par les communautés, en particulier celles des groupes ayant des identités intersectionnelles, sont souvent négligées ou reléguées à la marge de la planification et de la mise en œuvre des interventions.

### **Bonne pratique : placer les ODF au cœur de la coordination humanitaire – Gaza**

ONU Femmes – Gaza a défendu le leadership des ODF dans tous les secteurs, non seulement dans celui de la protection, mais aussi dans ceux de la santé, du logement et de l'EAH. Grâce à un renforcement ciblé des capacités, ONU Femmes a formé les ODF au suivi et à l'évaluation, les a

<sup>436</sup> Alternatives Humanitaires, [Les enfants, acteurs dans les crises : réévaluer la dynamique de pouvoir adulte-enfant dans l'action humanitaire](#), 2022.

<sup>437</sup> Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, *supra*, 18 ; Groupe de la protection – Gaza, *supra*, 40.

<sup>438</sup> Fondation Heinrich Böll, Open Space Works Ukraine et Fondation ukrainienne pour le logement, *supra*, 209 ; International Disability Alliance, *supra*, 90 ; Humanitarian Practice Network, [Who will listen to the women of Gaza?](#), juin 2024 ; Fondation Friedrich-Ebert, *supra*, 430 ; ONU Femmes, *supra*, 424 ; International Rescue Committee, *supra*, 431 ; Global Public Policy Institute, *supra*, 109.

<sup>439</sup> International Rescue Committee, *supra*, 431 ; entretiens avec des IC (ODF, Gaza et Yémen, juin-juillet 2025).

<sup>440</sup> Global Public Policy Institute, *supra*, 109 ; entretien avec un IC (ONGI, juillet 2025).

<sup>441</sup> Juillet 2025.

<sup>442</sup> Fondation Heinrich Böll, Open Space Works Ukraine et Fondation ukrainienne pour le logement, *supra*, 209. Le rôle des acteurs locaux a été souligné lors des entretiens avec des informateurs clés issus des ODF, des OPH et des ONGI.

<sup>443</sup> ONU Femmes, *supra*, 424 ; Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 319.

<sup>444</sup> Refugees International, [Annual Ukraine Localization Survey 2024](#), décembre 2024 ; Comité permanent interorganisations, *supra*, 404 ; Ground Truth Solutions, ["Stop the war and let me return to my home, even if it is destroyed." Community priorities and perceptions of aid and support in Gaza](#), janvier 2024. Cette tendance est confirmée par plusieurs entretiens avec des informateurs clés.

équipées de tablettes pour la collecte de données hors ligne et a soutenu l'utilisation de données désagrégées pour éclairer les appels flash et le plaidoyer auprès des bailleurs.

La distribution de l'aide a été conçue en consultation avec des groupes dirigés par des femmes afin de garantir la dignité, la sécurité et la pertinence culturelle. ONU Femmes a également plaidé pour l'instauration d'un quota de financement, garantissant que 50 à 75 % des fonds humanitaires soient directement versés aux ONG, avec une priorité accordée aux organisations dirigées par des femmes.

### **2.6.1. Les financements ne parviennent pas aux acteurs les plus inclusifs et les partenariats restent inégaux**

Plusieurs problèmes de financement, bien documentés, continuent de freiner l'efficacité des initiatives d'ancrage local et dépassent le cadre des contextes EWIPA. Il s'agit notamment des modèles de financement imposés de manière descendante, de l'accès limité au financement, du renforcement des capacités orienté par les bailleurs<sup>445</sup> et du manque de financement direct, flexible et durable. Cependant, certaines de ces difficultés sont particulièrement préjudiciables dans les contextes EWIPA pour les acteurs locaux et les communautés et groupes qu'ils servent, du fait des conditions extrêmement contraignantes dans lesquelles ils opèrent.

*« La réadaptation physique et fonctionnelle est quasiment inexistante. La plupart des projets sont à court terme — six mois, un an au maximum. » (Entretien avec un IC, ODF, Yémen<sup>446</sup>)*

Plus précisément<sup>447</sup> :

- Les modèles de financement rigides ne reflètent pas les réalités vécues par les organisations qui travaillent sous une pression extrême et dont la capacité à fournir une aide est considérablement affectée par les effets des EWIPA (par exemple, destruction des bureaux, personnel déplacé ou tué, perte des moyens de transport, etc.).
- Le manque d'accès au financement des petites organisations a un impact direct sur leur capacité à atteindre et à soutenir les civils laissés en marge des efforts humanitaires. En Ukraine, les ODF indiquent que la situation géographique joue un rôle majeur dans leur accès au financement<sup>448</sup>.
- Les partenaires locaux se trouvent souvent limités par les directives des organisations internationales qui donnent la priorité à l'aide à une seule catégorie de civils, comme les femmes et les filles ou les personnes handicapées, au lieu de permettre des approches plus holistiques et intersectionnelles. Alors que de nombreuses organisations locales opèrent naturellement au-delà des clivages identitaires, en s'attaquant aux formes de vulnérabilité qui se recoupent au sein de leurs communautés, les cadres de financement et la conception des programmes les obligent souvent à s'aligner sur des catégories définies de l'extérieur. Cette fragmentation réduit leur aptitude à répondre à la complexité des situations vécues par celles et ceux qui sont exposés à des risques multiples et croisés, et compromet une action humanitaire véritablement inclusive et communautaire.

<sup>445</sup> Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 319 ; International Rescue Committee, *supra*, 431 ; Fondation Kvinna till Kvinna et Ukrainian Women's Fund, [Where's the money for women's rights in Ukraine? A report by The Kvinna till Kvinna Foundation and Ukrainian Women's Fund](#), février 2025. Cela a également été systématiquement signalé par les acteurs locaux lors des entretiens avec les IC dans les trois contextes étudiés.

<sup>446</sup> Juin 2025.

<sup>447</sup> Les défis mentionnés ont été systématiquement évoqués par les informateurs clés des organisations locales et certaines ONGI dans les trois contextes étudiés.

<sup>448</sup> Fondation Kvinna till Kvinna et Ukrainian Women's Fund, *supra*, 445.

- Le sous-financement chronique et les coupes budgétaires dans le domaine de l'inclusion obligent les organisations locales à fonctionner avec des moyens financiers réduits, tout en subissant des pertes matérielles et humaines, des déplacements de personnel et les conséquences de l'insécurité et de la destruction sur leurs activités<sup>449</sup>. Il en résulte une érosion de leurs capacités opérationnelles, précisément au moment où leur accès aux communautés les plus exposées et touchées, ainsi qu'aux services spécialisés, est le plus nécessaire.
- Les bailleurs sont réticents à couvrir les coûts liés à la sécurité<sup>450</sup>, alors que ce sont les acteurs locaux qui assument la majeure partie des risques liés aux EWIPA.

*« Nous souffrons tous. Je suis psychologue et je travaille au sein d'une organisation dirigée par des femmes. J'ai été déplacée à plusieurs reprises et j'ai dû lutter pour protéger mes propres enfants. Comment puis-je soutenir pleinement les autres alors que je porte moi-même ce fardeau ? Hier, j'ai appris que ma maison avait été détruite. Je n'ai pas eu le temps de pleurer. Ici, à Gaza, nous n'avons pas le temps de faire notre deuil — ni les femmes qui ont perdu leur mari et leurs enfants, ni même nous, les prestataires de services. Nous mettons de côté notre propre douleur parce que tant de femmes et de familles attendent que nous les aidions dans les camps de personnes déplacées. » (Entretien avec un IC, représentante d'une ODF, Gaza<sup>451</sup>)*

### **2.6.2. Les structures de coordination humanitaire sont largement dominées par les organismes internationaux**

Les dynamiques de pouvoir inégales sont en outre accentuées par la prédominance des grands acteurs internationaux au sein de ces structures<sup>452</sup>. Les organisations nationales et locales<sup>453</sup> sont souvent sous-représentées ou exclues des espaces de leadership et de prise de décision.

Comme l'a souligné la représentante d'une ODF en Ukraine, *« les organisations locales de femmes sont souvent exclues des réunions des groupes sectoriels des Nations Unies et des espaces de décision. Pourtant, nous sommes celles qui connaissons le mieux les communautés concernées. »* Les défis pratiques tels que les déplacements, les barrières linguistiques, les problèmes de communication et d'accessibilité physique, l'accès limité à Internet<sup>454</sup> et les contraintes financières figurent parmi les principaux facteurs d'exclusion, tandis que les charges supplémentaires — telles qu'une forte charge de travail ou des contraintes de temps, notamment pour les femmes assumant des responsabilités en matière de garde d'enfants et de soins<sup>455</sup> — limitent encore davantage leur participation significative. Les acteurs internationaux peuvent faire davantage pour favoriser une inclusion réelle et une participation effective, plutôt que de se limiter à des actions purement symboliques<sup>456</sup>. Pour le dire simplement, avoir une place autour de la table, même au sein de

<sup>449</sup> Stars of Hope, [A War Without Human Rights –Cutting Off All Means of Survival:Organizations Working in the Field of Disability in Light of the Genocide](#), avril 2024 ; International Rescue Committee, *supra*, 431 ; CARE, [One Year After the Escalation of the War in Ukraine – Making International Funding Work for Women's Organisations](#), février 2023 ; Fondation Heinrich Böll, Open Space Works Ukraine et Fondation ukrainienne pour le logement, *supra*, 438 ; Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – TPO et ONU Femmes – Palestine, *supra*, 196 ; Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 319 ; entretiens avec des IC (ODF, Gaza, Ukraine et Yémen, juillet 2025).

<sup>450</sup> HI, *supra*, 7.

<sup>451</sup> Juin 2025.

<sup>452</sup> HI, *supra*, 406 ; Nations Unies – Palestine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53 ; International Rescue Committee, *supra*, 431.

<sup>453</sup> HI, *supra*, 411 ; entretiens avec des IC (OPH, Gaza et Yémen, juillet 2025) ; Women's Affairs Center – Gaza, *supra*, 319 ; International Rescue Committee, *supra*, 431.

<sup>454</sup> Entretiens avec des IC (OPH et ODF, Gaza, juin-juillet 2025).

<sup>455</sup> Entretiens avec des IC (ODF, Gaza et Ukraine).

<sup>456</sup> Nations Unies – Ukraine et Fonds mondial pour les personnes handicapées, *supra*, 53. ; entretiens avec des IC (OPH et ODF, Gaza et Yémen, juin-juillet 2025 et ONGI, niveau international, juin 2025).

structures comme l'équipe de pays pour l'action humanitaire, ne garantit ni que les voix seront entendues, ni que les acteurs locaux pourront réellement influencer les décisions<sup>457</sup>.

#### **Bonne pratique : favoriser la participation au Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire en Ukraine<sup>458</sup>**

En Ukraine, le Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire est coprésidé par trois membres, dont une ODF nationale, et regroupe des organisations locales de la société civile qui travaillent à promouvoir les droits des personnes touchées par la marginalisation croisée, comme les femmes handicapées, les femmes roms, les personnes ayant une identité de genre diverse ou les personnes déplacées internes. Compte tenu des contraintes de temps et de ressources, ainsi que des nombreux défis rencontrés par les organisations de femmes pour participer aux réunions de coordination humanitaire, plusieurs mesures ont été mises en place afin de renforcer l'inclusion et d'encourager une participation effective. Les réunions sont organisées en format hybride afin de permettre une participation à l'échelle nationale ; une interprétation simultanée en ukrainien et en anglais est assurée lors de toutes les réunions ; et les documents discutés et présentés sont partagés sur ReliefWeb pour en faciliter l'accès.

*« Le système humanitaire n'est pas prêt à écouter les organisations de femmes. Ils n'écoutent que si vous venez avec le soutien d'un bailleur. » (Entretien avec un IC, ONG, Ukraine<sup>459</sup>)*

#### **Remarques finales :**

**Une action humanitaire intersectionnelle et inclusive dans les contextes EWIPA commence par la reconnaissance des schémas complexes et interconnectés de risques et de préjudices subis par les civils. Bien que de multiples groupes ayant des identités intersectionnelles soient systématiquement identifiés comme étant les plus exposés aux impacts liés aux EWIPA — et comme rencontrant des obstacles plus importants pour accéder à l'aide — les mesures mises en œuvre échouent souvent à répondre de manière adéquate à leurs besoins et priorités spécifiques. En conséquence, ces groupes restent largement invisibles au sein des programmes humanitaires.**

<sup>457</sup> Entretiens avec des IC (OPH et ODF, Gaza, juin-juillet 2025).

<sup>458</sup> CARE, ONU Femmes, ONG « Girls » et Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire – Ukraine, [The Gender in Humanitarian Action Working Group in Ukraine: A Case Study of Good Practices and Lessons Learned](#), mai 2025.

<sup>459</sup> Juillet 2025.

## Section 4: Programme d'action

Le Programme d'action a pour objectif de favoriser une attention accrue et une action collective en faveur de la mise en œuvre de programmes intersectionnels et inclusifs, afin que les interventions humanitaires répondent efficacement aux vulnérabilités croisées et atteignent les personnes les plus exposées. Il vise également à orienter et soutenir les États ainsi que les acteurs humanitaires dans la mise en œuvre des engagements relatifs à l'inclusion énoncés dans la Déclaration politique.

Le Programme préconise une transformation à l'échelle du système, allant de la manière dont l'inclusion et l'intersectionnalité sont comprises à leur financement, leur gouvernance, leur coordination, leur évaluation et l'allocation des ressources dans les contextes EWIPA.

### **Domaine prioritaire 1 : Renforcer la compréhension, la sensibilisation et les capacités**

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA doivent :*

- Organiser des réunions multipartites dans les principaux forums nationaux, régionaux et mondiaux, afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques, de valoriser les expériences des acteurs locaux (en particulier celles des organisations autonomes et des communautés affectées) et de co-élaborer une définition et un cadre politique clairs et cohérents de l'inclusion et de l'intersectionnalité dans les contextes EWIPA. Les principales opportunités à cet égard incluent les conférences annuelles de suivi sur les EWIPA.
- Mettre à profit leur engagement dans les programmes liés aux EWIPA pour intégrer de manière systématique l'inclusion et l'intersectionnalité, et organiser des dialogues (tels que des tables rondes) visant à établir une compréhension commune.

*Les Nations Unies, les ONGI et les bailleurs de fonds doivent :*

- Reconnaître l'existence de biais, de préjugés, de la « hiérarchie des besoins » et des dynamiques de pouvoir qui perpétuent l'exclusion au sein des systèmes humanitaires et de financement, et prendre des mesures concrètes pour y remédier, y compris au sein de leurs propres organisations.
- Réexaminer les présupposés internationaux concernant ce qui est considéré comme « vital », car les interprétations actuelles reflètent souvent davantage les priorités des bailleurs ou des institutions que les réalités vécues par les civils dans les contextes EWIPA, où l'accès à certains services, comme la réadaptation, peut littéralement faire la différence entre la vie et la mort.
- Exiger des destinataires des fonds qu'ils désagrègent les données, prennent en compte le handicap dans tous les indicateurs pertinents et suivent les progrès en conséquence.

*Les Nations Unies et les ONGI doivent :*

- Renforcer les capacités techniques et dispenser des formations sur les approches intersectionnelles et inclusives du handicap dans tous les secteurs, y compris auprès des groupes sectoriels, des équipes de pays pour l'action humanitaire, des coordonnateurs résidents et des équipes au siège (par exemple, partenariats, collecte de fonds, programmes et plaidoyer).
- Former les équipes d'évaluation des besoins et d'intervention pour renforcer leur sensibilisation, leur compréhension et leurs compétences pratiques concernant l'intégration de l'intersectionnalité et des spécificités EWIPA dans la collecte de données, y compris sur

les profils de risques, les impacts et les obstacles à l'accès aux services, conformément aux bonnes pratiques mondiales.

- Collaborer avec les acteurs locaux, en particulier les organisations spécialisées (par exemple, OPH, ODFH, ODF), afin d'identifier les besoins en renforcement des capacités sur les pratiques inclusives et intersectionnelles, tout en tirant parti de leur expérience de terrain, de leur expertise et de leurs approches innovantes et flexibles pour atteindre les populations « invisibles ».
- Créer une communauté de pratique dédiée à l'inclusion et à l'intersectionnalité dans le cadre des EWIPA, afin de favoriser l'apprentissage mutuel, l'échange de données probantes et l'innovation opérationnelle.
- Utiliser des études de cas réels et des témoignages pour garantir que les apprentissages soient contextualisés, pertinents et directement exploitables.

L'OCHA doit :

- Intégrer systématiquement les considérations relatives aux risques, aux préjudices et aux impacts de l'utilisation des EWIPA sur les civils ayant des identités intersectionnelles dans ses messages et déclarations de plaidoyer, en veillant à leur alignement avec les engagements humanitaires de la Déclaration politique en matière d'inclusion et en y faisant explicitement référence.
- Mener une enquête sur les capacités et la sensibilisation des membres des équipes de pays pour l'action humanitaire et des groupes sectoriels afin d'identifier les défis et obstacles à la prise en compte de l'intersectionnalité et de l'inclusion dans les groupes sectoriels, ainsi que les principaux facteurs favorables.

Les groupes sectoriels de la protection doivent :

- S'assurer que les documents consultatifs essentiels (tels que les notes de plaidoyer sur l'évacuation des personnes âgées et des personnes handicapées) intègrent une approche intersectionnelle.
- Inclure de manière systématique des indicateurs d'intersectionnalité et d'inclusion dans leurs outils de coordination et de reporting (par exemple, les matrices « Qui – Quoi – Où – Quand – Pour qui », les analyses de protection mises à jour, ou encore les évaluations des besoins), afin de garantir que le handicap, le genre, l'âge et d'autres facteurs identitaires soient pris en compte et analysés conjointement avec les autres groupes sectoriels.

## **Domaine prioritaire 2 : Accroître les ressources et renforcer l'expertise technique**

Les ONGI, les organismes des Nations Unies et les bailleurs de fonds doivent :

- Intégrer l'intersectionnalité et l'inclusion dans leurs systèmes grâce à des outils, des formations internes et une responsabilisation des dirigeants. L'inclusion doit être prise en compte dans toutes les fonctions et priorités organisationnelles.
- Promouvoir et mettre en œuvre une double approche intégrant le handicap, le genre et l'âge — y compris les jeunes et les personnes âgées — dans l'ensemble de leurs programmes, tout en développant des interventions ciblées à destination des civils ayant des identités intersectionnelles (par exemple, les minorités ethniques en Ukraine et au Yémen) ou des groupes ayant des identités de genre diverses (en Ukraine), en tenant compte des risques, besoins et obstacles spécifiques auxquels ces populations sont confrontées.
- Créer des postes techniques de haut niveau spécialisés dans l'inclusion et l'intersectionnalité, afin de prioriser le renforcement des capacités tant au niveau

organisationnel que sectoriel, et de développer l'expertise technique en matière d'intersectionnalité et d'inclusion dans l'action humanitaire.

- Inclure la réadaptation et les aides techniques parmi les domaines techniques essentiels nécessitant investissements et expertise
- Intégrer l'inclusion et l'intersectionnalité dès le début des interventions humanitaires, afin que les configurations récurrentes de risques, de préjudices et d'impacts liés aux EWIPA éclairent tant la planification que la mise en œuvre.

L'OCHA doit :

- Élaborer des orientations pratiques et intersectorielles pour la conception des Plans de réponse aux besoins humanitaires, incluant un système de codage tricolore (vert/orange/rouge) doté d'indicateurs clairs. Ces orientations devraient être largement diffusées et appliquées dans le cadre des efforts de renforcement des capacités au niveau national, et accompagnées d'une liste de contrôle.
- Veiller à ce que les efforts de simplification et de rationalisation des structures ne compromettent pas les normes essentielles ni l'expertise technique, notamment dans les domaines de la réadaptation, de l'EREE, de la protection et de l'inclusion des personnes handicapées.
- Intégrer sans délai l'inclusion intersectionnelle dans la coordination humanitaire, en créant (ou, le cas échéant, en renforçant) des groupes de travail dédiés à l'inclusion, afin d'institutionnaliser l'analyse intersectionnelle (y compris le handicap, le genre, l'âge et d'autres facteurs identitaires) dans la planification, la hiérarchisation des priorités et le suivi des interventions. Ces efforts devraient être alignés sur les réformes humanitaires en cours pour garantir que le mécanisme soit reconnu et activé au sein de l'architecture du Groupe mondial.

Les coordonnateurs résidents et les HCT doivent :

- Co-construire avec les acteurs locaux et les communautés affectées, dans toute leur diversité, une définition adaptée au contexte de ce que signifie une action inclusive dans les contextes EWIPA.
- Placer les réalités des EWIPA au cœur de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des interventions humanitaires. Cela inclut l'intégration de l'intersectionnalité et de l'inclusion à travers le prisme des armes explosives dans les documents stratégiques et les lignes directrices des équipes de pays pour l'action humanitaire, y compris les stratégies de protection et d'ancrage local.

Les groupes nationaux de coordination inter-clusters doivent :

- Soutenir les équipes de pays pour l'action humanitaire dans l'élaboration de stratégies de protection inclusives intégrant l'intersectionnalité.
- Veiller à ce que l'analyse finale des données et informations du HNRP soumise à l'équipe de pays pour l'action humanitaire intègre explicitement une approche inclusive et intersectionnelle, y compris dans l'analyse sectorielle, et tienne compte des risques, besoins et obstacles spécifiques aux civils ayant des identités intersectionnelles.

Les groupes de travail ou équipes spéciales en charge de l'inclusion (par exemple : les groupes de travail sur le handicap à Gaza ; le Groupe de travail sur l'âge et le handicap et le Groupe LGBTQI+ en Ukraine ; les Groupes sur le genre dans l'action humanitaire, etc.) doivent :

- Inclure la promotion des réponses intersectionnelles dans leurs termes de référence, et planifier et mettre en œuvre des activités intersectionnelles dans leurs plans de travail.

- Veiller à ce que les enfants (filles et garçons) ainsi que les adolescentes et adolescents soient explicitement reconnus comme un groupe prioritaire transversal à tous les groupes.
- Garantir la représentation et la programmation pour les enfants handicapés, souvent exclus des initiatives liées à l'âge et au handicap.
- Intégrer autant que possible une approche intersectionnelle dans leurs activités (orientation, formation, travail de conseil, contributions à l'élaboration du HNRP, etc.)
- Garantir la participation d'organisations internationales et locales travaillant sur l'âge, le genre, l'enfance et le handicap — ainsi que d'autres groupes pertinents selon le contexte, y compris ceux représentant des personnes ayant des identités intersectionnelles — et mener des enquêtes annuelles pour évaluer les résultats en matière de participation.

*Les bailleurs de fonds doivent :*

- Participer activement au cycle de planification humanitaire, aux niveaux mondial et national, et mobiliser leur influence pour soutenir la conception d'interventions intersectionnelles et inclusives, notamment en précisant leurs exigences en matière de financement afin qu'il réponde aux besoins spécifiques et lève les obstacles à l'accès aux services pour les civils dans les contextes EWIPA (par exemple, en exigeant une analyse intersectionnelle des risques ou des données désagrégées).

### **Domaine prioritaire 3 : Transformer le pouvoir, le leadership et la participation**

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA doivent :*

- Soutenir, représenter et défendre les survivantes, les survivants et les victimes des EWIPA dans toute leur diversité, afin qu'ils puissent participer pleinement aux discussions et aux processus décisionnels relatifs aux EWIPA, à tous les niveaux. Cela implique de garantir leur représentation dans les agendas officiels et de faciliter leur participation effective (directement ou par l'intermédiaire de leurs représentantes et représentants) aux réunions pertinentes, notamment à la conférence annuelle de suivi de la Déclaration politique sur les EWIPA, aux consultations nationales et aux événements organisés par les États.

*Les Nations Unies, les ONGI et les bailleurs de fonds doivent également :*

- Veiller à ce que les partenariats, y compris les consortiums, soient véritablement co-crés, co-budgétés et co-gérés avec les acteurs locaux, sur la base d'une analyse intersectionnelle des risques, vulnérabilités, besoins et obstacles affectant les civils dans toute leur diversité.
- Garantir et financer des mesures qui facilitent la participation, telles que la prise en charge des frais de déplacement, la facilitation de l'accès aux réunions en ligne et la mise à disposition de services d'interprétation.
- Reconnaître la complexité des identités intersectionnelles. Par exemple, le handicap n'est pas une réalité binaire : les risques et obstacles varient selon le type de déficience, mais aussi selon l'environnement et les systèmes dans lesquels vivent les personnes concernées.
- Investir dans des partenariats équitables et de qualité avec les organisations locales. Cela suppose :
  - la co-crédation à toutes les étapes du projet (de la planification à la mise en œuvre, jusqu'à l'évaluation), y compris l'élaboration conjointe des budgets ;
  - la prise en compte des besoins et priorités identifiés et exprimés par les communautés elles-mêmes ;

- l'allocation de lignes budgétaires spécifiques dédiées à la sécurité, à la réinstallation, au bien-être du personnel et à la continuité opérationnelle des acteurs locaux dans les contextes EWIPA.
- Faire entendre la voix du personnel et des participants aux programmes, en leur fournissant des plateformes pour partager leurs apprentissages et leurs réflexions.

Les HCT et les groupes sectoriels doivent :

- Grâce à des modalités d'engagement convenues d'un commun accord, garantir la participation significative des acteurs locaux (ODF, OPH, ODFH, jeunes, etc.) dans toutes les structures de coordination.
- Sur la base des obstacles à la participation identifiés par les acteurs locaux eux-mêmes, mettre en place les aménagements nécessaires pour y répondre — notamment en matière de langue, d'accessibilité physique, de langue des signes, de braille, de garde d'enfants, etc. — et ce, à travers des modalités de participation définies d'un commun accord.
- Soutenir et promouvoir le rôle des acteurs locaux en tant que co-leaders au sein des structures de coordination.
- Veiller à l'inclusion active des organisations dirigées par des femmes, des OPH ainsi que des organisations locales dirigées par ou au service des personnes âgées, des enfants et des jeunes, en particulier celles qui travaillent avec des civils ayant des identités intersectionnelles (par exemple, les organisations dirigées par des femmes en situation de handicap), dans tous les groupes sectoriels humanitaires.
- Veiller à ce que les adolescentes, en particulier celles qui sont handicapées, soient incluses dans les structures de coordination et les consultations.

Les bailleurs de fonds doivent :

- Exiger que les équipes de pays pour l'action humanitaire et les structures de coordination humanitaire, aux niveaux national et local, incluent des représentantes et représentants d'organisations dirigées par des femmes et d'OPH, comme point de départ vers une participation plus significative.
- Fournir un appui financier concret pour favoriser la participation des acteurs locaux aux mécanismes de coordination, notamment pour couvrir les frais liés à la garde d'enfants, au transport, à l'interprétation et à d'autres besoins logistiques essentiels.

Les ONGI et les réseaux dirigés par les ONGI (par exemple, le Forum des ONGI) doivent :

- Céder de la place aux acteurs locaux dans les espaces de prise de décision et de plaidoyer/d'influence.
- Plaider en faveur d'une plus grande inclusion et participation des acteurs locaux dans les structures de coordination humanitaire.
- Faciliter l'accès des partenaires locaux aux bailleurs, tant au niveau national qu'international.

#### **Domaine prioritaire 4 : Renforcer la collaboration et la coordination**

Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA doivent :

- Tirer parti des réunions internationales d'examen de la Déclaration politique pour organiser des dialogues thématiques, transnationaux et multipartites axés sur l'inclusion dans les contextes EWIPA.

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA, les Nations Unies, les acteurs humanitaires et de la lutte antimines, le CICR et les organisations de la société civile doivent :*

- Organiser une série de dialogues et de tables rondes virtuelles pour discuter des principales lacunes en matière de données dans les contextes EWIPA, notamment le manque de données désagrégées sur les victimes directes et les blessés causés par ces armes, ainsi que sur les civils touchés directement ou indirectement par leur utilisation ; la fragmentation et l'incohérence des systèmes de données ; et le manque de participation et d'engagement des communautés et des acteurs locaux.
- Explorer et définir des mesures concrètes pour renforcer la collecte de données essentielles, en particulier sur les tendances des préjudices subis par les civils et sur les impacts directs et indirects de l'usage d'EWIPA sur différentes populations.

*Les bailleurs de fonds doivent :*

- Mobiliser les mécanismes et initiatives de coordination existants, tels que le Protection Donor Group, pour harmoniser les exigences et priorités de financement dans les contextes EWIPA, partager les bonnes pratiques et explorer les moyens d'augmenter le financement direct aux acteurs locaux. Ils doivent également renforcer leur engagement en faveur de la participation et du leadership des organisations locales, ainsi que de l'inclusion dans tous les mécanismes de coordination et de financement.

*Le Forum des ONGI et les autres plateformes nationales dirigées par les ONGI doivent :*

- Inclure explicitement des messages sur l'inclusion et l'intersectionnalité dans les déclarations et les discours prononcés dans le cadre du plaidoyer et de la communication sur la situation des civils dans les contextes EWIPA.
- Établir une collaboration entre les organisations dédiées à une seule cause (handicap, genre, âge, etc.) afin de mettre en place un plaidoyer collectif et des programmes intersectionnels, et influencer l'élaboration de documents stratégiques dans l'ensemble des structures de coordination humanitaire, y compris les équipes de pays pour l'action humanitaire.

*Les groupes sectoriels de la protection et les organisations spécialisées (y compris les OPH, les ODFH et les ODF) doivent :*

- Collaborer pour développer des boîtes à outils communes de plaidoyer sur l'intersectionnalité et l'inclusion dans les contextes EWIPA. Ces boîtes à outils doivent être conçues pour être utilisées par l'ensemble des groupes sectoriels et plateformes humanitaires, et s'appuyer sur des expériences de terrain, des données inclusives et des réalités opérationnelles.

*Les réseaux internationaux et les organisations de la société civile actives dans le domaine du désarmement humanitaire doivent :*

- Intégrer les principes d'inclusion et d'intersectionnalité dans les initiatives existantes liées aux EWIPA, dans les mécanismes de mise en œuvre de la Déclaration politique, ainsi que dans les initiatives de désarmement humanitaire plus larges. Cela implique de collaborer avec des organisations spécialisées et de renforcer la recherche et le plaidoyer collectifs pour soutenir les engagements humanitaires énoncés dans la Déclaration politique. Cela pourrait inclure :

- le soutien à des projets de recherche transnationaux menés dans le cadre des mécanismes existants de désarmement et de coordination humanitaire, afin d'examiner les enjeux et lacunes identifiés, notamment à travers les travaux de HI ;
- la promotion de l'élaboration d'un « pacte programmatique » sur l'inclusion et l'intersectionnalité dans l'action humanitaire en contexte EWIPA — sous la co-direction des ONGI et de leurs partenaires locaux — afin de traduire les engagements de la Déclaration politique en pratiques opérationnelles, en s'appuyant sur les structures et partenariats existants.

*Les organisations spécialisées doivent :*

- Collaborer avec les principales ONGI et participer activement aux forums et réseaux qu'elles dirigent, afin d'assurer que les déclarations et initiatives collectives de plaidoyer sur les contextes EWIPA mettent clairement en évidence les impacts de ces armes sur les civils dans toute leur diversité.
- Explorer de nouvelles possibilités de partenariats de financement nationaux, par exemple sous forme de consortiums associant des acteurs locaux.

*Les groupes de travail ou équipes spéciales en charge de l'inclusion dans certains contextes EWIPA doivent :*

- Organiser un atelier commun d'apprentissage et de réflexion pour partager les expériences et explorer les possibilités de mettre en place une approche inclusive et intersectionnelle de l'action humanitaire dans les contextes EWIPA.
- Élaborer des messages clés de plaidoyer sur l'inclusion et l'intersectionnalité dans les contextes EWIPA qui seront partagés et utilisés par les équipes de pays pour l'action humanitaire et les groupes sectoriels.

*Les acteurs spécialisés locaux, y compris les réseaux de survivantes et survivants, de femmes et de personnes handicapées, doivent :*

- Créer des plateformes et espaces de coordination et de collaboration afin de garantir leur participation significative aux mécanismes de coordination, et de renforcer le plaidoyer collectif — notamment l'élaboration de messages et de requêtes — ainsi que leur influence dans la prise de décision. Cela pourrait inclure :
  - la formulation de réponses communes aux demandes de contributions ;
  - le partage des notes des réunions, des conclusions et des opportunités ;
  - la définition concertée des priorités de plaidoyer afin d'influencer les mécanismes de coordination.

*Le Groupe de référence pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire doit :*

- Veiller à la représentation des organisations internationales et locales au service et/ou dirigées par des femmes, des personnes âgées, des jeunes et des enfants, ainsi que des personnes ayant des caractéristiques OSIEGCS diverses.

## **Domaine prioritaire 5 : Investir dans des systèmes de données inclusifs et interconnectés**

*Les États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA doivent :*

- Piloter l'élaboration de normes communes de reporting et de cadres d'indicateurs harmonisés, incluant au minimum la désagrégation des données par handicap, genre et âge.

*Les Nations Unies, les ONGI, les acteurs locaux et les systèmes statistiques nationaux, avec le soutien des bailleurs de fonds, doivent :*

- Renforcer la base de données probantes sur les schémas de risque et de préjudice dans les contextes EWIPA, en développant des systèmes de collecte et d'analyse de données coordonnés et inclusifs.

*Les Nations Unies, les ONGI et les bailleurs de fonds doivent :*

- Investir dans la collecte de données communautaires et en faire une priorité stratégique, en renforçant la capacité des groupes autonomes (en partenariat avec les communautés affectées, y compris les enfants et les adolescents handicapés) à collecter, analyser et partager les données pertinentes.
- Financer des recherches participatives à l'échelle transnationale pour produire des données contextuelles précises sur la manière dont les civils vivent et réagissent aux risques et impacts liés à l'utilisation d'EWIPA, ainsi que sur l'influence des identités intersectionnelles et des facteurs de vulnérabilité.
- Mettre en place des plateformes ou cadres conjoints au niveau national, réunissant les acteurs de la lutte antimines et les acteurs humanitaires de tous les secteurs (par exemple : santé, logement, sécurité alimentaire, éducation, protection), afin de renforcer la collecte et l'analyse de données sur l'intersectionnalité, d'identifier les lacunes existantes et d'y remédier.
- Utiliser des indicateurs indirects et des moyennes crédibles (par exemple, en supposant qu'environ 30 % des personnes touchées par un conflit sont des personnes handicapées, conformément aux normes de l'OMS et aux normes humanitaires).

*Les Nations Unies, les ONGI et les acteurs locaux doivent :*

- Examiner de manière critique les données existantes afin d'identifier les personnes qui ne sont pas suffisamment prises en compte, et adapter les méthodes de collecte de données en conséquence.
- Fournir des conseils sur l'utilisation responsable des indicateurs indirects, en particulier dans les environnements où les données sont rares.
- Combiner des méthodologies quantitatives et qualitatives (par exemple, témoignages, récits, photovoice) pour saisir la diversité des expériences.

*Les bailleurs de fonds doivent :*

- Financer le développement d'outils et d'approches robustes pour la collecte et l'analyse de données intersectorielles et intersectionnelles, au sein des organisations spécialisées et généralistes et entre elles, afin de mieux comprendre les risques, impacts et obstacles à l'accès aux services.

*Les organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile qui collectent des données sur les attaques et les victimes d'EWIPA (par exemple, Insecurity Insight, Airwars et AOA) doivent :*

- Développer des outils communs, tels que des codes de référence et des normes partagées, afin d'améliorer la cohérence des méthodes de collecte et des pratiques de reporting sur les EWIPA.

- Établir des partenariats solides et s'engager activement dans des initiatives pertinentes, telles que la protection des soins de santé dans les contextes EWIPA ou la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.
- Co-concevoir des modèles pilotes nationaux de systèmes de collecte de données sur les EWIPA (couvrant à la fois les impacts directs et les effets dominos), en collaboration avec les autorités nationales, les ONG, les établissements de santé et d'autres acteurs concernés.

## **Domaine prioritaire 6 : Réformer les modèles de financement et investir dans l'intersectionnalité**

*Les bailleurs de fonds doivent :*

- Veiller à ce que leurs systèmes et plateformes de financement soient inclusifs et accessibles à une diversité d'organisations, notamment les petites OPH, les ODFH, les ODF, les réseaux dirigés par des survivantes et survivants ou par des femmes, ainsi que les organisations de jeunes, et prendre des mesures pour rendre les appels à propositions aussi inclusifs que possible.
- Mettre en place des plateformes inclusives et accessibles, favorisant le dialogue avec les organisations locales, y compris les OPH, les ODF, les ODFH, les groupes de jeunes et les réseaux dirigés par des survivantes et survivants.
- Adopter des cadres et des approches de financement qui :
  - répondent aux besoins des petites organisations locales autonomes travaillant avec des groupes ayant des identités intersectionnelles et offrent un financement direct, flexible et pluriannuel ;
  - ne se limitent pas à des thématiques uniques, mais favorisent des approches intégrées et intersectionnelles ;
  - intègrent l'inclusion et l'intersectionnalité comme exigences centrales des programmes, avec des indicateurs de suivi, des mesures quantitatives et qualitatives de réussite, ainsi que des critères de référence, notamment en matière de participation et de leadership des communautés touchées.
- Investir dans la pérennité et la viabilité des organisations locales, en incluant la couverture des coûts de fonctionnement, le bien-être du personnel, la sécurité, le soutien à la réinstallation et la reconstruction des bureaux dans le cadre des mécanismes de financement.
- Explorer des modèles de financement anticipé.

*Les fonds de financement commun par pays des Nations Unies doivent :*

- Donner la priorité au financement direct des organisations locales, y compris les ODF, les OPH et les autres acteurs qui mettent en œuvre des programmes d'aide et d'autonomisation.
- Simplifier les critères d'éligibilité et les procédures de demande pour faciliter l'accès direct aux organisations locales et nationales.
- Réviser et simplifier les procédures administratives et les exigences de conformité.
- Intégrer une analyse intersectionnelle dans les critères d'allocation et les cadres de suivi, en prévoyant un score plus élevé lorsque les données sur les bénéficiaires sont ventilées et que l'analyse du contexte inclut cette dimension.

Publié par Handicap International – Humanity & Inclusion

Site internet: <http://www.hi.org>

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère norvégien des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent en aucun cas leur position officielle.



Funded by  
the European Union

Publié pour la première fois en novembre 2025, © Handicap International.

Handicap International est enregistrée en France sous les références suivantes : N° SIRET : 519 655 997 00038 - Code APE : 9499Z.

Cette publication est protégée par le droit d'auteur, mais peut être reproduite par tout moyen sans frais ni autorisation préalable à des fins pédagogiques, mais pas pour la revente. Pour toute reproduction dans d'autres circonstances, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de l'éditeur, et des frais peuvent être exigés.

Traduit vers le français par Sophie Jeangeorges.

Photo de couverture : Deux jeunes patientes du Centre de réadaptation de Sanaa (Yémen) : à droite, Erada, 7 ans, et à gauche, sa cousine Hala, 4 ans, victimes d'une frappe aérienne alors qu'elles jouaient devant leur maison. © ISNA Agency / HI